

**Horaires des prières**  
Fajr : 04h10 Dohr : 12h44  
Asr : 16h32 Maghreb : 19h41 Isha : 21h13

**Iftar : 19h41**  
**Imsak : 04h00**

**MÉTÉO**

Alger	: 20°	13°
Oran	: 24°	12°
Annaba	: 18°	14°
Béjaïa	: 17°	11°
Tamanrasset	: 37°	20°

[www.dknews-dz.com](http://www.dknews-dz.com)

ALGÉRIE-ITALIE  
**Le Président de la République reçoit un appel téléphonique du Premier ministre italien**

P. 24

INTEMPÉRIES À MÉDÉA  
**Goudjil présente ses condoléances aux familles des victimes**

P. 24

PUBLICATIONS DE LA REVUE EL DJEICH DE L'ANP  
**Le peuple et son Armée, un mur "infranchissable" contre les tentatives de déstabilisation**

P. 3

## INONDATIONS DE BENI-SLIMANE (MÉDÉA)

# Prise en charge des familles des victimes et envoi d'une commission technique

Une commission technique est attendue à Beni-Slimane, afin d'étudier de près le problème des inondations auquel est confronté la ville et essayer d'apporter des solutions à cette menace, a annoncé, mardi, le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Kamel Beldjoud en marge de son déplacement au niveau de cette commune. La prise en charge "immédiate" des familles des quatre victimes des inondations qui se sont produites à Beni-Slimane et des citoyens dont les commerces et véhicules ont été endommagés, sont parmi les autres décisions annoncées par M. Beldjoud, qui a insisté sur l'accélération des opérations de nettoyage et de déblaiement des tonnes de boue et divers amas, charriés par les eaux pluviales, qui inondent encore les principales artères du centre-ville de Beni-Slimane.

P.p 8-24

DKnews-APS



## SANTÉ

**Poursuite du dialogue avec les partenaires sociaux (ministre)**

P. 4

## TERRAINS RÉSERVÉS AUX LOGEMENTS PUBLICS

**Parachèvement fin mai du cadre réglementaire relatif à la régularisation des actes (ministre)**

P. 4

## SÉISME DE BEJAÏA

**Relogement imminent des sinistrés du séisme de mars dernier**

P. 8

## SANTÉ

### MÉNOPAUSE

**6 conseils pour bien passer le cap**

P.p 12-13

## FOOTBALL

### LIGUE DES CHAMPIONS

**Riyad Mahrez encensé par la presse britannique**

P. 21



## FESTIVAL NATIONAL DE LA CALLIGRAPHIE ARABE

**Ouverture de l'édition 2021 à Alger**

P. 16

## MDN

### BILAN DES OPÉRATIONS DE L'ANP

**Plusieurs opérations contre le terrorisme, la criminalité organisée et l'immigration clandestine**

P. 24

## MÉTÉO (ALERTE)

## Fortes averses de pluies dans plusieurs wilayas du pays



Des pluies assez marquées parfois sous forme d'averses orageuses affecteront à partir de, mercredi après-midi, plusieurs wilayas du pays, indique un communiqué de l'Office national de météorologie (ONM).

L'ONM a mis en place un niveau d'alerte 1 (jaune) dans les wilayas concernées par de fortes pluies parfois sous forme d'averses, à savoir: Adrar, Laghouat, Oum el Bouaghi, Batna, Biskra, Béchar, Tiaret, Djelfa, Sétif, Saïda, Constantine, M'sila, el Bayadh, Khenchela, Mila, Naâma, Ghardaïa, el Menea, Ouled Djellal, Béné Abbès et Timimoun, ajoute le communiqué.

FORTES AVERSES SUR NÂAMA  
Plusieurs interventions pour dégager les routes

Les éléments de la Protection civile de la wilaya de Naama ont effectué, dans la nuit de mardi à mercredi, plusieurs interventions pour ouvrir des routes inondées par les eaux pluviales et évacuer les eaux infiltrées dans des habitations suite aux fortes averses orageuses enregistrées et le débordement de certains oueds, a-t-on appris de ce corps constitué.

Les services de la protection civile qui n'ont enregistré aucun dégât humain ou matériel suite à ces intempéries, sont intervenus pour sauver une personne à l'intérieur de son véhicule, cerné par l'eau de l'oued Tirkount, à 10 km au nord d'Aïn Sefra.

Les mêmes éléments ont également effectué des contrôles de l'état des routes pour faciliter la circulation à travers des points inondés par les eaux des oueds de Remtha, Redjimet, Mechirat Gueti, au niveau de la RN 47, à Assla, au niveau de l'oued Laardid à Ain Benkheil où les crues ont bloqué la circulation entre le village de Sidi Moussa et Thenia Chiyakha, menant vers la commune de Sfisifa, ajoute-t-on de même source.

## ALGÉRIE - LIBYE

## M. Arkab reçoit le président de la société nationale pétrolière libyenne (NOC)



Le ministre de l'Énergie et des Mines, Mohamed Arkab, a reçu mardi à Alger, le PDG de la Société nationale pétrolière de la Libye (NOC), Mustafa Abdulla Sannallah, a indiqué un communiqué du ministère. Au cours de cette rencontre, qui s'est déroulée au siège de son département ministériel, les deux parties ont souligné "l'excellence des relations de coopération entre la Sonatrach et la compagnie libyenne NOC", a précisé la même source.

M. Arkab a renouvelé également, lors cette rencontre, "l'engagement total du secteur pour renforcer et développer cette relation", a souligné le communiqué.

MOSTAGANEM  
Démantèlement d'un réseau de trafic de psychotropes et saisie de 8.400 comprimés

Les services de la gendarmerie nationale de la wilaya de Mostaganem ont démantelé un réseau criminel activant dans le trafic de psychotropes et saisi 8.400 comprimés psychotropes, a-t-on indiqué mardi dans un communiqué de la cellule de communication et des relations publiques du groupement territorial de ce corps de sécurité.

L'opération a été effectuée dernièrement par les éléments du groupement territorial de la Gendarmerie nationale de Mansourah soutenus par des unités de la katiba de la gendarmerie nationale de Bouguirat, des brigades de sûreté et d'intervention, sur la base d'informations.

Les gendarmes ont arrêté les quatre membres composant ce réseau et saisi 8.400 comprimés psychotropes et des armes blanches dont deux grands sabres.

Une procédure judiciaire a été engagée contre les prévenus pour les présenter devant les juridictions compétentes, a-t-on relevé de même source.

ACCIDENTS DE LA ROUTE  
36 morts et 1471 blessés en une semaine

Trente six (36) personnes ont trouvé la mort et 1471 autres ont été blessées dans des accidents de la circulation survenus dans plusieurs régions du pays durant la période allant du 25 avril au 1er mai, indique, mercredi, un bilan hebdomadaire de la Protection civile.

Le bilan le plus lourd a été enregistré à Sétif avec trois (3) morts et 79 blessés suite à 54 accidents enregistrés dans l'ensemble de cette wilaya.

Par ailleurs, les unités de la Protection civile sont intervenues pour éteindre 481 incendies urbains, industriels et autres.

Concernant les activités de lutte contre la propagation du nouveau coronavirus (Covid-19), les unités de la Protection civile ont effectué, durant la même période, 279 opérations de sensibilisation à travers le territoire national, rappelant aux citoyens la nécessité de respecter le confinement et les règles de distanciation physique, ainsi que 266 opérations de désinfection générale ayant touché l'ensemble des infrastructures et édifices publics et privés, quartiers et ruelles.

Pour ces deux opérations, 1120 agents de la Protection civile, 207 ambulances et 127 engins s'incendies ont été mobilisés, précise la même source.

## DGSN

## Une chaîne Youtube pour rapprocher la Police du citoyen



La Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN) a lancé mardi sa chaîne Youtube "Direction générale de la Sûreté nationale" ainsi que sa nouvelle page officielle sur Instagram, en tant que deux supports d'interaction et de communication.

Ces deux supports visent "la consécration du principe de rapprochement de la Police du citoyen", et ce, à l'occasion de la célébration de la Journée internationale de la presse, a précisé un communiqué de la DGSN.

Ce jalon vient s'ajouter aux supports de communication digitale de la DGSN, en l'occurrence les pages Facebook et Tweeter, certifiées qui comptent plus de 1.200.000 d'abonnés, en sus du site officiel de la Police algérienne.

A cette occasion, la DGSN appelle les utilisateurs d'Internet et des réseaux sociaux à visiter ses plateformes numériques à travers les liens suivants: [www.facebook.com/algeriepolice.dz](http://www.facebook.com/algeriepolice.dz) [www.twitter.com/algeriepolice.dz](http://www.twitter.com/algeriepolice.dz) [www.instagram.com/algeriepolice.dz](http://www.instagram.com/algeriepolice.dz) <https://bit.ly/3gYMXrg> [www.algeriepolice.dz](http://www.algeriepolice.dz).

## DJELFA

## Convention de partenariat entre l'ANADE et la Formation professionnelle



Une convention de partenariat pour l'appui et le développement de l'esprit entrepreneurial chez les stagiaires des établissements de formation a été signée, mardi à Djelfa, entre l'Agence nationale d'appui et de développement de l'entrepreneuriat (ANADE) et le secteur de la Formation et de l'Enseignement professionnels à ladite wilaya, a-t-on appris auprès de la direction locale de l'Agence.

Dans une déclaration à l'APS, le directeur local de l'ANADE, Tarek Djaklafi, a fait savoir que la convention signée avec le secteur de la Formation et de l'Enseignement professionnels visait à œuvrer pour l'introduction de nouveaux modules d'entrepreneuriat dans le plan de formation afin d'ancrer l'esprit entrepreneurial chez les diplômés du secteur avec la possibilité d'investir le monde des affaires.

Il convient de noter que le bureau d'entrepreneuriat permanent, sis au niveau de l'université "Ziane Achour" à Djelfa, exerce ses activités en permanence et constitue un maillon important dans l'attrait des jeunes porteurs de projets en vue de réaliser leurs ambitions dans le domaine d'entrepreneuriat.

PUBLICATIONS DE LA REVUE EL DJEICH DE L'ANP

# Le peuple et son Armée, un mur "infranchissable" contre les tentatives de déstabilisation

Le peuple algérien et son Armée constitueront un mur "infranchissable" contre toutes les tentatives visant l'unité du pays, sa sécurité et sa stabilité, affirme la revue El Djeich dans son édition du mois de mai, tout en fustigeant les auteurs de ces complots, "des traîtres incités et soutenus par des parties étrangères".

"Ni les alliances, ni les mensonges ne triompheront, tout comme les intentions malveillantes visant à ébranler l'unité de notre peuple et de notre territoire ne se concrétiseront. Les éléments de notre Armée et tous les enfants fidèles de notre peuple constitueront un mur infranchissable face à quiconque animé d'intentions malveillantes qui tenterait de porter atteinte à l'unité de notre Algérie, territoire et peuple", lit-on dans un commentaire intitulé "Les résidus de la cinquième colonne".

Le commentaire rappelle à l'évidence que "dans sa longue Histoire, l'Algérie n'a jamais eu affaire à une organisation -quel que fut son degré d'extrémisme et de trahison- revendiquant le divorce et la séparation de la Nation-mère pour la création d'une entité "indépendante" qui nie et rejette l'unité du peuple et du territoire", précisant que "le simple fait de penser à une telle éventualité relève de l'impossible et constitue une vue de l'esprit". Evoquant les "traîtres inféodés à l'occupant" ayant surgi durant la guerre de libération nationale, mais qui "n'ont jamais pensé à la séparation d'une région de l'Algérie et (...) voulaient que toute l'Algérie avec son territoire et son peuple soit française", le commentaire d'El Djeich rappelle qu'au cours de ses négociations avec le FLN, la France coloniale "a tenté d'accorder



l'indépendance à l'Algérie, mais amputée du Sahara, issue que les braves enfants de notre pays ont catégoriquement refusé d'en envisager même l'idée, et la réponse a été donnée sur le champ de bataille, à savoir que l'Algérie était une et indivisible, de Tébessa à Tlemcen et de Tizi-Ouzou à Tamanrasset". Dans le même sillage, la revue fustige "deux mouvements qui s'allient aux ennemis de l'Algérie pour attenter à sa sécurité et à sa stabilité, en recrutant des mercenaires, en entraînant des traîtres et en les préparant à exécuter des opérations terroristes à l'intérieur du territoire national pour tuer

des Algériens et détruire la Patrie". Il s'agit, explique-t-on, d'un mouvement qui ne représente guère la région de Kabylie, laquelle a donné naissance à des héros ayant défendu et porté l'Algérie dans le cœur et sont tombés au champ d'honneur, à l'image de Cheikh El Haddad, El Mokrani, Fatma N'soumer, Amirouche et Abane Ramdane, ainsi que des milliers de martyrs issus de cette région qui ont sacrifié leur vie pour que l'Algérie vive unie". "Ce mouvement ignore l'Histoire et renie les sacrifices de tous les martyrs et les moudjahidine, mais semble ne pas avoir idée de la détermination du peu-

ple algérien à préserver son unité", note la même source. Depuis des années, ajoute-t-on, "ces traîtres n'ont cessé de rendre visite à l'entité sioniste usurpatrice, non pas à des fins de tourisme ou pour prier dans les lieux saints d'El Qods, mais pour se tenir devant le Mur des Lamentations, verser des larmes et solliciter au passage le secours et supplier les ennemis pour qu'ils les aident à établir leur république platonicienne imaginaire". Pour El Djeich, "le peuple algérien ne pardonnera pas aux traîtres et gardera en mémoire leurs campagnes acharnées contre l'Algérie, ainsi que leur

sollicitation de l'ennemi pour attenter à l'unité du peuple et du pays". Rappelant qu'il y a quelques jours, les services sécuritaires du ministère de la Défense nationale "ont révélé la préparation par les deux mouvements terroristes d'un dangereux complot visant notre pays", la même source note que "les investigations ont montré l'intention des membres de ces mouvements de recourir à tous les moyens pour nuire au peuple algérien". "S'ils n'avaient pas le soutien et incitation de certaines parties étrangères, ces mouvements n'auraient pas osé un tel projet. Ce sont ces parties qui fournissent le soutien logistique en termes d'armement et de formation de leurs éléments terroristes sur leur territoire et facilitent leurs mouvements dans le but de se venger de l'Algérie qui a fait échec à leurs plans expansionnistes et à leurs convoitises économiques", souligne-t-on.

Et de conclure: "Que ces traîtres qui nagent à contre-courant, sachent que la diversité culturelle, le multilinguisme et la tolérance dans la religion musulmane dont jouit notre pays et dont il s'enorgueillit, sont une source de force, un facteur de renaissance et l'incarnation de la personnalité algérienne, en dépit du fait que de prétendus prestidigitateurs veulent l'utiliser comme fonds de commerce à des fins personnelles étroites".

## ANP : la stratégie de modernisation se poursuit pour "faire face à toute agression"

Le Haut commandement de l'Armée nationale populaire poursuit la mise en œuvre de sa stratégie de développement et de modernisation de l'Armée nationale populaire (ANP) en préparant toutes les forces et à différents niveaux à faire face à toute agression éventuelle et à l'écarter en toutes circonstances, souligne la revue El Djeich dans son dernier numéro. "Le Haut commandement de l'Armée nationale populaire poursuit la mise en œuvre de sa stratégie de développement et de modernisation de l'ANP et l'application du programme de préparation au combat de toutes les forces et à différents niveaux. Ce qui reflète réellement la préparation des unités de l'ANP et leur pleine disponibilité à faire face à toute agression éventuelle et à l'écarter en toutes circonstances", relève l'édito d'El Djeich. L'éditorialiste relève que "les succès enregistrés par les nombreux exercices exécutés dans les différentes Régions militaires confirment le haut niveau de compétence des éléments des unités engagées ainsi que leur maîtrise des différentes armes en dotation", soulignant "la détermination de notre armée à défendre la Patrie et à protéger le citoyen n'est ni négociable ni sujette à marchandage encore moins à débat stérile". "Que tous ceux qui ont perdu la boussole de la Patrie, qui se sont égarés et qui ne se retrouvent plus entre rêves et cauchemars,

sachant que l'Algérie dispose d'une armée qui la protège et la défend, qui se sacrifie pour elle et qui fait face aux professionnels de la désinformation et de la propagande, aux promoteurs de rumeurs et de mensonges et à tous ceux qui frappent de suspicion les efforts de l'Etat algérien parce qu'ils ne peuvent plus jouir des avantages et autres privilèges dont ils bénéficiaient par des voies détournées et de manière suspecte, au détriment des droits du citoyen", ajoute-t-il, rappelant que "cette ère est définitivement révolue" et que celle de la nouvelle Algérie, "une Algérie puissante et prospère, se profile à l'horizon et se concrétise pas à pas". Et le rédacteur de l'édito de s'adresser à l'ensemble des citoyens en lançant: "à tous nos jeunes et aux citoyens qui n'ont pas connu l'enfer colonial, qui n'ont pas été marqués au fer rouge de ses exactions, qui n'ont pas vécu les décennies noires et les massacres perpétrés par les forces de l'obscurantisme contre des citoyens innocents, nous disons que la sécurité dont nous jouissons tous aujourd'hui n'est pas le fruit du hasard ni qu'elle nous a été offerte en cadeau, mais qu'elle a été réalisée grâce aux sacrifices d'hommes et de femmes qui ont subi le martyre et consenti le tribut du sang pour que l'Algérien vive en sécurité, fier et sous le ciel de la liberté dans une Algérie unie, territoire et peuple".

La revue El Djeich souligne, sous le titre "Les masques sont tombés", que "sous le couvert de certains mouvements de protestation et revendications sociales, les éléments subversifs poursuivent leurs actions criminelles et provocatrices en incitant les travailleurs et les salariés de certains secteurs à lancer des grèves, apparemment motivées par la revendication de certains droits mais qui", soutient-elle, "en réalité, visent à faire échec aux prochaines élections législatives et, par la même, engager le pays dans une impasse dont il se passerait bien".

"Ces éléments subversifs et d'autres qui prépareraient des attentats à l'explosif contre les citoyens, ajoute la même source, "sont en fait les deux faces d'une même médaille, leur objectif est de faire fuir l'Algérie en recourant à tous les moyens, en explorant toutes les voies et en exécutant plusieurs plans subversifs dans le but de provoquer la rue et de généraliser le chaos, de la rareté des produits à la cherté des prix, d'inciter aux grèves, d'insulter et de calomnier les institutions de l'Etat et ses forces de sécurité dans des tentatives désespérées de semer le chaos et de gâcher la voie de l'Algérie nouvelle".

Ce qui a été affirmé par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, dans son message à l'occasion de la Journée mondiale

des travailleurs. "Conformément à notre engagement, nous nous sommes efforcés à préparer l'avènement d'une dynamique économique affranchie des contraintes bureaucratiques et des pratiques des opportunistes corrompus... La volonté politique s'est renforcée en vue d'accélérer la relance économique dans le cadre d'un large dialogue avec les partenaires sociaux et les opérateurs économiques. Et nous sommes confiants dans les capacités et les ressources de notre pays et l'engagement à l'égard de la feuille de route pragmatique et ambitieuse que nous avons adoptée et qui est de nature à rompre avec les anciens modèles de gestion des affaires économiques, régis par la mentalité rentière, l'assistanat et la dilapidation", avait écrit le président Tebboune, cité par la revue El Djeich. Par conséquent, a ajouté le chef de l'Etat, il est du "devoir de tous les patriotes fidèles et loyaux de ne pas laisser l'Algérie des millions de

Chouhada en proie aux intrigues et aux complots d'une poignée de traîtres revanchards. Il incombe à tous les patriotes jaloux de leur terre, de leur honneur et de leur Histoire et de se tenir forts, de défendre avec l'ardeur et la détermination nécessaires, leur patrie et l'avvenir de leurs enfants contre des forces qui vouent une rançune et une haine tenaces à notre pays".

## La multiplication des mouvements de grève vise à faire échec aux prochaines législatives

La multiplication des mouvements de grève et de protestation observés ces derniers jours sur la scène nationale vise à provoquer la rue et à généraliser le chaos afin de faire échec aux prochaines élections législatives, a estimé la revue El Djeich dans un article publié dans son dernier numéro.

"A l'approche de ce rendez-vous important (...), la scène nationale observe un nombre d'événements suspects qui versent dans leur ensemble dans la tentative d'entraver ce processus démocratique national", est-il écrit dans cet article intitulé "Des grèves fomentées et suspectes: la sécurité nationale, une ligne rouge". L'auteur de cet article relève, à ce titre, "plusieurs indicateurs" qui "prouvent que ce qui est en train de se produire s'inscrit dans le cadre des tentatives vaines et désespérées de déstabiliser la sécurité nationale, en embrasant la rue, en suscitant la colère du peuple, en poussant à davantage de congestion pour que la situation finisse par exploser, dans l'espoir d'entraver les prochaines échéances électorales".

Selon lui, les élections législatives prévues le 12 juin "dérangent les opposants au changement et les partisans de la contre-révolution qui ont l'habitude de façonner un Parlement sur mesure, utilisant l'argent sale en vue de bénéficier de l'immunité

parlementaire et de la protection de leurs intérêts au lieu de servir le peuple qui les a élus". Il a fait, dans ce contexte, deux constats: "le premier est que les opposants au changement ont puisé toutes leurs capacités et espoirs de revenir sur la scène politique", alors que dans le second, il relève "l'exploitation des problèmes professionnels des travailleurs pour cracher leur venin", dénigrant des "méthodes basses". Pour l'auteur de cet article, "les grèves qui ont poussé comme des champignons, dernièrement, en sont la meilleure preuve". "L'appel d'organiser des manifestations et de mener des grèves dans plusieurs secteurs à la fois, à l'approche des élections, laisse poser plusieurs questions sur le timing de ces grèves et la revendication des droits professionnels légitimes", s'est-il interrogé, rappelant que le président de la République a déjà "affirmé la nécessité de remédier aux lacunes enregistrées dans l'ensemble des secteurs, et la nécessité de les traiter progressivement". Néanmoins, a-t-il poursuivi, "l'entêtement de certains à tenir des grèves à un moment suspect est la meilleure preuve que ceci ne peut s'inscrire que dans une tentative à semer le trouble pour réaliser des objectifs et des intérêts qui ne vont pas dans le sens de l'amélioration de la situation pro-

fessionnelle et des droits des travailleurs". "Tout ceci se déroule à un moment où notre pays est confronté à des menaces criminelles, orchestrées par des mouvements terroristes et racistes ayant déclaré leur haine envers l'Algérie", a-t-il ajouté. Rappelant que "la grève est un droit légitime garanti par la Constitution" et même "renforcé par l'avènement de l'Algérie nouvelle qui permet les rassemblements et la manifestation, conformément à l'article 52", l'auteur de cet article met en garde, néanmoins, contre "toute exploitation irrationnelle et autoritaire de ce droit" et qui peut conduire à "de grands dérapages qu'il est impossible d'ignorer".

Il a soutenu, à ce propos, que "lorsque la pratique de ce droit s'oppose aux intérêts supérieurs de l'Etat ou entrave les intérêts des citoyens se pose la problématique de la légitimité de la pratique de ce droit par la force de la loi". Il a plaidé, dans ce contexte, pour que "le citoyen ne soit pas pris en otage par ces manipulateurs qui tentent de négocier en profitant de ses revendications", soulignant que "les hautes autorités de l'Etat représentées par Monsieur le président de la République ont été précurseurs dans le traitement de manière réelle et objective des problèmes et des préoccupations des citoyens".

## DROITS DE L'HOMME

**Le CNDH appelle à la mise en place d'un atelier de suivi de la mise œuvre des ODD**

Le Conseil national des droits de l'Homme (CNDH) a appelé, mardi dans un communiqué, à la mise en place d'un atelier national de suivi de la mise en œuvre de l'objectif 16 parmi les objectifs du développement durable (ODD), qui regroupera le ministère de la Communication, des syndicats et des journalistes, ainsi que des universitaires.

Le CNDH "appelle à la mise en place d'un atelier national avec toutes les parties concernées, à savoir le ministère de la Communication, des syndicats et des journalistes et des universitaires pour élaborer des indicateurs nationaux à l'effet de suivre les progrès accomplis dans la réalisation de l'objectif n° 16 des ODD" et "la mise en place d'un mécanisme national chargé d'assurer l'opération de révision et d'interpellation concernant cet objectif". L'objectif 16 des ODD prévoit la promotion de "l'avènement de sociétés pacifiques et ouvertes à tous aux fins

du développement durable, assurer l'accès de tous à la justice et mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes à tous". Le CNDH a également appelé à "l'accompagnement des médias qui souffrent financièrement" et à "œuvrer pour assurer la transparence, notamment vis-à-vis des grandes entreprises d'internet", saluant "la poursuite d'hébergement des sites internet nationaux dans le domaine DZ, et le renforcement des capacités des médias et du savoir-faire informationnel qui permet l'approbation, la valorisation et la

défense de la presse". Concernant les prochaines élections, le Conseil a estimé que "le parachèvement du socle démocratique nécessite la disponibilité d'informations transparentes et fiables à même de contribuer à la sélection de représentants compétents lors des prochaines élections, loin de la manipulation de l'opinion publique, l'attisement de la haine et de la violence". A ce propos, le CNDH a exprimé sa "préoccupation face à l'émergence d'un discours antimédias et la montée du harcèlement des journalistes" appelant "l'ensemble des journalistes

qui en souffrent à se défendre conformément à leur droit constitutionnel". Par ailleurs, il a estimé que "le pluralisme médiatique, le droit à l'information, l'accès à l'information et la capacité d'exprimer des opinions critiques sont des facteurs clés du débat démocratique", soulignant que "les journalistes et les professionnels des médias jouent un rôle majeur dans la défense de ces libertés fondamentales".

Il a également souligné qu'il existait une « relation étroite entre le droit à la liberté d'expression et l'accès à l'information dans les 17 ODD ».

90<sup>e</sup> ANNIVERSAIRE DE LA CRÉATION DE L'ASSOCIATION DES OULÉMAS MUSULMANS ALGÉRIENS

**Le ministère des Moudjahidine organise une conférence**

Le ministère des Moudjahidine et des Ayants-droit a organisé mardi une conférence à l'occasion du 90<sup>e</sup> anniversaire de la création de l'Association des oulémas musulmans algériens lors de laquelle les participants ont mis en avant son itinéraire et son rôle dans la défense de l'identité nationale et de la doctrine des Algériens.

La conférence, rehaussée par la présence du ministre des Affaires religieuses et des Wakfs, Youcef Belmehdi, et la moudjahida et ancienne ministre Z'hour Ounissi, a été l'occasion pour les présents de se remémorer le glorieux passé de l'Association des oulémas musulmans algériens, créée le 5 mai 1931 à Alger et dont le chef de file était l'éminent Cheikh Abdelhamid Ben Badis.

Les participants ont, à cette occasion, évoqué les pionniers de l'association, notamment Abdelhamid Ben Badis, Cheikh Mohamed Bachir El Ibrahimy, Larbi Tébbessi et Tayeb El-Okbi, lesquels, ont-ils dit, "ont défendu l'identité nationale et la liberté du peuple algérien, en proie à la politique coloniale visant à le réduire à la pauvreté et à l'ignominie, de même qu'ils ont défendu sa doctrine".

Retraçant les activités de l'association, les participants ont mis en exergue le rôle des cercles réformistes qui ont contribué, ont-ils relevé, à "éclairer les esprits des Algériens sur les questions de l'identité, de la liberté et de la doctrine".

Dans son intervention, le secrétaire général du ministère des Moudjahidine et des Ayants-droit, Laid Rebika, a précisé que l'Association des oulémas musulmans algériens "a vu le jour dans une période difficile de l'histoire contemporaine de l'Algérie, celle de la colonisation qui a asservi les hommes, exploité les richesses et privé le peuple algérien de ses droits les plus élémentaires, le tenant à la marge de la civilisation et de l'histoire et lui infligeant les affres de l'ignorance et de la pauvreté".

L'association "a contribué à la préparation des pionniers de l'action de libération et fourni à la Glorieuse Révolution des héros et des dirigeants dont les exploits sont encore gravés dans la mémoire nationale", a ajouté l'intervenant qui a souligné qu'en tant qu'une authentique école nationale dans laquelle les générations s'abreuve aux sources des valeurs nationales, l'association a contribué à la préparation des générations selon l'approche novembriste, en faisant entendre toujours la forte voix de la vérité".

De son côté, l'universitaire et penseur Ammar Talbi a évoqué l'approche "intellectuelle intelligente" de Cheikh Ibn Badis et la stratégie culturelle qu'il a suivie à travers les clubs culturels, les écoles et les mosquées, en sus de la création des journaux dans le but de consolider l'identité nationale, soulignant que c'était "une stratégie réussie". Pour sa part, l'universitaire Mouloud Aouimer, rédacteur en chef du magazine "Al Tibyane", publié actuellement par l'Association des Oulémas musulmans algériens (AOMA) a passé en revue les œuvres, l'héritage et l'expérience de réforme intellectuelle de l'association ainsi que les circonstances de sa création.

A ce titre, il a précisé que "l'association n'a pas été créée de façon improvisée ou hâtive, ni en réaction à l'occupation française qui célébrait le centenaire de sa présence sur le territoire algérien, mais était plutôt l'aboutissement des efforts précédents". "L'idée de créer une association qui réunira tous les efforts des Oulémas algériens est venue à l'esprit du Cheikh Ibn Badis en 1916, une idée qu'il incarnera le 5 mai 1931, après des efforts basés sur le principe de la perception et de la réflexion", a-t-il rappelé.

APS

## FONCIER

**Parachèvement fin mai du cadre réglementaire relatif à la régularisation des actes des terrains réservés aux logements publics (ministre)**

Le ministre des Finances, Aymane Benaderahmane a annoncé mardi depuis Blida le parachèvement, fin mai, du cadre réglementaire relatif à la régularisation des actes de propriété des terrains destinés à la réalisation de logements publics, toutes formules confondues. Dans une déclaration à la presse en marge du lancement des prestations de la finances islamiques à la Banque d'agriculture et de développement rural (BADR), le ministre a indiqué qu'il "sera procédé à la fin du mois en cours au parachèvement du cadre réglementaire relatif à la régularisation des actes de propriété des terrains sur lesquels, divers projets de logements y compris privés, ont été réalisés", qualifiant ce dossier d'"urgent". "La finalisation de ce cadre réglementaire en coordination avec les différents secteurs ministériels concernés permettra la régularisation des actes de milliers de logements dont les propriétaires bénéficieront du livret foncier", a-t-il souligné. "Il est inconcevable de ne pas régulariser des actes de bâtisses dont certaines ont été construits dans les années 90", déplore M. Benaderahmane. A ce propos, le ministre a fait état du lancement par son département d'une opération d'assainissement des fonciers sur lesquels des logements publics et privés ont été construits et dont la situation n'a pas été régularisée à ce jour. M. Benaderahmane a ordonné l'organisation de campagnes de sensibilisation pour faire connaître aux citoyens et aux opérateurs économiques n'ayant pas payé leurs impôts, les facilitations prévues dans la loi de finances (LF 2021) concernant leur exemption

du paiement des pénalités de retard en cas de régularisation de leur situation avant la fin de 2021. A une question sur le sort de l'argent pillé, le ministre a fait savoir que "le décollage économique du pays n'est pas tributaire de cet argent qui sera remis au Trésor public, précisant que sa "récupération est une consécration de la justice". Pour rappel, le ministre avait entamé sa visite dans la wilaya de Blida par le lancement, au niveau de l'Agence de la Banque d'agriculture et de développement rural (BADR) (Centre ville), des prestations de la finance islamique, avant de se rendre aux sièges des directions des Impôts et des Domaines où il a entendu les préoccupations des employés et donner des instructions pour la prise en charge des préoccupations de citoyens.

## INONDATIONS - MESURES

**Nécessité d'élaborer des études radicales pour actualiser les plans d'intervention en cas d'inondation (ministre)**

Le ministre des Ressources en eau, Mustapha Kamel Mihoubi a insisté, mardi à Mostaganem, sur la nécessité d'élaborer des études radicales sur les inondations pour actualiser les plans d'intervention en cas de fortes averses. En marge de sa visite de travail et d'inspection dans la wilaya de Mostaganem, M. Mihoubi a déclaré "qu'il est temps d'effectuer des études radicales pour actualiser les plans d'intervention afin de faire face aux inondations". Déplorant les pertes humaines dans les inondations lundi soir à Beni Slimane dans la wilaya de Médéa, il a présenté ses condoléances aux familles des victimes, avant de souligner que les changements climatiques enregistrés dans le monde obligent

d'être constamment vigilants et d'œuvrer à réduire les effets. Le ministre a affirmé que son département ministériel a mobilisé tous les moyens de l'Office national d'assainissement immédiatement après les inondations de Beni Slimane, faisant savoir qu'une commission dirigée par le secrétaire général du ministère et une délégation technique ont été dépêchées sur place pour examiner la situation et prendre les mesures nécessaires. La wilaya de Médéa a enregistré dans la nuit du lundi de fortes pluies dont la quantité a dépassé 95 millimètres en une heure suivies d'autres averses ayant, à force, provoqué des inondations, a-t-il rappelé.

## SANTÉ

**Poursuite du dialogue avec les partenaires sociaux (ministre)**

Le ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, Abderrahmane Benbouzid a affirmé, mardi, que le dialogue avec les partenaires sociaux du secteur "se poursuit", ajoutant que certaines revendications pourraient être satisfaites "dans les plus brefs délais".

S'exprimant à la marge d'une visite d'inspection à nombre de projets de son secteur à Alger, M. Benbouzid a fait état de la "poursuite du dialogue avec les partenaires sociaux du secteur de la Santé", ajoutant que les responsables de syndicats étaient reçus périodiquement en vue d'examiner les revendications dont certaines pourraient être satisfaites "dans les plus brefs délais". Le ministre a indiqué, dans ce sillage, qu'il accordera, mercredi, une audience à un des partenaires sociaux

dans le cadre du dialogue entre les deux parties, rappelant "la règlementation de deux principales revendications". D'autres questions nécessitent plus de temps, a poursuivi le ministre, ajoutant "nous œuvrons à trouver les solutions possibles pour améliorer les conditions de travail de cette catégorie, tout en maintenant une meilleure relation entre l'administration centrale et les personnels du secteur qui rencontrent différentes difficultés". Le dialogue engagé en ce moment, "s'inscrit dans le cadre des instructions du Président de la République, Abdelmadjid Tebboune qui avait ordonné d'entamer le dialogue avec les différents partenaires sociaux dans le secteur de la Santé, en vue d'une révision de la situation socio-professionnelle des travailleurs et la mise en place d'un concept prenant en

compte l'efficacité pour encourager les compétences nationales et protéger la santé publique", a-t-il réaffirmé. Il a, en outre, rappelé la proposition faite par le Secrétaire d'Etat auprès du ministre de la Santé, chargé de la réforme hospitalière, lors du dernier Conseil des ministres, concernant le processus opérationnel de la réalisation du projet de réforme hospitalière, soulignant que le projet a évoqué les dossiers de la numérisation, la décentralisation et l'allègement des procédures administratives au niveau du ministère".

Dans ce cadre, le ministre a mis en avant l'importance du projet de réforme hospitalière vu les besoins accrus des malades et des citoyens, ajoutant "il est inévitable d'opérer un changement radical au secteur de la santé".

## ORAN

## Une cinquantaine d'exposants prévus à la 11<sup>ème</sup> édition du Salon ERA 2021

Une cinquantaine d'exposants prendront part à la 11<sup>ème</sup> édition du Salon international des énergies renouvelables, énergies propres et du développement durable (ERA 2021), prévu du 24 au 26 mai prochain au Centre des conventions d'Oran (CCO), a-t-on appris mercredi de ses organisateurs.

Organisée par l'agence "Myriade Communication", cette 11<sup>ème</sup> édition de l'ERA, "était initialement programmée au mois d'octobre dernier et reportée en raison de l'épidémie de la Covid-19. Elle se déroulera dans le respect le plus strict de l'ensemble des mesures sanitaires décidées par les pouvoirs publics", soulignent les organisateurs dans un communiqué. Cette édition sera typiquement algérienne dans la mesure où la présence d'entreprises internationales est impossible, vu le contexte actuel caractérisé par la pandémie de la Covid19, note-t-on. Depuis sa première édition tenue à Tamnasset, en octobre 2010, le salon réunit les opérateurs nationaux et internationaux dans le domaine des énergies renouvelables et du développement durable, mettant en lumière, réalisations et projets, offrant l'espace idéal pour nouer des contacts utiles. Les jeunes entrepreneurs ainsi que les académiciens y trouveront également l'opportunité pour faire connaître leurs activités ainsi que leurs travaux. Cet événement a pour objectif essentiel "de créer les meilleures conditions pour faciliter les échanges, les connaissances et les rencontres entre les professionnels du secteur", a-t-on fait savoir.



Il se veut catalyseur d'une démarche entrepreneuriale nationale orientée vers l'émersion d'un tissu industriel local dans le créneau des énergies renouvelables, créateur d'emplois et générateur de revenus, ajoute-t-on de même source. Ce salon se

tient, dans un contexte qui accorde une place centrale à la transition énergétique, avec un intérêt grandissant pour le développement des énergies renouvelables. Celles-ci font partie, avec la sécurité alimentaire et sanitaire, et l'économie numérique, du triptyque qui structure le développement du pays, engagé dans une politique de renouveau, dans le cadre du modèle économique défini par le Président de la République, Abdelmadjid Tebboune. Outre la problématique de l'énergie, ERA 2021 sera également ouvert aux divers do-

maines en rapport avec le développement durable, comme la gestion des déchets dans son volet valorisation, notamment énergétique, l'habitat bioclimatique et les technologies vertes entre autres.

Plusieurs acteurs majeurs dans le domaine des énergies renouvelables seront présents lors de cette édition, à l'instar des groupes Sonelgaz, Sonatrach, l'Agence nationale pour la promotion et la rationalisation de l'utilisation de l'énergie (APRUE), le Groupe industriel des Ciments d'Algérie (Gica), ainsi que des entreprises privées impliquées dans le domaine.

Un riche programme de communications a été concocté, pour l'occasion, autour de questions aussi importantes que l'efficacité énergétique et l'économie d'énergie, la place des start-up dans la transition énergétique, la bancabilité des projets d'énergie renouvelable ou encore les appels d'offres en tant qu'éléments essentiels dans l'attractivité de ces projets.

## CHLEF

## Installation d'une commission pour l'examen de la possibilité de création d'une faculté de médecine

Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Abdelbaki Benziane a révélé, mardi à Chlef, l'installation d'une commission, par son département ministériel, pour examiner la possibilité de création d'une faculté spécialisée en médecine dans cette wilaya, au titre des efforts de soutien de la recherche scientifique et de la diversification des spécialités de l'enseignement supérieur.

"Une commission spéciale a été installée pour examiner la possibilité de concrétisation de ce projet de faculté qui requiert une étude approfondie afin de garantir une formation de qualité pour l'étudiant, tout au long de son cursus universitaire", a déclaré le ministre, en réponse à une question de la presse relative à un projet de faculté de médecine à Chlef, en marge de l'inauguration du nouveau pôle universitaire d'El Hosnia.

M. Benziane a, néanmoins, insisté sur l'impératif, pour la wilaya de Chlef, de disposer d'un Centre hospitalo-universitaire parallèlement à la concrétisation du projet de faculté de médecine, afin que l'étudiant ne se retrouve pas contraint de se déplacer vers les wilayas voisines disposant d'établissements hospitaliers universitaires, pour poursuivre son cursus, après seulement une ou deux années d'études à l'université de Chlef, a-t-il observé.

A noter que le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, a procédé à l'inauguration d'un nouveau pôle universitaire à "El Hosnia", d'une capacité d'accueil de 6.000 places pédagogiques, dans différentes spécialités. La mise en service de ce nouveau pôle, à la rentrée universitaire prochaine, le nombre d'étudiants de

l'université de Chlef sera porté à 38.000 inscrits dans différentes spécialités, contre 26.300 actuellement.

Sur place, M. Benziane s'est félicité des "normes de réalisation de cet établissement et de ses structures garantissant le confort nécessaire, tant à l'étudiant qu'à l'enseignant, notamment concernant les laboratoires de recherche et les bureaux destinés aux enseignants universitaires", a-t-il assuré.

Selon les explications fournies au ministre, ce nouveau pôle universitaire compte trois facultés, à savoir la faculté des sciences humaines et d'anthropologie (3.000 places pédagogiques), la faculté des sciences économiques et de gestion (1.000 places) et la faculté des sciences exactes et de l'informatique (2.000 places). Ce pôle, qui entrera en activité à la prochaine rentrée universitaire, est doté, en outre, de deux résidences universitaires comptant respectivement 1.500 et 2.000

lits, alors que le siège actuel de la faculté des sciences économiques et de gestion, sis à la cité "Essalam" du centre-ville de Chlef, sera destiné à abriter le projet de la ville scientifique, est-il signalé. S'agissant de l'amélioration de la situation des résidences universitaires, M. Benziane a affirmé que la stratégie de son département ministériel est axée actuellement sur l'amélioration de la gouvernance de la résidence universitaire, à moyen terme, au regard des études et diagnostics réalisés dans le domaine", a-t-il dit soulignant que "25% des résidences universitaires sont dans un mauvais état, tandis que le reste se trouve dans un bon état", a-t-il souligné.

Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique poursuit sa visite à Chlef, avec la tenue d'une rencontre avec les membres de la famille universitaire locale, à la salle des conférences du pôle universitaire d'Ouled Farès.

## TIZI-OUZOU

## Elections législatives : rejet de 24 dossiers de candidature (ANIE)

Un total de 24 dossiers de candidature aux élections législatives du 12 juin prochain, à Tizi-Ouzou, a été rejeté par la commission de validation de la délégation locale de l'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE), a-t-on appris, mardi, de cette instance. La commission en charge de la validation des dossiers a rejeté ces dossiers pour "différents motifs, après les enquêtes menées conformément aux dispositions de la Loi électorale", a indiqué à l'APS, le responsable local de l'ANIE, Youcef Gabi. Les responsables des 13 listes, dont celles de 11 partis politiques et 2 listes indépendantes, concernées par ces rejets ont été invités à procéder à leur remplacement avant le 16 de ce mois de mai, pour maintenir leur participation au scrutin. Les 294 candidats des 21 listes en lice, lors de ce rendez-vous, pour les 11 sièges dont est pourvue la wilaya, auront à convaincre les 698.535 électeurs inscrits sur le fichier électoral à la dernière révision exceptionnelle en prévision de ce scrutin qui se déroulera à travers 1.744 bureaux repartis sur 704 centres de vote.

## BEJAIA

## Des citoyens du village "colonel Amirouche" réclament des logements

Des habitants du village "Colonel Amirouche" (Ex-Riquet), située à la périphérie de la ville d'Akbou, à 70 km à l'ouest de Bejaia, ont réclamé mardi leur quote-part dans les programmes de logements en construction dans la circonscription. Selon le président de l'Assemblée populaire communale (APC) d'Akbou, Mouloud Salhi, ces villageois sont montés au créneau dès le début de la matinée, fermant la RN 26, reliant Bejaia à Bouira, notamment avec une foule d'objets hétéroclites. "Il y a 150 dossiers en dépôt à la commission de daïra depuis des années, mais à ce jour aucun logement n'a été attribué", fulmine l'un des protestataires, joint par téléphone. "Le logement est un cas spécial et concerne en fait toute la commune, malgré l'effort palpable effectué ces dernières années et qui s'est matérialisé par l'attribution globale de plus de 6.000

logements sur un total de 11.000 demandeurs", a indiqué pour sa part le P/APC d'Akbou. "Les habitants du village Colonel Amirouche vont avoir leur écot à la prochaine distribution, qui concerne quelque 600 logements", a-t-il assuré, expliquant que la commission de daïra y travaille d'arrache-pied depuis deux ans, mais elle n'a pas finalisé encore la liste définitive des attributaires. Et ça sera chose faite dès le retour de la pré-liste du fichier national", a-t-il ajouté, soulignant avec force conviction que "ces logements, dans leur intégralité, iront aux nécessiteux" et qu'à ce titre "aucun passe-droit ne passera". En milieu d'après-midi, la route a été rouverte après que le maire eut rencontré les manifestants et échangé sur le retard accusé dans l'affichage des listes et du traitement accordé aux autres doléances.

## PORT DE DJEN DJEN-JIJEL

## Hausse des échanges commerciaux durant le 1<sup>er</sup> trimestre 2021

Le port de Djen Djen à Jijel a réalisé une croissance de l'ordre de 37 % des échanges commerciaux durant le premier trimestre de l'année 2021 comparativement à la même période de l'année précédente, a-t-on appris mardi de son P-dg, Abdesslem Bouab.

En effet, le Port de Djen Djen a enregistré durant les trois premiers mois de l'année 2021 une croissance des échanges commerciaux estimée à 37 %, comparativement à la même période de l'année 2020, soit l'équivalent de 1,5 million de tonnes de marchandises commercialisées, a indiqué à l'APS, M. Bouab. La croissance enregistrée résulte de la hausse du volume des exportations, notamment de clinker, en sus de l'entrée en production du Complexe sidérurgique de Bellara situé à El Milia (56 km à l'Est de Jijel) nécessitant le recours à l'importation de la matière première. Le Complexe a également procédé,

la semaine dernière à l'exportation d'une quantité de 17.000 tonnes de billettes (dans une première opération d'exportation), a expliqué le P-dg du Port.

La croissance du volume des échanges devrait maintenir son rythme le long de cette année notamment en matière d'exportation", selon M. Bouab qui a fait également état d'autres opérations d'exportation par le Complexe sidérurgique de Bellara et des opérateurs économiques activant dans l'export du sel, du liège et du ciment. Le port de Djen Djen projette d'atteindre cinq (5) millions de tonnes en termes d'échanges commerciaux durant l'année 2021, selon son premier responsable qui rappelle que le Port avait réalisé en 2020 une croissance des échanges commerciaux estimée à 7 %, soit 4,75 millions de tonnes de marchandises commercialisées (entre import et export) en dépit des répercussions du coronavirus.

## SOUK AHRAS

## Raccordement à l'électricité rurale de plus de 100 exploitations agricoles

La direction des services agricoles (DSA) de la wilaya de Souk Ahras vient de lancer en coordination avec la concession de distribution de l'électricité et du gaz, une opération de raccordement à l'électricité rurale de 102 exploitations agricoles dans plusieurs communes de la wilaya, a-t-on appris mardi auprès de cette direction. Selon le chef du bureau de l'hydraulique agricole et des équipements ruraux de cette direction, Mabrouk Senani, cette opération permettra d'alimenter en énergie électrique les puits, les forages profonds, les étales et les structures avicoles des exploitations de 15 communes dont Targuelt, Heddada, Oum Laadhaim, Khedhara, Merahna et Sidi Fredj. La concrétisation de cette opération nécessitera, selon une première estimation, d'étendre 51,82 km de lignes

électriques de haute tension et de basse tension, a-t-il affirmé en ajoutant qu'à terme, elle permettra d'élargir la surface agricole irriguée. Dans le même contexte, il a été dénombré huit fermes d'élevage de bovins et de volailles non raccordées au réseau d'électricité, selon le même responsable qu'il sera recouru "prochainement" à l'énergie solaire pour exploiter les forages éloignés du réseau d'électricité. L'opération s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre de la feuille de route du secteur de l'agriculture et du développement rural pour la période 2020-2024 incluant des programmes à caractère prioritaire portant notamment sur le raccordement des exploitations agricoles au réseau d'électricité et à l'énergie solaire, a-t-on noté.

## ENERGIES RENOUVELABLES La CIPA prête à financer la formation des chercheurs et étudiants du CDER

La Confédération des Industriels et des Producteurs Algériens (CIPA) a annoncé mardi dans un communiqué sa disponibilité de doter le Centre de développement des énergies renouvelables (CDER) de centres de recherche et de laboratoires de certification, ainsi qu'à prendre en charge le financement de la formation des chercheurs et étudiants du centre.

Cet engagement a été exprimé par la CIPA lors d'une rencontre organisée lundi au niveau de son siège et présidée par son président, Abdelwahab Ziiani, en présence du directeur de la division hydrogène renouvelable au CDER, le Dr M'Raoui Abdelhamid, et du président de la Fédération de la transition énergétique et des énergies renouvelables de la CIPA, Belkacem Haouche, a précisé la même source. Lors de cette rencontre, la CIPA a tenu à exprimer sa volonté de doter le CDER de centres de recherche et laboratoires de certification, le qualifiant d'"un maillon essentiel dans la chaîne des valeurs de l'industrie solaire".

Elle a promis aussi de prendre en charge des opérations de financement de la formation et de mise à jour pour les chercheurs ainsi que celle des étudiants de ce Centre de recherche placé sous tutelle de la Direction générale de la recherche scientifique et du développement technologique (DGRST) relevant du secteur de l'Enseignement et de la recherche scientifique. Considérant cette rencontre comme le "prélude" à un partenariat envisagé, la Confédération a noté que les discussions entre les deux parties ont porté notamment sur les voies, moyens et solutions pouvant conduire à une coopération. A cet effet, la CIPA a exprimé sa disponibilité et son engagement à accompagner les pouvoirs publics pour réussir la mutation énergétique fixée à 2030, "année décisive pour le recours à l'hydrogène vert comme nouveau vecteur du tout nouveau modèle énergétique international".

Elle s'est dite, en outre, prête à se joindre aux efforts nationaux portés sur la concrétisation, par les énergies renouvelables, de la transition énergétique. "Cette rencontre sera le tremplin vers de nouvelles actions que les deux parties s'emploieront à concrétiser ensemble pour œuvrer à l'aboutissement de la transition énergétique nationale", a noté la CIPA précisant que des "rencontres plus techniques sont prévues dans les prochains jours".

## BANQUES

### Ouverture prochainement de succursales bancaires algériennes dans des pays africains et européens (ministre)

Le ministre des Finances, Aïmen Benabderrahmane a annoncé, mardi à Blida, l'ouverture "dans les prochaines semaines" de succursales de banques algériennes, dans des pays africains et européens.

"Des succursales des banques nationales seront ouvertes dans les prochaines semaines, au niveau d'un nombre de pays africains et européens", a indiqué le ministre, dans une déclaration à la presse, en marge du lancement de la commercialisation des prestations de la finance islamique, à la Banque d'agriculture et de développement rural (BADR), observant que "le taux d'avancement des préparatifs de ce projet est de près de 90%".

Il a ajouté que cette mesure vient en réponse aux doléances d'opérateurs économiques, relatives à l'ouverture de succursales bancaires à l'étranger, afin de faciliter leurs transactions, a-t-il souligné, relevant que la concrétisation de ce projet a été retardée "en raison de la pandémie du coronavirus, qui a impacté les différents transac-

## BLIDA

### Lancement des prestations de la finance islamique à l'agence BADR

Le ministre des Finances, Aïmen Benabderrahmane a procédé, mardi à Blida, au lancement, au niveau de l'Agence de la Banque d'agriculture et de développement rural (BADR), des prestations de la finance islamique, dont les produits sont attendus par une large catégorie de la population "réticente à l'égard des produits classiques de la banque", a-t-il dit.

"La BADR lance à partir d'aujourd'hui un bouquet de 14 produits en conformité avec les préceptes de la Chariaa islamique, dont six relatifs aux comptes courants et aux comptes épargne et les huit autres destinés au financement de projets d'investissement, des besoins d'exploitation et des opérations d'exportation dans tout les

secteurs, notamment l'agriculture et l'industrie de transformation", a indiqué le ministre dans une déclaration à la presse.

M. Aïmen Benabderrahmane, qui a assuré la "conformité de ces nouvelles prestations aux préceptes de la Chariaa islamique", a cité particulièrement la garantie de la "plus importante condition stipulée par l'Autorité charaïque nationale de la Fetwa relevant du Haut conseil islamique (HCI), relative à la séparation totale des activités de la banque classique de celles de la finance islamique, tant au plan du système informatique que des employés de la banque", a-t-il expliqué.

La généralisation des produits de la finance islamique à travers les agences de

## ENERGIE

### M. Arkab reçoit le président de la CAPC

Le ministre de l'Énergie et des Mines, Mohamed Arkab, a reçu mardi à Alger une délégation de la Confédération algérienne du patronat citoyen (CAPC) conduite par son président, Mohamed Sami Agli, a indiqué un communiqué du ministère.

Lors de cette rencontre, qui s'est déroulée au siège de son département ministériel, plusieurs questions ont été abordées notamment la stratégie d'investissement du secteur, les mécanismes et les outils de sa mise en œuvre, a précisé la même source.

A cette occasion, M. Arkab a assuré que l'approche actuelle du secteur de l'énergie et des mines en matière d'investissement vise essentiellement la levée de toutes les contraintes pouvant entraver le parcours des investisseurs surtout dans les domaines de la pétrochimie, le développement de la fabrication locale des pièces de rechange, les mines, le dessalement



Le développement de la fabrication locale des pièces de rechange, les mines, le dessalement

d'eau de mer et les appareillages électriques haute tension.

De son côté, le président de la CAPC a exprimé "la volonté des opérateurs de son organisation à participer à la relance économique du pays et particulièrement dans le secteur des hydrocarbures, l'électricité et les mines", a souligné le ministre.

Ainsi, les deux parties ont convenu de mettre en place une plateforme de travail et de concertation en vue de concrétiser les efforts pour développement de l'économie nationale, a conclu le communiqué.

## ALGÉRIE - INDE

### Echanges sur la coopération dans les énergies renouvelables

Le ministre de la transition Énergétique et des Énergies renouvelables, Chems Eddine Chitour a reçu, mardi à Alger, l'ambassadeur de la République de l'Inde, Gaurav Ahluwalia, avec lequel il a évoqué les possibilités d'établir une coopération dans les domaines des énergies renouvelables, a indiqué un communiqué du ministère.

Cette audience a été "une opportunité pour les deux parties d'échanger sur la qualité de la relation bilatérale entre l'Algérie et l'Inde et de mettre l'accent sur les possibilités d'établir une coopération solide et diversifiée dans les domaines des énergies renouvelables", a précisé la même source.

M. Chitour a fait part, lors de cette

rencontre, de "l'ambition de l'Algérie d'investir dans le domaine des énergies renouvelables et de réussir sa transition énergétique, en créant le cadre et le climat favorable à l'investissement notamment dans la géothermie, l'énergie solaire et l'hydrogène vert".

Il a exprimé également auprès de l'ambassadeur de l'Inde le souhait d'être accompagné dans le cadre de l'Alliance solaire internationale (ASI), une initiative lancée lors de la COP21, a fait savoir le communiqué.

"L'objectif de l'ASI est d'obtenir un déploiement rapide et massif dans les pays riches en rayonnement solaire mais où les risques sont encore perçus comme élevés. L'ASI met en place des outils concrets, des mesures de

renforcement des capacités et des instruments financiers innovants.

Elle projette de faciliter l'installation de plus de 1000 GW de capacité supplémentaire d'ici 2030, avec un financement estimé à plusieurs milliards de dollars sur la même période", a noté la même source. De son côté, l'ambassadeur de l'Inde s'est montré disposé à défendre ce projet d'accompagnement. Il fait part, en outre, de "sa disponibilité à réunir toutes les conditions dans le cadre de l'Alliance solaire internationale (ASI) et l'appui des sociétés indiennes notamment dans le domaine du solaire avec l'entreprise indienne Larsen & Turbo Hydrocarbon Engineering Limited India (LTHE)", a-t-on souligné de même source.



tions et activités économiques à l'échelle mondiale".

Interrogé sur la possibilité d'ouverture de bureaux de change, M. Benabderrahmane, a répondu que ce type de bureaux "sont disponibles au niveau des pays comptant un grand nombre de touristes vu que ces établissements sont destinés à couvrir leurs besoins et non pas pour les citoyens résidents". Le ministre des Finances a, par ailleurs, lancé un appel aux opérateurs en possession de grandes sommes d'argent, à les "déposer au niveau des banques".

Il a signalé que ces fonds seront destinés au "financement de projets économiques qui permettront une relance effective de l'économie nationale et de rétablir la valeur de la monnaie nationale", car "la valeur de la monnaie d'un pays est tributaire de la force de son économie, et la préservation de cette valeur est un défi national à relever, avec les efforts concertés de tous les opérateurs économiques".

Le ministre des Finances a souligné, à l'occasion, le "rôle important que peut jouer cette nouvelle prestation dans l'attraction des liquidités qui circulent sur le marché parallèle, par le relèvement de l'inclusion financière et l'amélioration de la qualité des prestations fournies aux clients", a-t-il observé.

Il a affirmé, à ce titre, l'engagement de son département à soutenir "toutes les banques dans le lancement de ces produits et à œuvrer au dépassement de diffé-

rentes difficultés, tout en assurant les conditions nécessaires pour la réussite de la finance islamique en Algérie", a-t-il dit, annonçant le lancement dans "les prochains jours" de cette nouvelle prestation au niveau de l'agence Amirouche (de la BADR) à Alger.

Lors de sa rencontre avec les employés de la banque, M. Benabderrahmane a particulièrement insisté sur l'impératif de "simplifier les procédures d'ouverture des comptes bancaires, en vue de restituer la confiance du citoyen".

Il a, également, proposé une extension des heures de travail au niveau d'au moins trois agences de la wilaya, jusqu'à 18h30.

## PÉTROLE

## Le Brent s'approche des 70 dollars

Les cours du brut avançaient mercredi vers des prix plus vus depuis mars, les investisseurs misant sur l'avancée des campagnes de vaccination et les estimations des stocks de brut aux Etats-Unis attendus en baisse plus tard dans la journée.

Mercredi matin, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en juillet valait 69,72 dollars à Londres, en hausse de 1,22% par rapport à la clôture de mardi.

Le contrat de référence du brut européen s'est arrêté plus tôt dans la séance à quelques cents de la barre des 70 dollars, à 69,89 dollars, une première depuis le 15 mars.

A New York, le baril américain de WTI pour le mois de juin gagnait 1,14%, à 66,44 dollars, peu après avoir atteint 66,62 dollars, un prix plus vu depuis le 8 mars.

Les analystes soulignent que la vaccination aux Etats-



Unis et en Europe nourrissent l'espoir d'un retour à la normale de la demande dans les plus grandes économies du monde. Plus d'un quart de la

population de l'Union européenne a reçu au moins une dose de vaccin anti-Covid, a salué mardi la Commission européenne.

Le marché attend mercredi les données sur les stocks de pétrole brut aux Etats-Unis, publiées par l'Agence américaine d'information sur l'énergie (EIA) plus tard dans la journée.

Mardi, la fédération qui regroupe les professionnels du secteur pétrolier aux Etats-Unis, l'American Petroleum Institute (API), aux estimations jugées moins fiables, a indiqué que ceux-ci avaient chuté de 7,69 millions de barils dans le pays la semaine passée.

## TRANSPORT MARITIME

Maersk enregistre un bénéfice net record au 1<sup>er</sup> trimestre

Le géant danois du transport maritime AP Moller-Maersk a annoncé mercredi un bénéfice net record au premier trimestre 2021, multiplié par 13, grâce la surchauffe du secteur liée à la crise du coronavirus, qui s'est traduite par une envolée de la demande et des prix du fret ces derniers mois.

Pour les seuls trois premiers mois de l'année, le premier transporteur mondial de conteneurs a réalisé un bénéfice net de près de 2,7 milliards de dollars (environ 2,3 milliards d'euros).

Soit pratiquement autant que pour l'ensemble de l'année 2020, déjà marquée par un bond des bénéfices et 13 fois plus que lors du premier trimestre 2020, indique le groupe dans son rapport financier.

Le chiffre d'affaires, déjà annoncé de façon préliminaire fin avril lors d'une révision à la hausse des objectifs 2021, a lui bondi de 30% par rapport au premier trimestre 2020, à environ 12,4 milliards de dollars. La forte demande a provoqué des goulets d'étranglement ainsi qu'une pénurie de capacité et d'équipements, ce qui a poussé les prix du fret à des niveaux record", a résumé le patron de l'armateur danois Soren Skou, dans le rapport financier.

Fort de cette bonne situation, Maersk a annoncé mercredi un nouveau programme de rachat de ses propres actions, pour 5 milliards de dollars sur les deux prochaines années. Depuis mi-2020 et notamment depuis la fin de l'année dernière, la demande de transport maritime, qui avait fléchi au début de la crise du coronavirus, s'est traduite par un très fort rebond, entre autres de l'Asie vers les Etats-Unis et l'Europe.

Selon les armateurs et les analystes, ce phénomène est lié à deux causes: un bond lié au Covid-19 de la demande de produits manufacturés - sur lesquels les consommateurs se rabattent faute par exemple de pouvoir voyager ou aller au restaurant.

Mais aussi un restockage de nombreuses entreprises, qui avaient réduit leurs commandes lors des premiers mois de la pandémie. Sur certaines liaisons, principalement depuis l'Asie, les tarifs des conteneurs sur certaines liaisons ont été triplés ou quadruplés. En mars, cette situation déjà tendue avait été aggravée par le blocage du passage du canal de Suez en Egypte pendant six jours, formant de gigantesques embouteillages de navires qui ont mis plusieurs jours à se résorber.

## SUISSE

## L'inflation est repartie à la hausse en avril

L'inflation en Suisse est repartie à la hausse en avril, les prix à la consommation remontant de 0,3% en rythme annuel, sur fond de rebond des produits pétroliers, a indiqué mercredi l'office suisse de la statistique "OFS".

D'un mois sur l'autre, la hausse des prix s'est chiffrée à 0,2% par rapport au mois de mars, a indiqué l'OFS dans un communiqué, l'indice des prix à la consommation remontant à 100,8 points sous l'effet d'une augmentation des prix de certains légumes et de l'habillement.

Les tarifs des nuitées hôtelières, un

secteur touché de plein fouet par la crise sanitaire, se sont également redressés.

Cette hausse de prix s'explique principalement par un rebond des prix des produits importés.

Les prix des produits fabriqués en Suisse se sont accrus de 0,1% mais ont augmenté de 0,5% sur un mois pour les prix importés.

Par rapport au mois d'avril 2020, ce rebond des prix pour les produits importés a même atteint 1,2%, selon les relevés de l'OFS, sur fond de rebond des cours du pétrole qui s'étaient

effondrés avec le choc des premiers confinements l'an passé. Par rapport à avril 2020, les prix des produits pétroliers se sont redressés de 16,2%. La Suisse est un pays où l'inflation est faible.

Avec la crise sanitaire, les prix à la consommation étaient même repartis à la baisse, chutant en moyenne de 0,7% sur l'ensemble de l'année 2020.

Lors de la publication de leurs résultats du premier trimestre, de nombreuses entreprises industrielles suisses ont toutefois signalé une hausse des coûts des matériaux et des frais de logistique avec la reprise.

## INDONÉSIE

Le PIB recule de 0,74% au 1<sup>er</sup> trimestre

L'Indonésie a vu son produit intérieur brut (PIB) reculer de 0,74% au premier trimestre 2021, marquant un quatrième trimestre consécutif de contraction, a annoncé mercredi le bureau indonésien des statistiques. Le première économie d'Asie du Sud-Est peine à sortir de la récession dans laquelle elle est entrée l'an dernier sous l'effet de la pandémie de Covid-19, après un recul de son PIB de 2,07% sur l'ensemble de

2020. "C'est toujours négatif, mais c'est bien mieux qu'au cours des trimestres précédents ce qui montre que le mouvement vers la reprise est sur la bonne voie", a indiqué le chef du bureau des statistiques Suhariyanto au cours d'un briefing.

L'activité au premier trimestre montre une amélioration par rapport au quatrième trimestre 2020 (-2,19%) mais la contraction de début 2021 est un peu plus importante que celle

attendue par les économistes.

Les secteurs du transport et du tourisme ont été particulièrement affectés alors que le pays a imposé des restrictions aux déplacements et a fermé ses portes aux touristes étrangers depuis avril de l'an dernier.

Des millions d'Indonésiens ont été licenciés ou mis au chômage partiel dans le pays de près de 270 millions d'habitants. Le gouvernement mise sur

campagne de vaccination massive, avec l'aide notamment de la Chine, pour redresser son économie mais les livraisons de doses ont ralenti.

Le Fonds monétaire international (FMI) a abaissé en avril de 0,5 point sa prévision de croissance pour l'Indonésie cette année à 4,4%. La Banque centrale d'Indonésie est plus optimiste avec une fourchette de 4,1% à 5,1% de croissance.

## INDE

## 6,7 milliards USD de prêts pour les vaccins et le secteur de la santé

La Banque centrale de l'Inde a annoncé mercredi que 6,7 milliards de dollars de financement non marchand seraient débloqués pour les fabricants de vaccins, les hôpitaux et entreprises du secteur de la santé pour aider à contrer la deuxième vague de Covid-19 qui ravage le pays.

Le gouverneur de la Reserve Bank of India (RBI), Shaktikanta Das, a annoncé que ces prêts seraient disponibles jusqu'au 31 mars de l'année prochaine et a promis des mesures "non conventionnelles" si la crise devait s'aggraver.

Le gouverneur de la Banque centrale s'exprimait alors que l'Inde a dénombré 3,780 décès et 382.000 nouvelles contaminations en 24 heures.

"L'objectif immédiat est de préserver la vie humaine et de restaurer les moyens de subsistance par tous les moyens possibles", a ajouté M. Das. Il n'a en revanche pas recommandé de

confinement à l'échelle nationale, des restrictions ayant déjà été mises en place dans les régions gravement touchées par le virus.

"La rapidité dévastatrice avec laquelle le virus affecte les différentes régions du pays doit être compensée par des actions rapides et de grande envergure, séquencées, calibrées et bien programmées", a souligné Shaktikanta Das.

Ces nouvelles mesures sont destinées à améliorer l'accès aux soins de santé d'urgence pendant la pandémie, a-t-il ajouté, en permettant aux banques d'accorder plus facilement des prêts non marchand aux hôpitaux, aux fabricants d'oxygène et même aux malades.

Le système de santé indien, vétuste et sous-financé, peine à surmonter l'afflux de malades du Covid-19, certains trouvant la mort aux portes des hôpitaux, faute de se voir administrer soins et oxygène. Le pays a essayé de

remonter la pente après plusieurs mois d'un strict confinement qui a provoqué l'effondrement du marché du travail et une contraction de près d'un quart l'économie entre avril et juin l'an dernier.

La troisième économie d'Asie était déjà en proie à un ralentissement avant même que n'éclate la pandémie, et le coup porté à l'activité mondiale par le Covid-19 doublé d'un confinement strict du pays ont sévèrement aggravé sa situation.

Craignant la répétition des ravages économiques subis l'année dernière, les autorités ont jusqu'à présent imposé des restrictions mais restent réticentes à un confinement généralisé.

Pour stimuler son économie, New Delhi compte sur sa campagne de vaccination massive qui a débuté en janvier, avec 160 millions de vaccins administrés à ce jour sur une population de 1,3 milliard d'habitants.

## INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE

Le bénéfice de Novo Nordisk progresse de 6% au 1<sup>er</sup> trimestre

Le numéro un mondial de l'insuline, le danois Novo Nordisk, a annoncé mercredi, une progression de 6% de son bénéfice net au premier trimestre, porté par les traitements contre le diabète et l'obésité.

Le groupe a enregistré un bénéfice net de 12,6 milliards de couronnes (1,7 milliard d'euros) tandis que son chiffre d'affaires est resté stable s'établissant à 33,8 milliards de couronnes. C'est mieux que les attentes des analystes qui tablaient sur un chiffre d'affaires de 32,37 milliards de couronnes et un bénéfice net de 11,8 milliards. Novo Nordisk revendique 50,8% des parts du marché mondial des médicaments analogues au GLP-1, une hormone intestinale qui sécrète l'insuline.

Dans ce secteur, ses ventes ont augmenté de 23%, à taux de change constant avec une flambée de 247% des ventes de son anti-diabétique oral.

Le groupe pharmaceutique revendique 47,3% également des parts du marché mondial de l'insuline, un secteur marqué par la nette baisse des prix des antidiabétiques aux Etats-Unis - plus gros consommateur de la planète, où Novo Nordisk réalise près de la moitié de son chiffre d'affaires - et une compétition plus rude. Les ventes de ses médicaments contre l'obésité ont bondi de 9%. Le monde comptait en 2019 l'an dernier plus de 463 millions d'adultes diabétiques, et leur nombre pourrait passer à 700 millions en 2045, selon des estimations de la Fédération internationale du diabète (FID). Seule la moitié d'entre eux sont diagnostiqués à l'heure actuelle et, parmi ces derniers, 50% seulement ont accès à des traitements. Cette pathologie et ses complications (maladies cardiovasculaires et rénales, amputations des membres inférieurs...) tuent 4,2 millions de personnes par an, toujours selon la FID. Selon l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), nombreux sont les diabétiques qui luttent pour avoir accès à de l'insuline en raison de son prix malgré une offre abondante. Pour le chef de l'OMS, il est d'autant plus important de s'attaquer à cette crise en pleine pandémie de coronavirus, car une forte proportion des patients hospitalisés pour des formes sévères de Covid-19 ont le diabète.

## APPROVISIONNEMENT EN EAU DESSALÉE

### 11 communes des wilayas de Mostaganem et de Relizane en bénéficiant

Le ministre des Ressources en eau, Mustapha Kamel Mihoubi a procédé, mardi à Mostaganem, à la mise en service du système d'approvisionnement en eau dessalée de 11 communes des wilayas de Mostaganem et de Relizane.

Le ministre, qui était accompagné du wali de Mostaganem, Aïssa Boulahia et de du wali de Relizane Aïtallah Oulati, a déclaré que ce projet, réalisé en un temps record (5 mois) par une entreprise publique, contribuera à améliorer le service public de l'eau et sécuriser la Dahra ouest, une région connue une perturbation en approvisionnement de cette ressource vitale, après un recul sensible du barrage "Kramis".

Bénéficieront de cette eau au quotidien et sans coupure, près de 290.000 habitants de huit (8) communes de Mostaganem, à savoir Achaacha, Khadra, Ouled Boughalem, Nekmaria, Sidi Ali, Hadjaj, Benabdemalek Ramdane et Sidi Lakhdar, ainsi que trois (3) communes de Relizane, à savoir Sidi M'hamed Benali, Beni Zentis et Mediouna, le tout pour un coût financier de près de 990 millions DA. M. Mihoubi a indiqué que la stratégie actuelle du secteur des ressources en eau s'appuie sur la mise en œuvre de plusieurs alternatives pour alimenter les populations en eau potable, qu'il s'agisse de sources conventionnelles ou non conventionnelles et également pour sécuriser le service public au profit des citoyens.

A ce propos, le ministre a fait savoir que les capacités nationales de sources non conventionnelles (eau de mer dessalée) atteindront 2 milliards de mètres cubes/par an en 2030 après la réalisation d'un nombre de stations de production d'eau dessalée.

Ce futur programme permettra un meilleur usage des différentes sources d'eau et de sécuriser l'alimentation des citoyens de façon définitive, avec l'exploitation des eaux épurées pour l'irrigation agricole et les projets de transformation.

M. Mihoubi s'est enquis, à la faveur de sa visite dans la wilaya de Mostaganem, d'un projet d'aménagement d'Oued Aïn Sefra sur une distance de 5 kilomètres pour un coût global de 1,9 milliards DA, a insisté sur la nécessité d'appliquer la loi inhérente aux entreprises défaillantes et a donné son approbation en soutenant le restant des travaux de l'Office national de l'assainissement (ONA).

Dans la commune de Sidi Ali, le ministre a inspecté une station de traitement et d'épuration des eaux (STEP) qui est entrée en exploitation il y a quatre ans.

Il s'agit de la seule parmi les 9 installations similaires dans la wilaya qui fonctionne avec une capacité totale de près de 90.000 mètres cubes par jour, a-t-on indiqué.

## DROGUES

### Démantèlement d'un réseau criminel international dirigé par un ressortissant marocain

Les services de la police judiciaire relevant de la Sûreté de la wilaya d'El Taref ont démantelé un réseau criminel international organisé, spécialisé dans le trafic de stupéfiants et saisi 30 kg de cannabis, a indiqué mardi un communiqué de la Sûreté nationale.

"L'enquête diligentée par le Procureur de la République a permis d'aboutir au cerveau du réseau criminel constitué de 12 individus dont 2 femmes.

Il s'agit d'un ressortissant étranger de nationalité marocaine", précise la même source, ajoutant que "l'activité de ce réseau s'étend des frontières Est jusqu'à l'Ouest du Pays".

L'enquête ayant concerné plusieurs wilayas dont Tlemcen, Oran, Sétif et Oum El Bouaghi a permis la saisie de 30 kg de cannabis et 4 véhicules utilisés dans le déplacement et le transport de drogues.

Après finalisation des procédures légales, les mis en cause ont été déférés devant les juridictions compétentes près le pôle pénal spécialisé à Constantine qui ont ordonné leur placement sous mandat de dépôt.

## INONDATIONS DE BENI-SLIMANE (MÉDÉA)

### Envoi d'une commission technique (Beldjoud)

Une commission technique "sera envoyée, demain mercredi, à Beni-Slimane, afin d'étudier de près le problème des inondations auquel est confronté la ville et essayer d'apporter des solutions à cette menace, a annoncé, mardi, le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Kamel Beldjoud en marge de son déplacement au niveau de cette commune.

Parmi les plus importantes décisions prises, aujourd'hui, à l'issue de notre déplacement, aux côtés des ministres des Travaux publics et des Transports, Kamel Nasri, et de la Solidarité, de la Famille et de la Condition de la femme, Kaoutar Krikou, "la constitution et l'envoi, dès mercredi, d'une commission technique, formée de spécialistes, pour étudier le problème d'inondation qui a touché la ville de Ben-Slimane et réfléchir à actualiser les anciennes études, de sorte à éviter la reproduction des inondations dramatiques de lundi soir", a expliqué M. Beldjoud.

La prise en charge "immédiate" des familles des quatre victimes des inondations qui se sont produites à Beni-Slimane et des citoyens dont les commerces et véhicules ont été endommagés, sont parmi les autres décisions annoncées par M. Beldjoud, qui a insisté sur l'accélération des opérations de nettoyage et de déblaiement des tonnes



de boue et divers amas, charriés par les eaux pluviales, qui inondent encore les principales artères du centre-ville de Beni-Slimane.

La délégation ministérielle s'est déplacée, en début d'après midi, au domicile de l'une des victimes des inondations ou les membres de la délégation ont présenté, au nom du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, leurs condo-

léances à la famille et les proches de la victime.

M. Beldjoud a annoncé la prise en charge des propriétaires de véhicules endommagés au cours de ces inondations, dont le nombre est estimé à 132 véhicules, se fera par le biais des assurances automobiles et qu'une commission locale entamera, au plus vite, le recensement des dégâts matériels occasionnés, afin de programmer

des projets et des actions pour réparer les effets de ces intempéries.

De son côté, le ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme, Kaoutar Krikou, a déclaré que "toute l'aide et l'assistance de l'état sera accordée aux familles qui ont perdu un des leurs et annoncé, d'autre part, l'envoi d'équipes de psychologues en vue d'assurer un accompagnement et un soutien aux personnes endeuillées ou affectées par ces inondations.

Kamel Nasri, ministre des Travaux publics et des Transports, a réitéré, pour sa part, "l'engagement total et sans faille" de son département ministériel à "effacer les traces" de ces inondations, assurant que plusieurs équipes d'intervention, venues de wilayas limitrophes, participent déjà aux opérations de nettoyage et de déblaiement, toujours en cours, au niveau de la ville de Beni-Slimane.

## LE TRAVAIL FAMILIAL

### Boughazi: « de nouvelles perspectives pour une large frange de la société »

Le ministre du Tourisme, de l'Artisanat et du Travail familial, Mohamed Ali Boughazi a affirmé que le travail familial ouvrirait d'importantes perspectives à une large frange de la société afin d'atteindre développement et bien-être, notamment au profit de la femme qui en est l'élément le plus influent.

S'exprimant lors d'un atelier sur le travail familial, organisé par le ministère en coordination avec le Conseil national économique, social et environnemental (CNESE), M. Boughazi a estimé que la femme rurale et celle au foyer "contribuent aux efforts visant à opérer les changements socioéconomiques et environnementaux nécessaires à la consécration du développement durable".

"Le secteur du tourisme œuvrera avec tous les partenaires et d'autres secteurs pour l'intégration de la femme dans l'économie à travers le renforcement des capa-

cités à même de lui permettre de participer aux activités économiques, y contribuer et faciliter son accès aux ressources et aux perspectives économiques, notamment en ce qui concerne les capacités de production et les informations sur le marché et les services financiers", a-t-il indiqué.

En matière de travail familial, le ministre a souligné la prise en charge de la catégorie des personnes aux besoins spécifiques au vu de leur contribution à l'économie nationale, relevant à ce propos la nécessité de redoubler d'efforts en vue "d'aplanir les difficultés qui les entravent de participer dans les activités socioéconomiques".

Le ministre a insisté sur la nécessité de donner la chance à tout un chacun d'intégrer le marché du travail et de promouvoir l'auto-entrepreneuriat par le renforcement des capacités, la formation et l'accompagnement des catégories concer-

nées en vue de répondre efficacement aux besoins des acteurs du travail familial. Pour ce faire, il importe de mettre en place une stratégie visant à organiser et à développer le travail familial, et ce, à travers une "approche scientifique", a-t-il ajouté.

De son côté, le président du Conseil national économique, social et environnemental (CNESE), Rédha Tir, a affirmé que la relance de l'économie nationale passait par la participation de toutes les catégories de la société, notamment les familles productives, soulignant l'importance de promouvoir et de structurer le travail familial et de trouver les moyens à même de développer, de promouvoir et de commercialiser le produit national.

Le travail familial peut être un important pourvoyeur de valeur ajoutée, a estimé M. Tir, précisant que cet atelier se penchera sur les moyens d'organiser ce secteur.

## SÉISME DE BEJAIA

### Relogement imminent des sinistrés du séisme de mars dernier

Les sinistrés du séisme, qui a ébranlé Bejaia le 18 mars dernier, vont bientôt être relogés et pouvoir occuper leurs nouvelles demeures dans le nouveau pôle urbain d'Ighzer-Duzarif à Oued-Ghir, à 10 km à l'ouest de Bejaia, a annoncé, mardi la cellule de communication de la wilaya, se basant sur l'avancée des travaux sur le site et la préparation des conditions d'accueil des attributaires.

Après les branchements électriques, qui ont concerné plus de 1.000 logements, et les essais, "concluants" d'alimentation en eau potable, réalisés à partir d'un piquage sur la conduite principale du barrage de Tichy-Haft, le tour est venu pour le volet gaz,

matérialisé, ce mardi, par la mise en service du réseau public de transport et distribution de gaz, a précisé la même source, soulignant que, parallèlement, les travaux des voiries et réseaux divers (VRD) avancent à un rythme qui laisse pour le moins optimiste.

L'installation de l'éclairage public, la préparation de routes, des bordures et des voies d'accès vers les logements "avancent à un bon rythme", a-t-on précisé, notant que le wali de Bejaia, s'était rendu dans la journée sur le site et a constaté de visu, l'ensemble des opérations du chantier qui va profiter à plus de 5.000 foyers entre logements sociaux et

AADL et dont "théoriquement 1.000 unités seront réservées aux sinistrés du séisme, sans pour autant que cette quote-part soit restrictives", a-t-on ajouté. Il est noté que parmi les victimes de ce séisme qui a secoué lourdement toute la haute-ville de Bejaia, une trentaine d'entre elles ont déjà bénéficié, à titre d'urgence, mais temporaire, de logements, au quartier résidentiel de Sid Ali Lebhar, à proximité de l'aéroport Abane Ramdane.

Ces familles, relogées dans le cadre de l'urgence, sont appelées à être délocalisées et installées définitivement dans ce nouveau pôle urbain où se réalise plus de 16.000 logements (toutes formules

confondues) destinés à une population prévisionnelle pouvant atteindre 80.000 habitants.

Les heureux bénéficiaires, dont les maisons ont été classées par le Centre de contrôle technique des constructions (CTC) en zone rouge, ont été logés dans des appartements de type F2, jouissant de tout le confort requis, notamment l'eau, l'assainissement, l'électricité, et ce, de surcroît dans un environnement très confortable notamment la présence, en son sein, d'une ombelle de commerces et d'administrations publiques et qui de plus est abondamment desservi par les transports publics.



## BRÉSIL 5 morts, dont 3 enfants lors d'une attaque au couteau dans une crèche

Trois enfants en bas âge et deux employées d'une crèche ont été tués mardi par un jeune-homme de 18 ans armé d'un couteau dans l'Etat brésilien de Santa Catarina (sud), a annoncé la police locale.

"Un homme de 18 ans a fait irruption dans une crèche muni d'une arme blanche et a attaqué des enfants et des employés.

Deux adultes et trois enfants sont morts", a annoncé la Police militaire dans un communiqué.

"L'auteur (de cette attaque) a aussi retourné son couteau contre lui, se blessant au cou, à l'abdomen et au thorax. Il a été transféré dans un état grave à l'hôpital", poursuit le texte. Un quatrième enfant a été légèrement blessé, a précisé le commissaire Jerônimo Marçal Ferreira lors d'un point presse devant la crèche.

Les autorités n'ont pas précisé l'âge des victimes, mais les médias locaux ont indiqué que l'établissement accueillait des enfants de six mois à deux



ans. L'attaque a eu lieu à Saudades, une petite ville d'environ 10.000 habitants à 600 km de Florianopolis, la capitale de l'Etat de Santa

Catarina. Selon le commissaire, l'assaillant n'avait pas d'antécédents judiciaires.

La gouverneure de Santa Catarina, Daniela Reinehr, a

décrété un deuil officiel de trois jours. La dernière attaque sanglante dans une école au Brésil remonte à mars 2019, quand deux anciens élèves avaient tué par balle huit personnes avant de se donner la mort dans un collège de Suzano, dans la région de Sao Paulo.

Le club de football Chapecoense, situé à Chapeco, à 60 km de Saudades, a réagi sur Twitter: "nous sommes abasourdis par cette tragédie, il nous manque des mots pour communiquer l'ampleur de notre douleur face à une telle atrocité".

En 2016, Chapecoense avait été endeuillé par un crash d'avion qui avait fait 71 morts, dont 19 joueurs, 14 membres du staff et une vingtaine de journalistes.

## ACCIDENT DE MÉTRO À MEXICO Début d'une enquête pour identifier les responsables

Le Mexique a entamé mardi soir une enquête pour identifier les responsables de l'accident survenu la veille dans le métro de la capitale Mexico qui a fait au moins 25 morts et quelque 80 blessés, selon un dernier bilan. Les regards se tournent notamment vers celui qui était le maire de la ville au moment de l'inauguration le 30 octobre 2012 de cette ligne, l'actuel ministre des Affaires étrangères, Marcelo Ebrard.

Dans la matinée, devant la presse, le président Andres Manuel Lopez Obrador a immédiatement promis "une enquête approfondie, sans égard d'aucune sorte, pour chercher à connaître la vérité (...), à partir de laquelle la responsabilité sera établie".

Marcelo Ebrard, présent à la conférence de presse, a évoqué un "jour triste pour tous".

"Je me mets à l'entière disposition des autorités", a déclaré le ministre, potentiel candidat à l'élection présidentielle de 2024.

Le gouvernement a décrété trois jours de deuil national, du 4 au 6 mai.

Le bureau du procureur de Mexico a annoncé que l'enquête porterait sur les crimes d'homicide involontaire et de dommages matériels.

L'enquête a été confiée au parquet fédéral et à celui de la ville de Mexico et recevra l'appui d'experts internationaux indépendants.

Alors que la poussière des décombres n'était pas encore retombée, la presse locale a évoqué les polémiques qui avaient surgi au moment de la construction de cette ligne d'environ 25 km qui traverse le sud de la capitale, ainsi que ses problèmes récurrents de fonctionnement.

La ligne 12 est l'une des deux lignes du métro mexicain qui ne fonctionnent pas sur pneumatiques, mais sur voie ferrée traditionnelle. Depuis le début des opérations, une usure des rails et des roues des trains avait été détectée, qui avait forcé en mars 2014 le successeur de M. Ebrard à suspendre le service dans 12 stations.

Une étude avait alors conclu à des problèmes de conception, d'exploitation et d'entretien des voies.

L'accident s'est produit dans la nuit de lundi à mardi, vers 22H00 heure locale (03H00 GMT) près de la station Olivos, après l'effondrement d'un pont de 12 mètres de haut qui a fait plonger à son passage une rame du métro dans le vide.

Les caméras de sécurité ont enregistré la chute soudaine de l'énorme structure dans un nuage de poussière.

Les voisins de la zone se sont précipités pour aider les survivants, avant d'être remplacés par des dizaines de pompiers et de secouristes. En mars 2020, une collision entre deux rames avait fait un tué et 41 blessés. Le métro de Mexico est un réseau de 200 km qui compte douze lignes et 195 stations.

Il convoie quotidiennement environ 4,5 millions de passagers.

## ALIMENTATION DANS LE MONDE

### Les crises alimentaires ont empiré en 2020 (rapport)

L'insécurité alimentaire aigüe a encore progressé en 2020 sous l'effet des conflits, des crises économiques exacerbées par la pandémie de Covid-19 et des événements climatiques, avertit le Réseau mondial contre les crises alimentaires qui s'attend à une année 2021 "difficile".

L'an dernier, 155 millions de personnes dans 55 pays se trouvaient dans une situation de "crise" (phase 3 sur l'échelle internationale de la sécurité alimentaire) ou "pire".

Soit 20 millions de plus qu'en 2019, souligne un rapport publié mercredi par ce réseau qui réunit notamment l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), l'Union européenne et le Programme alimentaire mondial (PAM). Plus de 28 mil-

lions de personnes dans 38 pays étaient plongés dans une situation d'urgence alimentaire" (phase 4 et plus). La République démocratique du Congo, le Yémen et l'Afghanistan sont particulièrement touchés.

Enfin l'an dernier, près de 133.000 personnes étaient dans une situation de "catastrophe/famine" (phase 5, la plus élevée), au Burkina Faso, au Soudan du Sud et au Yémen.

Les conflits et l'insécurité ont provoqué six des dix principales crises alimentaires l'an dernier, en République démocratique du Congo, au Yémen, en Afghanistan, en Syrie, au Nigeria et au Soudan du Sud. Pour 40 millions de personnes, les crises économiques ont été les premières responsables de leur insécurité

alimentaire (contre 24 millions en 2019). L'impact socio-économique du Covid-19 a notamment aggravé les crises en Haïti, au Soudan et au Zimbabwe. Enfin pour 15 millions de personnes, ce sont les "chocs climatiques" qui ont été la cause principale de leur insécurité alimentaire, soit nettement moins qu'en 2019 (34 millions).

Tempêtes tropicales, ouragans et inondations ont notamment accru les problèmes alimentaires en Amérique centrale et en Haïti.

Concernant l'année 2021, "les conflits continueront à être la première cause des crises alimentaires, tandis que la Covid-19 et les mesures de restrictions sanitaires qu'il entraîne vont continuer à exacerber l'insécurité alimentaire aigüe dans des économies fragiles", prévoit le rapport.

## FRANCE

### Un rapport alerte sur la situation des personnes âgées en centres d'hébergement

La Défenseure des droits (France), Claire Hédon, a alerté dans un rapport, sur la situation des "droits fondamentaux des personnes âgées accueillies en EHPAD (établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes) depuis le 22 juillet 2020.

Selon le rapport, l'institution est régulièrement saisie de réclamations portant sur des restrictions de droits et libertés de ces personnes.

"Elle est davantage interpellée à ce sujet depuis le début de la crise sanitaire liée à l'épidé-

mie de la Covid-19", constate encore la défenseure.

Le Défenseur des droits, est une autorité administrative indépendante chargée par la Constitution de veiller au respect des droits et libertés.

C'est dans ce cadre que le rapport dévoilé fait état de 900 réclamations dénonçant les conditions et modalités d'accompagnement médico-social ces six dernières années".

Et toujours selon ce rapport, 80% de ces dossiers mettent en cause un EHPAD

(public, privé associatif et privé commercial).

La Défenseure des droits constate ainsi que "les réclamations dénonçant les conditions et modalités d'accompagnement médico-social montrent des atteintes aux droits fondamentaux, au respect de la dignité et de l'intégrité des personnes accueillies en EHPAD". Dans le détail, le rapport questionne, par exemple, "l'effectivité des droits comme le consentement, le droit à l'information des résidents, la liberté d'aller et venir, le droit

à la vie privée, au maintien des liens familiaux ou le droit de bénéficier d'une prise en charge et d'un accompagnement adaptés".

Par ailleurs, l'organisme regrette que les atteintes aux droits et libertés des résidents "soient facilitées voire rendues possibles par la vulnérabilité liée à la perte d'autonomie des personnes accueillies en EHPAD".

De plus, cette vulnérabilité "entraîne de la maltraitance et de la discrimination", déplore le rapport.

## MIGRATIONS

### HRW dénonce le refoulement sommaire de jeunes migrants à la frontière franco-italienne

Human Rights Watch a dénoncé mercredi le refoulement sommaire à Menton (Sud), à la frontière franco-italienne, de jeunes migrants de moins de 18 ans remis à l'Italie avec des formulaires falsifiés par la police et sans information sur la possibilité de demander l'asile.

"La police aux frontières française n'a pas d'autorité légale pour déterminer qui est mineur et qui ne l'est pas", rappelle Bénédicte Jeannerod, directrice France de l'ONG Human Rights Watch, dans un rapport repris par des médias.

"Au lieu de jugements hâtifs fondés sur l'apparence ou l'arbitraire, elle devrait orienter ces jeunes vers les autorités de protection de l'enfance pour qu'ils reçoivent une

prise en charge adéquate", ajoute-t-elle. "Chaque mois, la police française expulse sommairement des dizaines d'enfants non accompagnés vers l'Italie en violation du droit français et du droit international", selon HRW, qui a enquêté sur place en novembre et documenté des exemples comme celui de deux Soudanais de 17 et 16 ans renvoyés avec de fausses dates de naissance inscrites par la police française leur don nant 27 et 20 ans.

Des témoignages recueillis par HRW jusque'en avril 2021 auprès des bénévoles et humanitaires côté italien (Diacona Valdese, WeWorld, Keshia Niya) ont corroboré cette observation. Les pays d'origine des jeunes sont variés: Pakistan, Afghanistan, Somalie, Côte d'Ivoire,

Soudan, Guinée et Tunisie. La préfecture des Alpes-Maritimes (Sud-Est) a été maintes fois mise en cause depuis 2017 sur ce sujet, y compris par les tribunaux.

HRW déplore aussi la rétention "abusive" voire "traumatisante pour les enfants" des personnes refoulées dans des préfabriqués de la police aux frontières française. Selon les derniers chiffres officiels disponibles, 80 personnes en moyenne ont été quotidiennement refoulées à Menton début 2021, en application des contrôles rétablis par la France en 2015. Le département des Alpes-Maritimes indique avoir accueilli plus 7.500 jeunes étrangers se présentant comme mineurs isolés depuis 2017.

## NOUVEL HÔPITAL DE ZÉRALDA Un pôle des services d'urgences à l'ouest d'Alger (ministre)

Le ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, Pr. Abderrahmane Benbouzid a indiqué, mardi à Alger, que l'hôpital de Zéralda (120 lits) sera dédié aux services d'urgences, ce qui l'érigera en pôle en la matière dans la région ouest d'Alger.

S'exprimant lors d'une visite d'inspection au projet de réalisation de l'hôpital de Zéralda (120 lits), le ministre de la Santé a affirmé que cette structure sanitaire sera un pôle des services d'urgences médicales à l'Ouest de la capitale, ce qui réduira la pression sur le reste des hôpitaux d'Alger. Le taux d'avancement du projet est à 65% (selon la fiche technique), a précisé le ministre soulignant que le projet, lancé en 2010, accuse un "retard important", d'où la résiliation du contrat avec l'entreprise de réalisation avant de le confier à cinq (05) entrepreneurs algériens ayant relevé le défi.

M. Benbouzid s'est dit satisfait de la qualité des travaux accomplis jusque-là conformément aux normes internationales, annonçant l'inauguration prochaine de cette structure.

De manière générale, l'hôpital disposera de toutes les spécialités, y compris la chirurgie générale, neurologique et orthopédique en attente de généraliser ces structures sur l'ensemble du territoire, a fait savoir le ministre, faisant état de la "réalisation, à l'avenir, d'hôpitaux similaires à Oran et Annaba, outre celui de Bordj Bou Arreridj en cours de réalisation". Le ministre n'a pas révélé le montant consacré au projet, précisant que "l'enveloppe financière double pour tout projet qui enregistre un tel retard".

A l'hôpital Salim Zmirli d'El Harrach, M. Benbouzid a inspecté 3 salles d'opérations chirurgicales dont s'est dotée cette structure sanitaire. Ces salles disposent d'équipements médicaux modernes, ce qui facilitera la tâche aux équipes médicales.

Cela intervient dans le cadre du plan du ministère pour le réaménagement des salles des urgences dans le cadre de la stratégie du secteur visant à optimiser les services assurés aux malades. "L'amélioration des conditions de travail permettra aux équipes médicales d'optimiser les prestations accordées aux malades, conformément aux normes internationales, a-t-il dit, soulignant que "la généralisation des structures sanitaires de proximité permettra également d'alléger la pression enregistrée au niveau des grands hôpitaux, y compris l'hôpital Mustapha Bacha (Alger) qui bénéficiera prochainement d'une autre entrée et d'une autre sortie pour éviter la congestion de la circulation causée par les véhicules à l'entrée qui donne sur la place du 1er Mai. 70 % des malades admis à l'hôpital peuvent être pris en charge au niveau des polycliniques. Le travail est en cours dans le cadre du plan du secteur pour orienter, au minimum, la moitié de ce taux vers les structures de proximité de manière à alléger la pression sur les hôpitaux, ce qui leur permettra d'accomplir les missions qui leur sont assignées.

## BILAN CORONAVIRUS 273 nouveaux cas, 176 guérisons et 10 décès

Deux cent soixante-treize (273) nouveaux cas confirmés de Coronavirus (Covid-19), 176 guérisons et 10 décès ont été enregistrés ces dernières 24 heures en Algérie, indique mercredi un communiqué du ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière.

Le total des cas confirmés de Coronavirus s'élève ainsi à 123.272 dont les 273 nouveaux cas, celui des décès à 3.299 cas, alors que le nombre de patients guéris a atteint 85.869 cas, précise le communiqué.

Par ailleurs, 22 patients sont actuellement en soins intensifs, ajoute la même source.

En outre, 20 wilayas n'ont recensé aucun cas durant les der-

nières 24 heures, 20 autres ont enregistré de 1 à 9 cas, alors que 8 wilayas ont recensé plus de 10 cas.

Le ministère rappelle, par la même occasion, que la situation épidémiologique actuelle exige de tout citoyen vigilance et respect des règles d'hygiène et de distanciation physique, tout en insistant sur le respect du confinement et du port du masque.



## HYGIÈNE L'Algérie célèbre la Journée mondiale de l'hygiène des mains

L'Algérie a célébré mercredi la Journée mondiale de l'hygiène des mains lors d'une cérémonie tenue à Alger en présence du ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, Abderrahmane Benbouzid.

Cette journée mondiale, organisée le 5 mai de chaque année, est célébrée en Algérie sous le slogan national 2021 "Se laver les mains, un geste simple qui sauve des vies". A cette occasion, M. Benbouzid a rendu un hommage appuyé aux membres du comité d'experts de prévention et de lutte contre les infections associées aux soins "pour la qualité du travail accompli notamment en ce qui concerne l'élaboration du référentiel relatif aux directives nationales sur l'hygiène de l'environnement dans les établissements de santé publics et privés ainsi que du deuxième référentiel relatif aux directives portant sur la prévention des infections associées aux actes de soins actuellement en cours d'édition". Il a également remercié l'Organisation mondiale



de la santé (OMS) "pour son appui et sa précieuse contribution" dans les efforts de l'Algérie à lutter contre les infections liées aux soins.

De son côté, le Représentant de l'OMS pour l'Algérie, Nguessan Bla François, a indiqué que l'hygiène des mains, mise en avant pendant la pandémie de Covid-19, "reste la mesure la plus efficace pour réduire la propagation des infections au sein de la population et dans les structures de santé et nécessite la mise en place de stratégies multimodales".

"En effet, douze ans après

le lancement du programme de l'OMS "Un soin propre est un soin plus sûr", la non-observance de l'hygiène des mains est toujours considérée comme la cause majeure de survenue des infections et de propagation de micro-organismes multirésistants et est également reconnue comme un facteur significatif du développement de foyers épidémiques", a-t-il affirmé.

**L'observance à l'hygiène des mains n'est que de 40% en moyenne chez**

**le personnel soignant**

Selon l'OMS, plusieurs études publiées suggèrent que l'observance à l'hygiène des mains n'est que de "40% en moyenne chez le personnel soignant", a estimé M.

Bla François, ajoutant que les infections associées aux soins (IAS) ont également un impact économique significatif pour les patients et les systèmes de santé dans le monde entier. De plus, l'OMS et l'UNICEF estiment que, dans le monde, "3 milliards de personnes ne possèdent pas d'endroit chez eux pour se laver les mains avec de l'eau et du savon, et que deux établissements de santé sur cinq ne disposent pas d'installations permettant une bonne hygiène des mains".

"L'acceptabilité et le respect des meilleures pratiques en matière d'hygiène des mains sont améliorés lorsque l'hygiène des mains est fournie gratuitement et rendue obligatoire par les autorités de santé publique,

ce qui est un enjeu considérable dans les situations d'urgence de santé publique de portée internationale", a-t-il fait valoir.

Pour lui, la promotion de l'hygiène des mains sur le long terme passe par plusieurs actions pour lever les différents obstacles et barrières comportementales.

"Ce n'est pas un concept nouveau dans le milieu des soins et de nombreux établissements de soins dans le monde ont déjà établi des politiques, défini des recommandations et mis en oeuvre des programmes de formation réguliers dans ce domaine. Le représentant de l'OMS a relevé, dans ce cadre, que l'Algérie a édité deux documents de référence, à savoir celui de 2021 intitulé "Directives relatives à la prévention des infections associées aux actes de soins" et de décembre 2015 intitulé "Directives nationales relatives à l'hygiène de l'environnement dans les établissements de santé publics et privés publiés".

"Ces protocoles devront permettre à tous les professionnels de la santé d'acquiescer les bons réflexes dans la pratique quotidienne du soin, visant ainsi à réduire le nombre des infections liées aux soins", a-t-il estimé, ajoutant qu'ils visent également "à harmoniser les procédures et à les généraliser à travers l'ensemble des établissements de santé publics et privés".

Le Bureau de l'OMS Algérie continuera, selon son représentant, de fournir l'appui et l'accompagnement nécessaires, de haut niveau, fondés sur des orientations et sur des informations factuelles de l'OMS, afin de soutenir les efforts de l'Algérie pour mieux cibler les interventions de l'hygiène des mains, renforcer les systèmes nationaux de santé en vue d'assurer une meilleure connaissance du phénomène et de réduire les infections liées à la non observance de l'hygiène des mains.

APS

## INTOXICATION ALIMENTAIRE À MILA Le nombre des cas monte à 240

Le nombre des cas d'intoxication alimentaire suite à la consommation de pâtisseries et de gâteaux avariés dans la ville de Mila, s'est alourdi à plus de 240 cas, selon un nouveau bilan révélé mardi par la direction locale de la santé et de la population (DSP).

Les services des urgences médicales des hôpitaux frères Meghlaoui du chef-lieu de wilaya, des frères Boukchème d'oued El Athmania et les polycliniques de Grarem Gouga et Senaoua de la ville de Mila ont reçu depuis lundi matin et jusqu'à mardi 240 cas d'intoxication alimentaire, a précisé à l'APS, le chef de service de la prévention auprès de la DSP, le docteur, Azeddine Bouafia.

Le même responsable a fait part d'une éventuelle augmentation des cas durant les prochaines heures, car la réception des personnes intoxiquées se poursuit et il y a aussi des cas qui se sont dirigés pour les prendre en charge dans plusieurs autres établis-

sements de santé. La majorité des cas ont fait l'objet de consultation médicale et reçu les soins nécessaires et ont quitté les hôpitaux dans un état de santé "stable", a-t-il déclaré, faisant part de 9 cas mis sous soin médical (1 cas à l'hôpital des frères Meghlaoui et les 8 autres transférés vers l'hôpital Toubal de Mila pour alléger la pression sur l'hôpital Meghlaoui qui a reçu près de 180 cas).

S'agissant du résultat des analyses de laboratoire sur des échantillons pris du magasin d'où les victimes ont acheté les gâteaux, le docteur Bouafia a fait savoir qu'elles (les analyses) sont en cours et nécessitent un certain temps. Pour sa part, le directeur local du Commerce, Aissa Mechachou a indiqué que l'activité de la pâtisserie en question a été suspendue et des échantillons de tous les produits et aliments utilisés dans la fabrication des gâteaux et confiseries ont été pris et transférés au laboratoire pour analyse, ajoutant que les mesures régle-

mentaires qui s'imposent dans ce genre de situation seront prises dès la révélation des résultats.

Les services de la sûreté de wilaya de Mila ont ouvert une enquête dans cette affaire et des échantillons des gâteaux ont été pris pour analyse au laboratoire, selon la cellule de communication et des relations publiques de ce corps constitué.

Pour rappel, cette intoxication alimentaire collective a été signalée lundi matin et a touché des personnes des deux sexes tout âge confondu dont la majorité réside dans les communes de Mila, Grarem Gouga, et Sidi Merouan e, ayant acheté des gâteaux et confiseries de la même pâtisserie située dans la ville de Mila.

Le chef de l'exécutif local, Abdelouahab Mouley s'est enquis lundi soir des conditions d'accueil des cas à l'hôpital des frères Meghlaoui où tous les staffs médicaux et paramédicaux ont été mobilisés pour la prise en charge des malades.

# P A N D E M I E D E C O R O N A V I R U S

## LA PANDÉMIE DANS LE MONDE

### Au moins 3.230.058 décès

La pandémie de Covid-19 a fait au moins 3.230.058 décès dans le monde depuis que l'OMS a fait état de l'apparition de maladie fin décembre 2019 en Chine, selon un bilan établi mercredi par des médias à partir de sources officielles.

Plus de 154.288.900 cas d'infection ont été diagnostiqués depuis le début de l'épidémie.

La grande majorité des malades guérissent, mais une part encore mal évaluée conserve des symptômes pendant des semaines, voire des mois.

Sur la journée de mardi, 14.024 nouveaux décès et 791.327 nouveaux cas ont été recensés dans le monde.

Les pays qui ont enregistré le plus de nouveaux décès dans leurs derniers bilans sont l'Inde avec 3.780 nouveaux morts, le Brésil (2.966) et les Etats-Unis (914). Les Etats-Unis sont le pays le plus touché tant en nombre de morts que de cas, avec 578.500 décès pour 32.512.946 cas recensés,



selon le comptage de l'université Johns Hopkins.

Après les Etats-Unis, les pays les plus touchés sont le Brésil avec 411.588 morts et 14.856.888 cas, l'Inde avec

226.188 morts (20.665.148 cas), le Mexique avec 217.740 morts (2.352.964 cas), et le Royaume-Uni avec 127.543 morts (4.423.796 cas).

Parmi les pays les plus

durement touchés, la Hongrie est celui qui déplore le plus grand nombre de morts par rapport à sa population, avec 290 décès pour 100.000 habitants, suivi par la République tchèque (275), la Bosnie-Herzégovine (266), le Monténégro (241) et la Macédoine du Nord (240).

L'Europe totalisait 1.079.667 décès pour 50.942.050 cas, l'Amérique latine et les Caraïbes 934.775 décès (29.267.453 cas), les Etats-Unis et le Canada 602.896 décès (33.762.896 cas), l'Asie 356.113 décès (27.742.504 cas), le Moyen-Orient 132.668 décès (7.938.692 cas), l'Afrique 122.880 décès (4.591.767 cas), et l'Océanie 1.059 décès (43.546 cas).

## BRÉSIL

### Plus de 410.000 morts au total

Le Brésil a signalé mardi 2.966 nouveaux décès liés à la COVID-19 au cours des dernières 24 heures, portant le bilan à l'échelle nationale à 411.588 morts, selon le ministère de la Santé.

Parallèlement, 77.359 nouveaux cas de COVID-19 ont été détectés, pour un total de 14.856.888. Le Brésil est le pays du monde ayant déploré le deuxième

plus grand nombre de décès liés à la COVID-19, après les Etats-Unis, et se classe troisième en nombre de cas derrière les Etats-Unis et l'Inde.

Selon le ministère de la Santé, le Brésil affiche désormais un taux de 196 décès pour 100.000 habitants et 7.070 cas pour 100.000 habitants. Sao Paulo, l'Etat le plus peuplé du pays, est aussi le

plus durement touché, avec 98.021 décès et 2.941.980 cas, suivi par celui de Rio de Janeiro, avec 45.232 décès et 753.732 cas. Selon un consortium de médias, le Brésil a vacciné 48,5 millions de personnes contre la COVID-19 à la date de lundi.

Le premier cas avait été détecté dans le pays le 26 février 2020.

## AFRIQUE

### Près de 4.580.000 cas confirmés de COVID-19

Le nombre de cas confirmés de COVID-19 en Afrique a atteint 4.578.902 mardi, selon le Centre africain de contrôle et de prévention des maladies (CDC Afrique).

Le CDC Afrique, une agence de santé spécialisée de l'Union africaine, a annoncé que le nombre de décès dus à la pandémie sur le continent s'était élevé à 122.589, tandis que

4.125.114 patients avaient guéri de la maladie. L'Afrique du Sud, le Maroc, la Tunisie, l'Éthiopie et l'Égypte sont les pays qui comptent le plus grand nombre de cas positifs, selon le CDC Afrique.

En date de mardi, l'Afrique du Sud a enregistré un total de 1.584.961 cas de COVID-19, et le Maroc, 511.912 cas.

## VACCINS ANTI-COVID

### Un quart des Européens ont reçu au moins une dose

Plus d'un quart de la population de l'UE a reçu au moins une dose de vaccin anti-Covid, a salué mardi la Commission européenne, et plus de 9% de ses habitants sont désormais entièrement vaccinés selon un décompte.

"La vaccination s'accélère en Europe: nous venons de dépasser les 150 millions de vaccinations (...). Nous aurons suffisamment de doses pour vacciner 70% des adultes de l'UE en juillet", a tweeté Ursula von der Leyen, présidente de l'exécutif européen. Dans le détail, au

moins 153,8 millions de doses ont été administrées à environ 112,4 millions de personnes, soit 25,1% de la population de l'Union européenne, selon des chiffres officiels recensés mardi à la mi-journée. Au moins 41,9 millions de personnes sont complètement vaccinées (avec deux doses, ou avec le vaccin à dose unique de Johnson & Johnson), soit 9,4% de la population.

La Commission, chargée des précommandes de vaccins au nom des Etats membres, table sur la livraison

d'au moins 410 millions de doses au total sur l'ensemble du 2e trimestre (250 millions de doses BioNTech-Pfizer, 35 millions de Moderna, 55 millions de Johnson & Johnson, ainsi que 70 millions d'AstraZeneca).

Bruxelles a été vivement critiqué pour le retard des campagnes de vaccination dans l'UE, dû aux délais du processus d'approbation réglementaire et aux défaillances d'AstraZeneca dans les livraisons.

Malgré la récente accélération, l'UE reste à la traîne

des Etats-Unis (environ 30% de la population entièrement vaccinée), le Royaume-Uni (23%).

En France, au 3 mai, quelque 22,82 millions de doses avaient été administrées au total à 16,13 millions de personnes, soit 23,9% de la population.

Parmi elles, 6,75 millions sont complètement vaccinées (10% de la population).

En Belgique, 3,99 millions de doses ont été administrées et plus de 856.000 personnes sont complètement vaccinées (7,4% de la population).

## ETATS-UNIS

### Biden vise au moins une injection pour 70% des adultes d'ici le 4 juillet

Le président américain Joe Biden a fixé mardi un nouvel objectif de vaccination aux Etats-Unis: au moins une injection pour 70% des adultes d'ici la fête nationale du 4 juillet.

Le locataire de la Maison Blanche, qui doit s'exprimer en début d'après-midi sur la pandémie, annoncera également l'objectif de 160 millions d'Américains entièrement vaccinés d'ici

la même date, selon l'exécutif américain. Atteindre cet objectif changera de manière significative la façon dont les Américains passeront l'été, a souligné un responsable américain sous couvert d'anonymat. "Il y aura beaucoup moins de restrictions sanitaires", a-t-il insisté.

Après des niveaux de vaccination record, le nombre quotidien de personnes recevant une dose anti-Covid est

en baisse aux Etats-Unis, obligeant les autorités à revoir leur stratégie pour parvenir à atteindre les indifférents et les sceptiques.

Plutôt que les immenses centres de vaccination dans les stades, les autorités mettent désormais l'accent sur les cliniques mobiles et la multiplication des points de vaccination au plus près des Américains.

## VACCINS

### Le Royaume-Uni investit pour tester l'efficacité des vaccins contre les variants

Le gouvernement britannique a annoncé mercredi investir pour tester l'efficacité des vaccins anti-Covid contre les variants et garder "une longueur d'avance" sur le virus.

En pointe pour le séquençage des variants, le Royaume-Uni va débloquer 29,3 millions de livres (33,8 millions d'euros) pour augmenter les capacités de dépistage du centre militaire de Porton Down (sud de l'Angleterre), a indiqué le ministère de la Santé dans un communiqué.

Ce dernier pourra ainsi traiter 3.000 échantillons par semaine, contre 700 actuellement, pour mesurer le niveau d'anticorps générés par les vaccins en vue de développer plus rapidement des sérum contre des mutations de la maladie Covid-19.

"L'augmentation des capacités de dépistage de Porton Down va assurer que le Royaume-Uni garde une longueur d'avance sur le virus", a expliqué le ministère.

Le pays, le plus endeuillé par la pandémie en Europe avec plus de 127.000 morts, est aussi l'un de ceux où la vaccination est la plus avancée avec 35 millions de personnes ayant reçu une première dose (les deux tiers des adultes) et 15 millions deux doses (30% des adultes).

Si le long confinement imposé pendant l'hiver et la vaccination ont largement réduit le nombre de cas, d'hospitalisations et de décès, le gouvernement craint l'arrivée de nouveaux variants résistants aux vaccins disponibles.

Il a maintenu pour l'instant de strictes restrictions aux frontières.

Les vacances à l'étranger doivent être de nouveau autorisées à partir du 17 mai mais seuls quelques pays devraient bénéficier d'exemptions de quarantaine, selon la presse britannique, les autorités espérant assouplir les conditions de déplacement pour une partie de l'Europe d'ici au mois de juillet.

## AFRIQUE DU SUD Etat d'alerte élevé face au nouveau variant découvert en Inde

Le ministre sud-africain de la Santé, Zweli Mkhize, a indiqué mercredi que son pays était en état d'alerte élevé face au variant B.1.617 du virus SARS-CoV-2, détecté pour la première fois en Inde et auquel on attribue la multiplication récente du nombre de cas de la pandémie recensés en Afrique du Sud.

Tous les ports d'entrée du pays appliquent des procédures de confinement strictes pour éviter d'importer la Covid-19, a précisé M. Mkhize. Les passagers à l'arrivée sont soumis à un dépistage et leurs contacts proches sont surveillés. Une personne arrivée en Afrique du Sud en provenance de l'Inde cette semaine a été dépistée positive à la Covid-19.

Le patient a été soigné en isolement dans un hôpital dont le nom n'a pas été révélé.

Depuis lundi, des habitants locaux inquiets ont appelé le gouvernement à interdire les déplacements en provenance d'Inde.

Le comité consultatif ministériel a été consulté sur cette question, a indiqué M. Mkhize. "Leurs conseils nous aideront à déterminer la marche à suivre, que le gouvernement annoncera en temps voulu", a-t-il dit. Le ministre a indiqué qu'il n'y avait actuellement aucun vol direct depuis l'Inde.

L'Institut des maladies transmissibles (NICD) a indiqué que le variant B.1.617 du coronavirus, qui comporterait, pense-t-on, les mutations de deux souches distinctes du virus et qui est considéré comme plus contagieux, n'avait pas été détecté en Afrique du Sud. Le NICD a également noté qu'il continuait de surveiller de près les variants détectés aux niveaux local comme international.

"Notre institution a beaucoup de compassion pour la situation terrible apparue en Inde, et nous souhaitons assurer la population sud-africaine que nous continuons de surveiller de près les développements", a déclaré le directeur exécutif par intérim du NICD, Adrian Puren.

# MÉNOPAUSE ÇA COMMENCE QUAND ?

*On l'attend avec plus ou moins d'anxiété, on la guette dès que la cinquantaine approche, on l'évoque avec ses amies... rarement avec son conjoint. Réponses aux questions que l'on se pose toutes sur la ménopause.*

Il n'y a pas d'âge précis pour la survenue de la ménopause, cela varie selon les femmes. Chez certaines, elle se manifeste à 45 ans, chez d'autres à 55 ans et cela n'a aucun rapport avec l'âge de la puberté. Les médecins constatent tout au plus que, dans quelques familles, les femmes sont ménopausées spontanément beaucoup plus tôt, sans que l'on en connaisse toujours la cause. Il faut alors consulter. En France, l'âge moyen de la ménopause se situe à 51 ans, un âge qui reste stable et n'évolue pas avec l'allongement de l'espérance de vie.

## PEUT-ON SAVOIR SI ELLE SERA DIFFICILE ?

Il n'y a guère d'indices. "La ménopause des villes est souvent plus délicate que la ménopause des champs", constate le Dr Jamini qui soupçonne que le stress jouerait un rôle. "Les femmes ayant souffert d'une dépression du post-partum ou qui ont des troubles de l'humeur au moment des règles sont plus susceptibles de mal vivre cette période", estime de son côté la Pr Mounier-Véhier, cardiologue. De façon générale, l'état de santé dans lequel vous abordez cette étape est important : si vous avez pris soin de vous (alimentation, sport, hygiène de vie, gestion des émotions), la ménopause se passera d'autant mieux.

## PEUT-RETARDER LA MÉNOPAUSE ?

Impossible de repousser l'échéance. Chaque fillette nait avec un stock de 1 à 2 millions de follicules ovariens, soit des centaines remplies de liquide qui contiennent chacune un ovocyte. Chaque cycle, plus de 600 follicules entrent en croissance, mais un seul arrive à maturité et ovule, les autres disparaissant dans le tissu

ovarien. Lorsque ce capital est épuisé, c'est la ménopause. Mais, même si la ménopause est programmée génétiquement, certains facteurs comme le tabagisme avancent d'un à deux ans sa survenue.

## PLUSIEURS MOIS SANS RÈGLES, C'EST LE SIGNE QU'ON EST MÉNOPAUSÉE ?

Oui, à condition de ne plus en avoir depuis au moins un an de façon continue. La ménopause correspond à la disparition de l'œstradiol, une hormone jusque-là produite par les ovaires. Avec pour conséquence des troubles plus ou moins importants, dominés au début par les sueurs nocturnes et les bouffées de chaleur. La sécheresse cutanée et vaginale, les douleurs ostéo-articulaires, la déminéralisation osseuse, tous ces symptômes se manifestent plus progressivement.

## QUAND ON EST SOUS PILULE EN CONTINU, COMMENT SAVOIR SI ON EST MÉNOPAUSÉE ?

Pour cela, il n'y a qu'une solution : arrêter de prendre la pilule et observer ce qui se passe. Si les règles reviennent, c'est que ce n'est pas encore le moment. Sinon, au bout de quelques mois sans règles, le médecin peut demander un dosage hormonal de façon à confirmer la ménopause. Si le dosage de FSH (hormone folliculo-stimulante) est élevé (supérieur à 20 UI/L), la femme est biologiquement ménopausée et peut donc arrêter sa contraception. Dans le cas contraire, il est préférable de continuer d'utiliser un moyen contraceptif, et ce tant qu'un dosage hormonal n'est pas venu confirmer la ménopause. Toutefois, la follicule d'une femme de plus de 45 ans est souvent très faible. Et après 50 ans, la probabilité d'être enceinte est de 1/1 000.



## UNE FOIS MÉNOPAUSÉE, PLUS BESOIN DE CONTRACEPTION ?

Lorsque la ménopause est confirmée, plus de risque d'être enceinte. Il est donc tout à fait possible d'arrêter sa contraception. Attention toutefois, cela ne signifie pas qu'on est protégée des infections et maladies sexuellement transmissibles. Ainsi, 25 % des personnes de plus de 50 ans qui ont découvert leur séropositivité en 2016 avaient été infectées récemment. En cas de nouveau partenaire, il faut donc utiliser un préservatif tant que l'on n'a pas les résultats d'un dépistage sanguin (VIH, hépatites B et C, syphilis, chlamydia). Pour être fiable, celui-ci doit être effectué au moins trois mois après la première relation sexuelle avec ce

nouveau partenaire et à condition de ne pas avoir eu d'autres partenaires entre-temps.

## SI JE N'AI PAS DE SYMPTÔMES, FAUT-IL CONSULTER ?

Si toutes les femmes passent par la case ménopause, le vécu de cette dernière est très différent de l'une à l'autre. La grande majorité souffrira de bouffées de chaleur, plus ou moins intenses, qui dureront plusieurs années, 40 % de douleurs articulaires, 1 femme sur 3 de sécheresse intime. En revanche, une étude récente estime que 28 % n'éprouveront aucun signe. Ce n'est pas une raison pour négliger la prévention des risques à long terme associés à la ménopause. "Il faut faire

un bilan métabolique complet, notamment pour évaluer le risque cardiovasculaire et le risque osseux", insiste le Dr Jamini.

## PEUT-ON COMMENCER UN TRAITEMENT DÈS LA PRÉ-MÉNOPAUSE ?

"Les femmes ont souvent beaucoup de symptômes dans les mois qui précèdent la ménopause", précise le Dr Christian Jamini, gynécologue et endocrinologue. C'est aussi la période pendant laquelle les dégâts osseux débutent. Certains praticiens choisissent donc d'entamer une supplémentation hormonale dès la pré-ménopause. "C'est un peu compliqué, concède le Dr Jamini, car les sécrétions hormonales ne s'arrêtent pas d'un coup. Elles cessent, elles repartent. Le traitement est "à la carte" Lorsque la femme ressent des signes de carence ostrogénique (par exemple des bouffées de chaleur), elle prend son traitement. Si elle a des tensions dans les seins, qui s'élèvent ou gonflent, cela veut dire que sa sécrétion endogène d'œstrogènes a repris... elle arrête alors le traitement.

## A QUI S'ADRESSER ?

En dehors du centre de la Pre Trémollières, à Toulouse, et de quelques consultations dédiées comme la consultation cardio-gynécologique mise en place par la Pr Mounier-Véhier ou celle de la Pr Gompel, il existe peu de lieux s'adressant spécifiquement aux femmes à cette période charnière de la vie. Néanmoins, tout gynécologue est théoriquement en mesure d'accompagner et de diriger ses patientes, le cas échéant, vers d'autres spécialistes (rhumatologue, cardiologue, urologue...). pour un bilan plus approfondi.

## LA POST-MÉNOPAUSE AUGMENTE-T-ELLE LE RISQUE DE CANCER DE L'ENDOMÈTRE ?

Parmi les personnes les plus à risques de développer un cancer de l'endomètre, les femmes en post-ménopause, explique une étude américaine.

L'obésité, le surpoids, le diabète ou encore : la période de post-ménopause sont des facteurs exposants davantage au risque de cancer de l'endomètre. Ce sont des chercheurs américains de la Mayo Clinic située à Rochester qui publient une étude dans la revue *Scientific Reports* à ce sujet.

Le cancer de l'endomètre est dû à la prolifération anormale de

cellules contre la paroi de l'utérus. Or, à cette période le microbiote vaginal change de composition. Les chercheurs se sont aperçus qu'étudier les micro-organismes présents dans le vagin des femmes post-ménopausées pourrait faciliter le dépistage du cancer de l'endomètre.

## SIGNATURE DU MICROBIOME

Ils ont étudié une trentaine de femmes qui avaient subi une hystérectomie (retrait de l'utérus) suite à un cancer de l'endomètre. Et d'autres femmes qui s'étaient

vu retirer l'utérus pour une cause bénigne. Les chercheurs ont cherché à examiner l'impact de facteurs tels que la post-ménopause, l'indice de masse corporelle et le pH vaginal sur le microbiome.

Ces femmes n'avaient donc pas de cancer de l'endomètre au moment de l'examen. Mais cette analyse a permis de comprendre en quoi ces caractéristiques pouvaient contribuer à la signature du microbiome dans ce type de cancer. Résultat : le pH vaginal élevé serait un facteur de risque supplémentaire de développer un cancer de l'endomètre.



## Ménopause : 6 conseils pour bien passer le cap

**1/6 - On protège ses os**  
À partir de la ménopause, le déficit en œstrogènes entraîne un effondrement de la masse osseuse (9 % par an). Priorité aux produits laitiers (yaourts, fromages, laits fermentés, lait...). Riches en calcium, apportant une grande diversité de protéines, ce sont les aliments les plus efficaces à la fois pour améliorer la densité osseuse, mais aussi la résistance mécanique de l'os. Il faut également consommer des fruits et légumes (pour l'équilibre acido-basique) et limiter le sel. On n'oublie pas la vitamine D et les sports d'équilibre. On peut montrer leur efficacité.

**2/6 - On préserve sa masse musculaire**  
Dès 35-40 ans, il convient de construire un capital musculaire suffisant car à partir de la ménopause, on pourra entretenir ce capital, mais il sera extrêmement difficile de l'augmenter. On consomme suffisamment de protéines en variant les apports (viande, poisson, œufs, produits laitiers, légumineuses, céréales complètes...).

**3/6 - On prend soin de sa silhouette**  
Dès la préménopause, on prend un peu plus d'un gramme par jour. Ce n'est rien, mais, à la fin de l'année, ça cumule, ça commencent à faire... Un seul conseil, ne jamais faire de régime strict. Le plus efficace : apprendre à ne pas se resserrer, réduire les "petits superflus" (sans les exclure) et, au bassin, se faire suivre par une diététicienne.

**4/6 - On booste son cœur et ses vaisseaux**  
À la ménopause, nos artères perdent la protection que leur confèrent les œstrogènes. Rapidement, notre risque cardio-vasculaire rejoint celui de ces messieurs. On opte pour le régime méditerranéen, les preuves de ses bénéfices sur le cœur abondent.

**5/6 - On prend soin de son intimité**  
Très sensibles aux œstrogènes, la vulve et le vagin perdent de leur élasticité et s'assèchent, la vessie lutte moins bien contre les infections, le plancher pelvien se fragilise... Mincir et perdre du ventre réduira la pression abdominale (un bon moyen de prévenir la descente d'organes).

**6/6 - On prend soin de son sommeil**  
Troubles du sommeil, bouffées de chaleur, douleurs articulaires sont des signes heureusement transitoires de la chute des œstrogènes. Un repas équilibré le soir, un peu plus riche en glucides (qui apaisent) et moins riche en protéines (qui stimulent l'énergie). Pas de café ni d'alcool, qui perturbent le sommeil et augmentent la perception des bouffées de chaleur. Un ou deux médicaments quotidiens à base de sérotonine ou de phytoœstrogènes, les oméga 3 et les protéines.

Illustration: P. B.

# HORMONES : QU'EST-CE QUI CHANGE À LA MÉNOPAUSE ?

Que nous le redoutions ou non, nous devons passer un jour le cap de la ménopause. Ce grand chamboulement hormonal a des effets sur tout le corps. On vous dit lesquels.

Elles sont plus de cinquante à circuler dans notre corps : insuline, adrénaline, ACTH, oxytocine, cortisone, DHEA, vasopressine... Ces hormones remplissent de multiples fonctions indispensables à notre organisme. "Les hormones, c'est la vie", résume le Dr Christian Jamin, gynécologue et endocrinologue. Mais chez la femme, deux d'entre elles cessent d'être sécrétées au moment de la ménopause, les œstrogènes et la progestérone.

## Ce qui se passe quand les hormones viennent à manquer

Ces hormones, si elles agissent prioritairement sur les comportements sexuels et les organes dédiés à la reproduction, ont en réalité bien d'autres actions. Ainsi les œstrogènes augmentent la masse musculaire, protègent nos artères, interagissent avec le métabolisme des lipides sanguins, stimulent la fabrication osseuse, favorisent le renouvellement des cellules de la peau et de nos muqueuses, interfèrent avec nos différents microbiotes (intestinal, vésical, vaginal...) et, bien sûr, avec notre humeur !

Quand elles viennent à manquer ou simplement à être sécrétées de façon erratique comme c'est le cas dans les années qui précèdent la ménopause (la préménopause, appelée aussi préménopause), de nombreux organes sensibles se mettent à dysfonctionner, entraînant des "troubles climatiques" : bouffées de chaleur, sueurs nocturnes, irritabilité, insomnies, palpitations, troubles de la concentration... À plus long terme, cette carence impacte la santé des os et du cœur.

## Un virage à négocier

Longtemps présenté comme la "solution miracle" qui protégeait les femmes, le traitement hormonal de



la ménopause (THM) a été remis en cause par une grande étude en 2002, puis réévalué, et de nouveau remis en cause. Au point que les femmes en perdent leur latin : faut-il ou non se faire traiter ? Que faire pour minimiser l'impact de la ménopause ? Les experts se veulent rassurants : "La ménopause est un virage compliqué dans la vie, mais un virage qui peut très bien se négocier si on l'a anticipé et préparé", explique le Dr Jamin.

La diminution de la densité mammaire. Les œstrogènes permettent à nos artères de rester souples. En outre, grâce à eux, l'endothélium (tunique interne de l'artère) joue son rôle de barrière entre les artères et le sang, évitant la formation de caillots. Après l'arrêt des règles, les vaisseaux tendent à devenir plus rigides et un syndrome métabolique et vasculaire de la ménopause s'installe : obésité abdominale, augmentation du cholestérol LDL (le "mauvais cholestérol"), insulino-résistance, hypertension, plaques d'athérome...

## 1/6 - Qu'est-ce qui se passe quand on n'a plus d'œstrogènes ?

Quand la sécrétion d'œstrogènes s'arrête, tous ces organes souffrent ! C'est le cas des os, des artères, des muscles, de la vessie et du vagin, mais aussi des cartilages, de la peau, du cerveau... et même du pancréas.

## 2/6 - Des effets sur les seins

Les seins sont très sensibles aux hormones sexuelles. La majorité des femmes le savent, qui ressentent des tensions, voire des douleurs lors de certaines phases du cycle. Après la ménopause, la chute des œstrogènes entraîne une

diminution de la densité mammaire.

## 3/6 - Des effets sur les vaisseaux sanguins

Les œstrogènes permettent à nos artères de rester souples. En outre, grâce à eux, l'endothélium (tunique interne de l'artère) joue son rôle de barrière entre les artères et le sang, évitant la formation de caillots. Après l'arrêt des règles, les vaisseaux tendent à devenir plus rigides et un syndrome métabolique et vasculaire de la ménopause s'installe : obésité abdominale, augmentation du cholestérol LDL (le "mauvais cholestérol"), insulino-résistance, hypertension, plaques d'athérome...

## 4/6 - Des effets sur les os

La chute des œstrogènes, qu'elle soit naturelle à la ménopause ou due à une intervention médicale ou chirurgicale, provoque une perte rapide de la masse osseuse et une fragilisation du squelette.

## 5/6 - Des effets sur la silhouette

Privés d'œstrogènes, les muscles

tendent à fondre tandis que la graisse viscérale se développe. Attention : cette graisse viscérale est très pro-inflammatoire et délétère pour les artères.

## 6/6 - Des effets sur le cerveau

Le comportement sexuel, mais également l'humeur et la cognition sont sous l'influence des œstrogènes. Ces derniers accroissent notamment dans le cerveau certains récepteurs de la sérotonine. Des études suggèrent que la supplémentation en œstrogènes retarderait la dégénérescence cérébrale. Elles auraient aussi un effet bénéfique indirect en favorisant la vascularisation cérébrale.

## 7/6 - Des effets sur les articulations

Le développement des anti-aromatases, médicaments prescrits pour soigner certains cancers du sein, a mis en évidence un des effets de la carence en œstrogènes : les douleurs articulaires. Les chondrocytes (cellules de nos cartilages) comportent des récepteurs aux œstrogènes. Les œstrogènes jouent aussi un rôle dans la transmission du signal douloureux au cerveau.

## 8/6 - Des effets sur la sphère génito-urinaire

Vessie, vagin, vulve, cette zone est truffée de récepteurs aux œstrogènes. C'est donc l'une des régions du corps les plus sensibles à la carence hormonale de la ménopause.

## 9/6 - Et la progestérone ?

La progestérone joue un rôle important dans la fertilité de la femme, la survenue des cycles mensuels et le bon déroulement d'une grossesse. Hors l'utérus, elle a un impact sur les muscles lisses (qu'elle détend) et sur le cerveau (elle apaise et aide à dormir).

# RETARDER LA MÉNOPAUSE DE 20 ANS, C'EST POSSIBLE

Une nouvelle procédure médicale testée en Grande-Bretagne pourrait retarder la ménopause de 20 ans.

La cryoconservation du tissu ovarien est une technique de préservation de la fertilité pour les femmes sur le point d'être traitées contre le cancer. Cette procédure pourrait peut-être être exploitée pour retarder la ménopause jusqu'à 20 ans. C'est en tout cas ce qu'ambitionnent des spécialistes de la fécondation in vitro en Grande-Bretagne. Leur prouesse médicale est rapportée par The Guardian. Leur méthode, déjà expérimentée sur

neuf femmes, pourrait améliorer la vie de millions de femmes en retardant l'apparition des symptômes les plus fréquents de la ménopause (troubles de l'humeur et du sommeil, anxiété, dépression, bouffées de chaleur, sueurs nocturnes et baisse de libido). Les femmes souffrant de troubles cardiaques et d'ostéoporose, maladie qui affaiblit les os, et provoquée par la ménopause pourraient également en bénéficier.

La procédure a consisté à prélever sur les neuf femmes du tissu ovarien qui a en-

suite été congelé pour être préservé. Plus tard à leur entrée dans la ménopause, le tissu congelé peut être décongelé et greffé dans le corps afin de rétablir les niveaux d'hormones en baisse, explique The Guardian. Les médecins choisissent généralement une zone avec un bon apport sanguin, comme l'aisselle. Si le tissu ovarien survit à la procédure, il rétablira les niveaux d'hormones sexuelles de la femme.

Les spécialistes estiment qu'il est possible de retarder jusqu'à 20 ans l'arrivée de la ménopause, cela dépendra de l'âge de

la patiente lors du prélèvement du tissu ovarien et à quel moment il est greffé. A titre de comparaison, chez une femme de 25 ans la ménopause pourrait être déclenchée de 20 ans, tandis que dans le cas de tissu ovarien prélevé sur une femme de 40 ans la ménopause serait retardée de cinq ans.

"C'est le premier projet au monde à fournir une cryopréervation du tissu ovarien à des femmes en bonne santé, uniquement pour retarder la ménopause", enthousiasme le directeur médical de la société, Younsi Afifi, au Sunday Times.

## MALI

## Le découpage administratif suscite une vague de contestation dans le pays

La Population de Markala, située à 280 Km du nord de Bamako, au Mali, a manifesté lundi pour contester la publication par les autorités d'un projet de découpage territorial, critiqué par les associations, les partis politiques et la société civile.

Les contestataires ont critiqué ce projet susceptible de "diviser les ethnies en opposant les familles les unes contre les autres".

Le projet, initié par le ministère de l'Administration territoriale et de la décentralisation, crée de nouvelles régions sans tenir compte des dissensions et limites sociales anciennes observées et tolérées par les pères fondateurs du Mali, selon des médias locaux.

A Markala, les manifestants en colère ont coupé un pont qui mène à la ville pendant 5 heures. Ils ont exigé l'érection de Markala en cercle. La population était massivement sortie pour protester contre le projet de découpage territorial. Associations, partis politiques et société civile sont montés au créneau pour s'opposer aux schémas, déplorant de nombreux déséquilibres dans les affectations et combinaisons de ressorts administratifs.

De son côté, la Coordination des mouvements de l'Azawad (CMA) a reproché dans un communiqué la "conception unilatérale" du projet, invitant le gouvernement de la transition à ouvrir des larges consultations en vue de dégager un large consensus sur cette réforme.

Les ressortissants de Goundam à travers l'Amicale pour le Développement du cercle de Goundam (ADCG) ont également réagi dans un communiqué signé par leur Président Issa Arsina CISSE.

ADCG estime que le nouveau projet ne répond pas aux propositions et attentes des populations du cercle. Avec la nouvelle disposition administrative, le territoire du Mali comprendra désormais vingt (20) régions au lieu de huit (08), plus le District de Bamako qui comprendra désormais dix (10) communes urbaines au lieu de six (06).

Selon ses initiateurs, la nouvelle réorganisation territoriale a pour objectif de rapprocher l'administration et les services de base des citoyens en transférant aux régions érigées en collectivités territoriales, des compétences et des ressources financières.

Selon le ministère de l'administration territoriale, ce projet qui date de 2008 "ne peut être validé sans des discussions préalables au Comité d'orientation stratégique". Composé d'une cinquantaine de personnalités issues des partis politiques, de la société civile et du monde universitaire, ce Comité a été créé le 31 mars pour appuyer le premier ministre dans ses réformes.

## BURKINA FASO

## Huit auteurs du meurtre des trois expatriés ont été abattus

Huit des assaillants qui avaient tué le 26 avril dernier deux journalistes espagnols et un militant écologiste irlandais dans la région de l'Est du Burkina Faso ont été abattus, a annoncé mardi l'armée burkinabè en faisant le point de la situation des opérations de la semaine du 26 avril du 2 mai.

Le 26 avril 2021, une mission d'escorte d'une unité mixte contre le braconnage était tombée dans une embuscade sur l'axe Natiaboani-Pama dans l'est du pays. Le bilan avait fait état de quatre soldats blessés, en plus des trois expatriés tués.

Huit terroristes ont été neutralisés depuis suite aux opérations de ratissage et du matériel a été récupéré, a indiqué l'armée burkinabè dans son rapport.

Le même jour, suite à une attaque contre certaines localités dans les environs de Seytenga (Province du Séno), ayant fait 18 morts parmi les civils dans le nord-est du pays, des unités d'intervention ont été déployées pour sécuriser la zone.

L'armée dit avoir mené au cours de la semaine des opérations de ratissage suite à une attaque contre les supplétifs de l'armée dans le village de Solmno dans le Centre-nord du pays.

Durant la même période, elle a par ailleurs aidé à la réinstallation de personnes déplacées dans certaines localités et mené des escortes de ravitaillement au profit de structures privées dans la région de l'Est.

APS

## SAHARA OCCIDENTAL

## Le président sahraoui quittera l'Espagne au terme de son hospitalisation (MAE espagnol)

La cheffe de la diplomatie espagnole, Arancha Gonzalez Laya, a affirmé mardi que le président sahraoui, Brahim Ghali quittera l'Espagne au terme de son hospitalisation.

La ministre espagnole a rappelé, au cours d'une conférence de presse, que le président Ghali a été admis dans un hôpital en Espagne pour "des raisons humanitaires".

"Quand ces raisons humanitaires prendront fin, M. Ghali quittera évidemment l'Espagne", a déclaré Arancha Gonzalez.

"Brahim Ghali est en convalescence en Espagne après s'être remis de la Covid-19", a indiqué mardi à l'APS l'ambassadeur de la République arabe sahraouie démocratique (RASD) à Alger, Abdelkader Taleb Omar.

Taleb Omar a affirmé que le Président Ghali n'a été destinataire d'aucune convocation pour une quelconque instruction en cours, soulignant que "l'acharnement sur la personne du président sahraoui s'inscrit dans le cadre d'une campagne médiatique menée par le Maroc visant à embrouiller la cause sahraouie".

Le régime du makhzen tente à travers la mobilisation de certaines plumes mercenaires à détourner l'attention sur



la cause sahraouie par les rumeurs et les mensonges, a précisé l'ambassadeur sahraoui, qui a démenti des informations infondées. De son côté, le représentant du Front Polisario en Espagne, Abdullah Arabi a démenti, dans une déclaration à l'APS, ce qui a été rapporté par les médias à propos de la prétendue convocation par la justice espagnole du Secrétaire

général du Front Polisario. Le Maroc mène une campagne de désinformation, dans le cadre de la guerre psychologique, d'une part, et une campagne de "provocation et de chantage" contre l'Espagne, d'autre part, afin d'influencer sa position sur la question sahraouie et d'amener Madrid à se rebeller contre la légalité internationale, a-t-il souligné. Des sources de la

Présidence sahraouie ont démenti, dans une déclaration à l'APS, la réception par le Président Ghali de toute convocation de la part de la justice espagnole, précisant qu'il s'agit d'une rumeur colportée par le régime du Makhzen en raison de son état de désespoir qui l'a amené à faire du chantage au gouvernement espagnol pour faire le choix entre lui et les Sahraouis".

## LIBYE

## Blinken réitère le soutien des Etats-Unis au gouvernement d'union nationale

Le Secrétaire d'Etat américain, Antony Blinken, a réitéré mardi le soutien des Etats-Unis au gouvernement d'union nationale libyen en vue d'organiser les élections générales à la date prévue et d'évacuer les mercenaires et forces étrangères de la Libye.

"Les Etats-Unis ont réitéré au cours des réunions des ministres des Affaires étrangères du G7 leur soutien au nouveau gouvernement libyen et sa position favorable au retrait immédiat des mercenaires et forces étrangères de la Libye", a indiqué M. Blinken sur son compte Twitter.

Il a ajouté que "son pays est aux côtés du peuple libyen en vue de trouver une solution politique au conflit". Le retrait des forces et

mercenaires étrangers de la Libye et l'organisation des élections générales à la date prévue, le 24 décembre, sont les priorités des nouvelles autorités libyennes.

Lundi, la chef de la diplomatie libyenne, Nadjla al-Mangouche a insisté auprès du ministre des Affaires étrangères turc, Mevlut Cavusoglu, en visite à Tripoli, sur la coopération de la Turquie pour évacuer les mercenaires et forces étrangères de la Libye.

"Nous appelons la Turquie à coopérer avec nous pour mettre fin à la présence de toutes les forces étrangères et des mercenaires afin de préserver la souveraineté" de la Libye, a déclaré Mme al-Mangouche, soulignant "l'importance de la contribution de la Turquie à

la cessation des combats et à la stabilisation du cessez-le-feu dans tout le pays".

Le service de renseignement américain a affirmé, lundi, dans son rapport annuel sur "les menaces mondiales", que "la situation sécuritaire en Libye risque de devenir incontrôlable à tout moment durant l'année 2021 en raison de la présence des forces et mercenaires étrangers", en dépit des "développements positifs qu'a connus la Libye sur les plans politique, économique et sécuritaire ces derniers mois".

Selon l'ONU, il y a en Libye quelque 20000 combattants entre forces étrangères et mercenaire et pas moins de 10 bases militaires étrangères.

## SAHEL

## L'UA condamne les attaques terroristes au Burkina-Faso, Mali et Niger

L'Union africaine (UA) a condamné fermement les attaques terroristes des derniers jours au Burkina Faso, Mali et Niger qui ont fait plusieurs morts, dans une déclaration publiée mardi.

Le président de la Commission de l'UA, Moussa Faki Mahamat, affirme avoir "appris avec

une grande consternation les attaques terroristes de ces derniers jours contre les populations civiles à l'Est du Burkina Faso et au Mali qui ont fait des dizaines de morts et contre les Forces de défense du Niger, dont 16 ont perdu la vie". M. Faki condamne avec "la dernière énergie"

ces "crimes lâches et odieux" et présente ses "sincères condoléances aux familles des victimes, aux peuples et aux gouvernements du Burkina Faso, du Mali et du Niger" tout en souhaitant prompt rétablissement aux blessés. Le président de la Commission de l'UA se "félicite des sacrifices

et des efforts soutenus consentis par ces pays pour venir à bout du terrorisme" et réaffirme la "détermination de l'Union africaine, en étroite collaboration avec la CEDEAO, le G5 Sahel et tous les partenaires du Sahel, à les accompagner dans ce combat courageux qu'ils mènent".

## FRANCE Marine Le Pen relaxée après la diffusion d'images violentes sur Twitter

La justice française a relaxé mardi la cheffe de l'extrême droite Marine Le Pen, poursuivie pour avoir diffusé en 2015 des photos d'exactions du groupe terroriste autoproclamé "Etat islamique" (EI/Daech), expliquant notamment son jugement par le respect de la liberté d'expression.

Le tribunal de Nanterre, près de Paris a, par ailleurs, reconnu "une vocation informative" dans la diffusion de ces images, laquelle "s'inscrit dans une démarche de protestation politique".

La diffusion "contribue au débat public" dès lors qu'elle ne "banalise pas" la violence.

La présidente du Rassemblement national (RN) était poursuivie pour diffusion de messages violents ou portant gravement atteinte à la dignité humaine, susceptibles d'être vus par un mineur.

Le parquet avait requis 5.000 euros d'amende.

Dans le viseur de l'accusation, des tweets publiés en décembre 2015, quelques semaines à peine après les attentats terroristes, revendiqués par le groupe EI, de Paris et Saint-Denis du 13 novembre 2015 (130 morts et des centaines de blessés).

Dans une France traumatisée par les attentats, Marine Le Pen avait relayé trois photos d'exactions du groupe terroriste, montrant un soldat syrien écrasé vivant sous les



chenilles d'un char, un pilote jordanien brûlé vif dans une cage et le corps décapité du journaliste américain James Foley, la tête posée sur le dos.

Elle y avait ajouté les mots: "Daesh, c'est ça!", en réponse au journaliste Jean-Jacques Bourdin qu'elle accusait d'avoir "comparé" le groupe Daech et l'extrême droite lors d'une émission.

Ces publications avaient immédiatement soulevé un

tollé au sein de la gauche - alors au gouvernement - comme de la droite, et au-delà du monde politique.

Mardi, le tribunal a considéré que la diffusion de ces images constituait une réponse "cohérente" de Mme Le Pen à "une attaque polémique". Par ailleurs, le tribunal a jugé que la diffusion ne revêtait "aucun caractère prosélyte" dès lors que les images étaient accompa-

gnées des commentaires "rég digés par les élus qui n'ont ainsi pas "banalisé" ou "présenté sous un jour favorable la violence". "C'est une grande victoire pour le droit car était en jeu dans ce dossier la liberté d'expression, cette liberté d'expression a été reconnue comme totale pour un responsable politique de premier rang", a déclaré à la presse Rodolphe Bosselut, conseil de Mme Le Pen.

## TOURISME L'Italie et le G20 oeuvrent pour la reprise du tourisme

L'Italie est prête à accueillir de nouveau les touristes, a déclaré mardi le Premier ministre Mario Draghi à l'issue d'une réunion du G20 qui a placé le tourisme et les voyages au centre de la reprise post-Covid. "Le monde veut voyager en Italie. L'Italie est prête à accueillir le monde", a-t-il affirmé lors d'une conférence de presse à l'issue de la réunion ministérielle du G20 à Rome sur le tourisme.

"Je n'ai aucune doute que le tourisme repartira aussi fort qu'avant voire encore plus fort qu'avant", a-t-il assuré, précisant qu'il devrait cependant être "plus durable et inclusif". M. Draghi a également promis des "règles claires et simples pour permettre aux touristes de revenir en Italie et voyager en sécurité", et notamment un passeport vaccinal national.

Concrètement, en attendant la mise en place du passeport européen annoncé par la Commission pour la mi-juin, "le

gouvernement italien a introduit un passeport vert national qui entrera en vigueur à partir de la deuxième quinzaine de mai" permettant de voyager dans toutes les régions, a-t-il expliqué.

Ce passeport sera délivré aux mêmes conditions que celui européen: avoir été vacciné ou avoir eu le Covid-19, test sérologique à l'appui, ou présenter un test négatif au virus.

Jusqu'au 15 mai, les touristes en provenance de l'UE doivent observer une quarantaine de 5 jours en Italie, ceux venant des autres pays une quarantaine de 10 jours.

La chute du nombre de touristes en Italie aura été vertigineuse en 2020: seulement 25,53 millions de visiteurs étrangers ont posé leurs valises dans la péninsule, contre 65,02 millions en 2019, soit une baisse de plus de 60%.

Les recettes liées au tourisme international se sont écroulées dans les mêmes proportions, passant à 17,45 mil-

liards d'euros, soit un manque à gagner de 26,85 milliards pour le secteur comparé à 2019. Les ministres du Tourisme du G20 ont adopté au cours de leur réunion les principales lignes directrices de la reprise dans ce secteur, notamment les voyages en sécurité, la transition numérique, les investissements et les infrastructures, un caractère inclusif et durable du point de vue environnemental.

"Le tourisme reste l'un des secteurs les plus durement touchés par la pandémie de Covid-19", avec une baisse de 73% des arrivées de touristes internationaux dans le monde en 2020 et "des répercussions sans précédent" notamment sur les petites et moyennes entreprises, ont-ils noté dans un communiqué. Avec près de 62 millions d'emplois perdus dans le secteur du voyage au niveau mondial, "les perspectives restent très incertaines", jugent les ministres.

## RUSSIE-ETATS UNIS Joe Biden espère rencontrer Vladimir Poutine en juin

Le président américain Joe Biden a déclaré mardi qu'il espérait rencontrer le président russe Vladimir Poutine lors de son voyage en Europe en juin.

"C'est ce que j'espère et ce que j'attends. Nous y travaillons", a déclaré M. Biden aux journalistes sur une question pour savoir s'il prévoyait de rencontrer M. Poutine lors de son prochain voyage en Europe, sa première visite à l'étranger depuis son entrée en fonction en janvier.

Joe Biden participera au sommet du Groupe des Sept (G7) qui aura lieu en Cornouailles, au Royaume-Uni, du 11 au 13 juin, ainsi qu'à des réunions bilatérales avec les dirigeants des membres du G7. Il se rendra ensuite dans la capitale belge Bruxelles pour participer au sommet de l'OTAN le 14 juin.

Le président américain avait proposé un sommet avec son homologue russe en Europe cet été pour aborder une série de questions bilatérales.

Les médias américains avaient quant à eux rapporté plus tôt que la Maison Blanche était en train de finaliser les détails du sommet. Les relations entre Washington et Moscou ont été tendues ces dernières années, les deux pays étant profondément divisés sur l'Ukraine et les questions de cybersécurité et s'accusant mutuellement d'ingérence politique au niveau national.

## NICARAGUA Le président Ortega prend le contrôle du tribunal électoral

Le Parlement nicaraguayen, dominé par les partisans du président Daniel Ortega, a approuvé mardi la composition du nouveau Conseil Suprême électoral (CSE) constitué de magistrats favorables au gouvernement, dans la perspective des élections générales de novembre où le chef de l'Etat devrait briguer un quatrième mandat consécutif.

Six des sept magistrats du tribunal électoral, nommés pour cinq ans, ont été désignés sur proposition du Front sandiniste (FSLN), le parti gouvernemental qui compte 70 des 91 députés du Parlement monocaméral.

Le septième avait été proposé par le Parti Conservateur, a indiqué le président du Parlement, Gustavo Porras.

Le président Ortega, un ancien guérillero âgé de 75 ans, a dirigé le pays après l'arrivée au pouvoir des sandinistes en 1979, jusqu'à leur défaite électorale en 1990.

Élu à la présidence en 2007, il a été ré-élu en 2011 et 2016 à la faveur d'une réforme constitutionnelle lui permettant de briguer de nouveaux mandats.

La nomination de ce nouveau CSE va à l'encontre de la communauté internationale, et notamment des Etats-Unis et de l'Organisation des Etats Américains (OEA), qui demandaient au Nicaragua de renouveler le tribunal électoral avec des juges indépendants et de réformer son système électoral pour garantir des élections transparentes en novembre.

Les élections législatives et présidentielles nicaraguayennes sont prévues pour le 7 novembre prochain, plus de trois ans après la répression sanglante de manifestations réclamant le départ du président Ortega et de son épouse.

APS

## ESPAGNE Pablo Iglesias annonce son retrait de la politique après la déroute de la gauche à Madrid



Pablo Iglesias, le leader du parti de gauche radicale Podemos, partenaire du Parti

socialiste au sein de la coalition au pouvoir en Espagne, a annoncé son retrait de la

vie politique après la déroute de la gauche aux élections régionales mardi à Madrid. Nous avons échoué", a-t-il affirmé devant un groupe de militants de son parti, disant avoir l'impression d'être "le bouc émissaire qui mobilise les sentiments les plus obscurs, les plus contraires à la démocratie". "Je crois qu'il est évident qu'aujourd'hui (...) je ne contribue pas à rassembler", a poursuivi M. Iglesias, 42 ans, fondateur et jusqu'alors chef de file de Podemos. Pour cette raison, a-

t-il ajouté, "j'abandonne toutes mes fonctions. Je quitte la politique dans le sens de politique partisane, politique institutionnelle", afin de ne pas être "un obstacle à une rénovation de la direction qui doit se produire dans notre force politique". M. Iglesias a également qualifié de "tragédie" le triomphe du Parti populaire (PP, droite conservatrice), qu'il a décrit comme "la droite trumpiste", du nom de l'ancien président américain Donald Trump, et le bon score du parti d'extrême-droite Vox.

## FESTIVAL NATIONAL DE LA CALLIGRAPHIE ARABE

### Ouverture de l'édition 2021 à Alger

L'édition 2021 du Festival culturel national de la calligraphie arabe s'est ouverte, mardi au Palais de la culture Moufidi Zakaria avec la participation de 40 calligraphes des différentes wilayas du pays.

L'exposition a porté sur une collection de toiles calligraphiques qui reflètent les talents des calligraphes algériens et la créativité artistique arabe et islamique dans la calligraphie dans ses volets traditionnel et moderne. Illustrant l'ancienneté de cet art et ses techniques diverses en terme de forme et de contenu, les calligraphes ont mis en exergue la diversité et les différences caractérisant la calligraphie arabe. Ont pris part à cette édition les calligraphes Mohamed Lamine Bentorkia, Bennai Mohamed Saïd, Doukh Abdelghani, Benchabane Zoheir, Boudraf Mohamed, Samri Yacine et Khethir Omar ainsi que d'autres venus des différentes wilayas du pays, de M'sila, Médéa, Oum El Bouaghi et Jijel.

Dans une allocution à cette occasion, le Secrétaire général du ministère de la Culture et des Arts, Zoheir Bellalou a affirmé que le festival de la calligraphie demeure "un acquis" d'épuis 2007 et un lieu de rencontre pour les artistes algériens et étrangers.

Le même responsable a rassuré que le ministère de la Culture encouragera toujours cet événement qui célèbre un art ancien, mettant en avant la nécessité



de soutenir la formation dans la calligraphie dans ses volets classique et moderne. Appelant à créer un marché dédié à la calligraphie et à faire la promotion des calligraphes et de leurs œuvres à travers les plateformes numériques, le SG du ministère a rappelé le lancement récent de la plateforme numérique "Lawhati" consacrée à l'exposition et à la vente des œuvres d'art. Le commissaire du Festival, Mohamed Sa-

fer Bati a, de son côté, déclaré que depuis la dernière décennie, la calligraphie en Algérie connaît "une dynamique" à la faveur de l'organisation de plusieurs activités dont les journées nationales de la calligraphie à Biskra et le festival international de la calligraphie arabe, des miniatures et des arts décoratifs. Présents à la cérémonie d'ouverture, outre les calligraphes, des cadres du ministère de la Culture et des Arts et des membres du corps diplomatique accrédité en Algérie.

Les festivités du Festival culturel national de la calligraphie arabe se poursuivent jusqu'au 8 mai avec au programme, des conférences et des ateliers ouverts animés par des artistes éminents dans la calligraphie arabe.

## CINEMA

### L'Italie rétablit l'obligation de sortie en salle des films italiens subventionnés

L'Italie a rétabli l'obligation de sortie en salle des films italiens bénéficiant de financements publics, qui devront attendre ensuite trente jours avant une diffusion sur une plateforme privée de streaming ou sur une télévision.

"Dans cette phase de reprise, il est fondamental de soutenir les salles de cinéma et en même temps de rééquilibrer les règles pour éviter que le cinéma italien ne soit pénalisé rapport au cinéma international", estime le ministre italien de la Culture Dario Franceschini, dans un communiqué diffusé samedi sur son site internet.

Le nouveau décret concède aux producteurs de cinéma la validité d'accords spécifiques déjà signés avant le 2 mai 2021 avec des plateformes privées de diffusion, alors que les salles de cinéma étaient fermées.

L'obligation de sortie préalable en salle des films subventionnés avait été temporairement suspendue à cause de l'épidémie du coronavirus. Les salles de cinéma ont toutefois pu rouvrir en Italie depuis une semaine.

APS

## ETAT DE SANTÉ DE L'ARTISTE SALAH AOUGROUT

### Ministère de la Santé : "les démarches engagées pour une prise en charge totale"

Le ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière a engagé, mardi, les démarches nécessaires pour une prise en charge sanitaire "totale" de l'artiste Salah Aougrou, à l'issue de la visite que lui a rendu le premier responsable du secteur, Abderrahmane Benbouzid sur injonction du Président de la République, a indiqué un communiqué du ministère. "Sur injonction du Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, le ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, Pr Abderrahmane

Benbouzid a rendu visite, mardi, à l'artiste Salah Aougrou pour s'enquérir de son état de santé", lit-on dans le communiqué. Le ministre a promis la prise en charge sanitaire, dans les plus délais, de l'artiste Salah Aougrou, a indiqué la même source, précisant que "les démarches nécessaires ont été engagées pour lui assurer une prise en charge totale". Ces dernières années, Salah Aougrou s'est distingué sur la scène artistique algérienne et a acquis une grande renommée grâce à son talent et ses performances remarquables.

## THÉÂTRE

### Tlemcen : la pièce "Babor El Wahm" emballe le public

La pièce théâtrale "Babor El Wahm" (le bateau des illusions) a emballé le très nombreux public du palais de la culture "Abdelkrim Dali" de Tlemcen. Cette œuvre, présentée le week-end dernier, aborde le thème du phénomène de la Harga, sur un ton humoristique judicieusement développé par le duo de comédiens Diboune Benamar et Salim Mokrani.

Cette pièce, écrite par Mourad Yahla, président de l'association locale "Afrah El Masrah", créée au début des années 90, a abordé le phénomène très sensible de la Harga. Le texte, déjà joué sur les planches au début des années 2000, a été remodelé et rejoué par la troupe de l'association, eu égard à l'importance du thème abordé qui reste toujours d'actualité, a in-

diqué son auteur. Interprétée admirablement par les talentueux Salim Mokrani et Diboune Benamar, la pièce retrace les péripéties de deux jeunes, l'un universitaire et l'autre analphabète, mais tous les deux chômeurs et sans domicile fixe qui tentent de traverser clandestinement la mer pour atteindre l'Éldorado.

Les deux personnages se rencontrent par hasard dans la rue. Très affectés par la dureté de la vie, n'ayant ni emploi et ni toit, les deux jeunes chercheront désespérément à sortir de cette situation pas du tout enviable.

Ayant appris qu'un bateau est sur le point de quitter l'Algérie pour l'étranger, les deux jeunes décident alors de tenter leurs chances pour embarquer clandestinement.

Toutefois, ils se trompent de bateau et montent à bord d'un chalutier.

L'embarcation, après avoir sillonné la mer, retourne au port. Au lieu de l'Éldorado tant rêvé, les deux claudos se retrouvent au port d'Oran, après avoir pris le départ du port de Ghazaouet. Après avoir vécu des situations difficiles sur le bateau et ayant vécu les dangers de la mer, les deux "malheureux" sont heureux d'avoir regagné la terre ferme et retrouvé le pays.

L'association "Afrah El Masrah" est l'une des plus actives dans le domaine du théâtre dans la wilaya de Tlemcen.

Le trio d'artistes composant son noyau notamment Diboune Benamar, Salim Mokrani et Yahla Mourad, ont reçu plusieurs distinctions nationales et internationales.

## PUBLICITÉ

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTERE DE L'HABITAT , DE L'URBANISME ET DE LA VILLE

DIRECTION DE L'URBANISME, DE L'ARCHITECTURE ET DE LA CONSTRUCTION

DE LA WILAYA DE CHLEF

Boulevard des martyrs siege des trois directions chlef

NIF 099802019121723

N°1108/2021

## - MISE EN DEMEURE N°01 -

Objet : Résiliation unilatérale.

L'entreprise EURL STRAPHYD ayant dont le siège social sis à : Hay Emir AEK ilot El Mustakbal II N° 75 Bir El Djir- Oran , titulaire du Marché N°31 du 07/04/2021 visa N°180 du 29/03/2021 d'un montant 17 995 624,23 DA et un ODS N°01 du 07/04/2021 sous le N°20/2021, le numéro d'identification fiscale Nif 001431011444230 relatif aux travaux de réalisation des murs de soutènement pour le lot N° 01 : 100 /3000 LPL à Dahra / Chlef est mise en demeure pour entamer les travaux et approvisionner le chantier en moyens humains et matériels dans un délai de 08 jours à partir de la première parution de la présente mise en demeure dans la presse nationale.

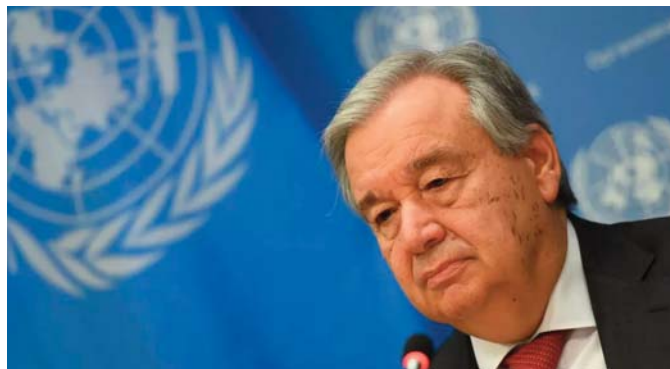
Faute de quoi, une résiliation sera prononcée au tort exclusif envers

l'entreprise, conformément à la réglementation en vigueur.



## ONU-SCIENCE ET TECHNOLOGIE Guterres appelle à des efforts concertés pour mettre la science et la technologie au service de tous

Le secrétaire général des Nations Unies, Antonio Guterres, a appelé mardi à des efforts concertés pour mettre la science et la technologie au service de tous.



"Il est essentiel que nous travaillions ensemble - par-delà les frontières, les secteurs et les disciplines - pour que la science et la technologie bénéficient à tous", a estimé le chef de l'ONU au Forum multipartite sur la science, la technologie et l'innovation pour les Objectifs de développement durable (ODD), une réunion virtuelle de deux jours convoquée par le Conseil économique et social de l'ONU (ECOSOC).

Dans ses remarques au forum, le secrétaire général a souligné comment la pandémie de COVID-19 avait révélé l'importance de la science, de la technologie et de l'innovation

pour le bien-être et la survie de l'homme, ainsi que la nécessité d'une plus grande coopération mondiale. Sa déclaration a été prononcée par Maria Francesca Spatolisano, sous-secrétaire générale à la coordination des politiques et aux affaires interorganisations au Département des affaires économiques et sociales de l'ONU. En ce qui concerne la pandémie, M. Guterres a dit que non seulement des vaccins avaient été mis au point en un temps record, mais que la crise avait également accru l'innovation dans les médicaments et les technologies de communication numérique. Parallèlement, les

découvertes et les collaborations scientifiques se sont accélérées et de nouveaux moyens de fournir des services ont proliféré. M. Guterres a estimé que ces progrès étaient prometteurs pour limiter le dérèglement climatique, réduire les inégalités et "mettre fin à notre guerre contre la nature." Toutefois, il a noté que des milliards de personnes dans le monde restaient largement exclues des avantages de la révolution de l'information et des technologies, et que la pandémie n'avait fait qu'exacerber les fractures technologiques existantes.

## ANGLETERRE - RACISME - INTERNET La fédération anglaise de football appelle à légiférer "rapidement" contre les insultes en ligne

La Fédération anglaise de football (FA) a appelé le gouvernement à légiférer sans tarder pour obliger les réseaux sociaux à agir contre les insultes en ligne après quatre jours de boycott par les clubs, les instances et les joueurs.

Plusieurs d'entre eux, comme Marcus Rashford (Manchester United) et Reece James (Chelsea), ont été la cible d'insultes sur les réseaux sociaux ces derniers mois.

La Fédération anglaise de football, les clubs de la Premier League, de la deuxième division et de la Super Ligue féminine, mais aussi des organisations représentant les joueurs, les arbitres et les coaches, rejoints par la suite par d'autres sports comme le rugby ou le cricket, avaient décidé de ne pas alimenter leurs comptes sur les réseaux sociaux du vendredi 30 avril jusqu'au lundi 3 mai.

Dans un communiqué, la FA a affirmé que cette initiative "démontrait notre colère collective mais ne suffira pas à éliminer les insultes". "Nous allons continuer de demander aux propriétaires des réseaux sociaux de modifier le fonctionnement de leurs plateformes, aux gouvernements d'introduire rapidement une législation forte et de demander que les gens dénoncent et informent sur les insultes en ligne quand ils les constatent".

Le gouvernement britannique avait annoncé en décembre dernier un projet de loi sur "la sûreté en ligne" qui devait "établir une référence mondiale en matière de sûreté en ligne, avec l'approche la plus exhaustive en termes de régulation en ligne".

Jeudi dernier, dans un billet publié par The Sun, le ministre du Numérique, des Médias, de la Culture et des Sports, Oliver Dowden, s'était engagé à ce que l'examen parlementaire de la loi débute "rapidement", mais cela signifie qu'elle n'entrera très probablement pas en vigueur avant 2022.

Le texte prévoira des amendes pouvant atteindre 10% du chiffre d'affaires mondial, ou le blocage des sites, "par exemple s'ils échouent à supprimer des insultes racistes". "Nous demandons maintenant à Facebook, Instagram et Twitter d'utiliser leur pouvoir pour changer les choses et s'assurer qu'il y a de véritables sanctions pour la haine en ligne", a donc ajouté la fédération anglaise. "Nous invitons ces réseaux sociaux à répondre à nos demandes". Dans un tweet, le club de Manchester United a affirmé que "le boycott est fini. Mais notre tâche d'éliminer toute forme de discrimination ne l'est pas".

APS

### PUBLICITÉ

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE POPULAIRE  
WILAYA DE TAMANRASSET  
DIRECTION DE LA PROTECTION CIVILE  
NIF: 40800 2002 011 042

## AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERTE AVEC EXIGENCE DE CAPACITE MINIMALES POUR LA DEUXIEME FOIS N°: 03 /DPC/SAL/2021

La Direction de la Protection Civile de la Wilaya de Tamanrasset, lance pour la deuxième fois un avis d'appel d'offres national Ouverte Avec Exigence de Capacité Minimales pour la Réalisation d'une Unité Secondaire de La Protection Civile A Tazrouk:

\* Lot N° 08: D'UN CHAUFFAGE CENTRAL

Les entreprises qualifie en bâtiment ( principal ou secondaire ) catégorie deux ( II ) ou plus, et spécialisée dans le domaine de (chauffage), ayant les codes : (335/3521 – 335 /3522 – 333/3321 – 333/3327-333/3328), intéressées par le présent appel d'offres peuvent retirer le cahier des charges auprès du bureau des études techniques B.E.TEC Siège Social centre ville Tamanrasset contre un reçu de paiement de 1000,00 DA non remboursable libellé au non du trésor de Tamanrasset ( compte N°201.007 ).  
**Conditions éligibilité et élimination :**

- **Conditions éligibilité**

\* En matière de qualification Les entreprises ou sociétés doivent présenter une qualification en bâtiment (principal ou secondaire) Catégorie deux (II) ou plus, ayant le code chauffage : (335/3521 – 335 /3522 – 333/3321 – 333/3327 – 333/3328).

Conformément à l'article N° 75 du décret présidentiel n° 15-247 du 16 Septembre 2015

Portant réglementation des marchés public et de la délégation de service public.

- **Conditions élimination :**

\* En matière de références professionnelles Les entreprises ou sociétés doivent Avoir réalisé durant les 05 dernières années au moins un Projets de chauffage central (attestation de bonne exécution délivrée par un maître d'ouvrages public à l'appui).

\* Les entreprises ou sociétés qui présentent un délai de fourniture et installation supérieurs à 03 mois leurs offres seront rejetées.

\* Les entreprises ou sociétés qui présentent un délai de garantie inférieure à 24 mois leurs offres seront rejetées.

Les offres doivent être accompagnées des pièces suivantes:

**1 / Le dossier de Candidature (Enveloppe A)**

- Une déclaration de probité paraphées et signées;
- Une déclaration de candidature paraphées et signées;
- Les statuts pour les sociétés;
- Les documents relatifs aux pouvoirs habilitant les personnes à engager l'entreprise;
- Capacités professionnelles : Registre de commerce ou qualification;
- Capacités financières : moyens financiers justifiés par les bilans et les références bancaires
- Capacités techniques :
  - moyens humains justifie part (mis à jour (CNAS) et/ou l'affiliation du personnel déclaré à la CNAS;
  - moyens matériels justifiés par (Cartes grise ou récépissé de circulation en cours de validité) + assurance, pour matériel roulant),

- références professionnelles

**2 / L'offre technique (Enveloppe B)**

- Une déclaration à souscrire paraphées et signées;
- Un mémoire technique justificatif;
- Le planning général de fourniture et installation;
- Le cahier des charges portant à la dernière page, la mention manuscrite « lu et accepté »

**3 / L'offre financière (Enveloppe C)**

- La lettre de soumission ;
- Le bordereau des prix unitaires (BPU) ;
- Le détail quantitatif et estimatif (DQE)

Les trois enveloppes seront placées dans une enveloppe extérieure anonyme qui portera de façon apparente que l'inscription suivante:

Avis d'appel d'offres national ouvert avec exigence de capacité minimales n° /2021

Réalisation D'une unité secondaire de la protection civile à Tazrouk

Lot N°08 : fourniture et installation d'un chauffage central

« A ne pas ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres »

La durée de préparation des offres est fixer à (15) jours à partir de la première parution de l'avis dans les journaux nationaux et le BCMOP, La date de dépôt des offres est fixer à la dernier jour de préparation des offres jusque (13H30) , au siège de la direction de la protection civile de la wilaya de Tamanrasset, sis cité

EL-wiam Tamanrasset.

Si ce jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal, la durée de préparation des offres est prorogée jusqu'au jour ouvrable suivant.

Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant une durée de (90) jours augmentée par le délai de préparation des offres.

L'ouverture des plis sera en séance public au siège de la direction de la protection civile de la wilaya de Tamanrasset, le jour de dépôt des offres à (14H 00). Les soumissionnaires sont invités à assister à la séance d'ouverture des plis.



Mots fléchés géants de force 1 à 3 n°1409

enseignerai la lecture plus tard	chagrins renvoi après Pâques	sans détour bramera	bas de la carte	plante à balai éprouve	produit de pontes groupes d'atomes	abominable négarion
parler à Dieu			délacer revue des vitrines	libre-service		préviendra du danger
taquinées				simule		actinium en chimie orientale
révolutionnaire ceinture japonaise		particule			instruit	
résumé de litanie unité de bûcheron		imaginant	délicate			
			emprunteras (s')			esclavage
			service postal		compulsera	
			direction		fonder	
poisson-épée	désir impérieux à air comprimé				très satisfait fruit rouge	
				classes sociales		
				fournies		
blanchies en hiver outil de maçon					longue période endommagées	
			à côté			c'est l'arçon
			possessif			
l'or du chimiste auréole-rais		qirouettes d'aviateur	hôtel de ville administré			
						valeur
					mot de bébé tétu	il vaut 3,1416
						tuile
longueurs de tissu	nid d'aigle fautes d'imprimeur		classes sportives			
			élargir			
				bien installé cavalier du désert		
ville de carnaval		germandrées fin de verbe				symbole du génon article de bazar
épaillard			ambitionne désigné en votant		boissons de bocal	
						atome électrisé
différents				terre australe disque optique		
déduite						
		fiqnolée				rappor-teur de raqots
vraiment trop fort						

Solution

**Sudoku n°2709**

4	7	8	6	9	2	1	6	3
6	9	2	1	3	7	8	4	5
3	1	5	8	4	6	2	7	9
8	5	1	9	6	3	7	2	4
7	2	3	4	5	8	9	1	6
9	4	6	2	7	1	5	3	8
1	6	7	3	8	9	4	5	2
6	3	9	7	2	4	6	8	1
2	8	4	6	1	5	3	9	7
8	2	6	9	3	4	7	1	5
7	4	3	5	1	6	2	9	8
1	6	9	2	8	7	4	5	3
4	9	3	1	5	7	2	6	8
7	5	6	8	2	9	1	4	3
2	1	8	3	6	4	9	5	7
6	3	4	2	9	5	7	8	1
5	8	9	4	7	1	3	2	6
1	7	2	6	3	8	5	9	4
8	2	6	9	3	4	7	1	5
7	4	3	5	1	6	2	9	8
1	6	9	2	8	7	4	5	3
4	9	3	1	5	7	2	6	8
7	5	6	8	2	9	1	4	3
2	1	8	3	6	4	9	5	7
6	3	4	2	9	5	7	8	1
5	8	9	4	7	1	3	2	6
1	7	2	6	3	8	5	9	4
8	2	6	9	3	4	7	1	5
7	4	3	5	1	6	2	9	8
1	6	9	2	8	7	4	5	3
4	9	3	1	5	7	2	6	8
7	5	6	8	2	9	1	4	3
2	1	8	3	6	4	9	5	7
6	3	4	2	9	5	7	8	1
5	8	9	4	7	1	3	2	6
1	7	2	6	3	8	5	9	4
8	2	6	9	3	4	7	1	5
7	4	3	5	1	6	2	9	8
1	6	9	2	8	7	4	5	3

Mots Croisés n°2709

	A	B	C	D	E	F	G	H	I	J	K	L
1	C	A	M	E	R	L	I	N	G	U	E	S
2	E	V	A	C	U	E	R	A	I	S		I
3	R	E	L	A	T	A		V	R	A	I	S
4	A	N	A	R		R	A	I	L		L	E
5	M	A	N	T	E		A	G		P	I	S
6	I	N	D	E	S	I	R	A	B	L	E	
7	S	T	R	E	S	S	B	A	I	N	S	
8		I	S	A	B	E	L	L	E		O	
9	E	O	N		Y	A	L	E		N	O	N
10	S	O	S	I	E		U	S	I	T	E	S

Grille géante n°1409

•	A	•	P	•	D	•	S	•	G	•	O	•	A
•	U	•	L	•	T	•	R	•	I	•	N	•	E
•	C	•	H	•	R	•	I	•	N	•	E	•	E
•	O	•	B	•	A	•	N	•	I	•	C	•	H
•	S	•	E	•	T	•	E	•	R	•	E	•	S
•	I	•	E	•	S	•	P	•	I	•	N	•	E
•	B	•	R	•	A	•	U	•	M	•	B	•	A
•	M	•	E	•	T	•	R	•	I	•	N	•	E
•	O	•	R	•	R	•	I	•	C	•	H	•	E
•	A	•	T	•	E	•	S	•	O	•	U	•	R
•	A	•	S	•	S	•	O	•	L	•	E	•	S

## NBA Westbrook, Curry et Randle, super-héros Marvel d'un soir

En partenariat avec Marvel, les stars de la NBA arboraient lundi des habits de super-héros: Russell Westbrook celui d'"Iron Man", Stephen Curry de "Mr Fantastic" et Julius Randle de "Black Panther" pour faire gagner respectivement Washington, Golden State et New York.

Pour l'occasion, la retransmission télévisée des matches s'est parée d'un habillage comics. Une fumée dessinait parfois la trajectoire d'un shoot à longue distance, des logos surgissaient à chaque panier spectaculaire marqué - tel le "A fléché" des "Avengers" - et les prénoms des joueurs s'incrustaient dans un rectangle blanc comme dans une BD. Joel Embiid était dans un soir moyen (13 pts, 10 rbd), mais l'union a fait la force du côté de Philadelphie pour s'imposer face à Chicago (106-94) et conserver la tête à l'Est devant Brooklyn.

Les Knicks ont aligné une 12e victoire en 13 matches sur le parquet des Grizzlies (118-104) pour conforter leur 4e place à l'Est. Une fois de plus, ce succès a porté la grille de leur "Black Panther" Julius Randle (28 pts, 6 rbd, 6 passes), qui a trouvé un soutien précieux en son "Daredevil" Derrick Rose, très affûté en sortie de banc (25 pts, à 11/15 aux tirs). Quant à la redoutable défense, elle a attrapé dans ses filets le jeune "Spiderman" de Memphis (9e à l'Ouest), Ja Morant (8 pts, réduit à 2/13). New York devance Atlanta (5e) qui a battu Portland (123-114), grâce à son shooteur italien Danilo Gallinari, qui a décoché, tel "Hawkeye", des flèches vénéneuses (28 pts, 7/10 derrière l'arc), et à son "Ant-Man" Trae Young qui s'est encore faufilé partout (21 pts, 11 passes). Non content d'enchaîner les triples-doubles - il en est à 32 cette saison, le 178e de sa carrière à trois du record historique d'Oscar Robertson - Westbrook, "Iron Man" a tout fait de Washington, se prend d'en réaliser des très rares, en témoigne celui réussi contre Indiana (14 pts, 24 passes, 21 rbd) qui a largement contribué à la victoire (154-141).

C'est la 3e fois dans l'histoire de la ligue qu'est réussi un "TD" avec un minimum de 20 passes et 20 rebonds. Le légendaire Wilt Chamberlain fut le premier à y parvenir, "RussWest" l'aura fait deux fois. Des statistiques folles, qui l'assurent à 7 matches de la fin de la saison régulière, même s'il venait à ne pas les jouer, de la finir en triple double de moyenne. Et ce pour la 4e fois sur les cinq derniers exercices.

À ses côtés, le Japonais Rui "Ronin" Hachimura (27 pts) et Bradley "Spiderman" Beal (26 pts) ont été de précieux relais offensifs dans ce duel important dans la lutte pour les barrages, les Wizards (10e) se rapprochant à une demi-victoire des Pacers, dont la défense poreuse a rendu vains les efforts de Domantas Sabonis (32 pts, 20 rbd, 9 passes) et Caris LeVert (33 pts).

À l'Ouest un nouveau type de confrontation opposait La Nouvelle-Orléans (11e), qui se bat pour finir barragiste, à Golden State (8e), soucieux d'y assurer sa présence. Et ce sont les Warriors qui l'ont emporté avec autorité (123-108).

Un succès dû à Curry, son inévitable "Mr Fantastic", qui a dépassé pour la 9e fois cette saison la barre des quarante points (41, 8 passes), bien aidé par Draymond Green, généreux dans l'effort comme "Captain America" avec un triple-double à la clé (10 pts, 15 passes, 13 rbd).

Côté Pelicans, le jeune Zion Williamson a comme souvent été fort comme "Hulk", mais sans suffisamment se mettre en colère pour tout écraser sur son passage (32 pts, 8 rbd).

APS

## JO-2020 Neuf gouverneurs opposés à la tenue des Jeux

Neuf des 47 gouverneurs de préfecture au Japon ont estimé que les Jeux olympiques (23 juillet-8 août 2021) et Paralympiques (24 août-5 septembre 2021), devraient être annulés ou reportés, a révélé, mercredi le résultat d'un sondage réalisé par le quotidien Mainichi Shimbun.

Les provinces de Shizuoka, Yamanashi et Saitama n'ont pas caché leur scepticisme quant à la tenue des joutes nipponnes. "Nous fournissons le plus grand nombre de sites après Tokyo. Tout en faisant de notre mieux pour préparer des événements sûrs et sécurisés, nous devons garder un oeil sur la situation et prendre une décision calmement", a indiqué Motohiro Ono, gouverneur de Saitama, préfecture où les athlètes paralympiques algériens prévoient d'effectuer leur stage pré-compétitif.

La préfecture de Saitama doit recevoir les épreuves de golf, basket-ball, tir et football



aux JO. Même réserve formulée par Heita Kawakatsu, gouverneur de Shizuoka, où doivent se tenir certaines épreuves de cyclisme. " Si les infections continuent de se propager et qu'il devient évident pour tous que la tenue des Jeux est im-

possible, nous n'aurons pas d'autre choix que d'annuler ou de reporter".

De son côté, Shinji Hirai, gouverneur de la préfecture de Totтори où le taux d'infection au Covid-19 est le deuxième plus bas du Japon, a estimé que "promouvoir la paix mondiale par le sport est important, mais la priorité est que toutes les nations coopèrent et maîtrisent cette pandémie".

Les Olympiades seront accueillies dans la baie de Tokyo et ses environs. Un total de 33 sports olympiques et 22 sports paralympiques seront disputés par près de 11 000 athlètes pour les deux événements.

## Les athlètes étrangers s'offrent un avant-goût des Jeux

Les athlètes étrangers ont eu l'opportunité, pour la première fois depuis la reprise, le mois dernier à Tokyo, des épreuves pré-olympiques, de disputer une compétition au Japon, s'offrant un avant-goût des Jeux olympiques qui auront lieu du 23 juillet au 8 août 2021, ont écrit lundi des médias locaux. Le plongeon et le volley-ball ont essuyé les platres du dispositif sanitaire préparé par les organisateurs japonais et l'athlétisme suivra pendant la semaine. Au programme, une étape de la Coupe du Monde de plongeon, qualificative pour les Jeux de Tokyo, et un match amical de volley-ball entre le Japon et la Chine. Pour le plongeon, les Japonais ont vu grand. Initialement prévue au mois d'avril, puis reportée du 1er au 6 mai, l'étape de la Coupe du Monde a rassemblé environ 225 athlètes, issus de 50 pays, au futur centre aquatique olympique. En raison d'une nouvelle vague de la pandémie de COVID-19, dans une capitale japonaise placée en situation d'état d'urgence, l'Australie a annulé la participation de son équipe de plongeon, abandonnant ainsi ses chances d'être représentée aux JO dans toutes les épreuves de la discipline.

Pour l'occasion, les organisateurs japonais n'ont pas seulement testé le site

de compétition, le dispositif olympique et le protocole, comme pour un test-event habituel, mais surtout vérifié la pertinence de leurs mesures sanitaires. Du coup, tous les compétiteurs sont soumis à des tests quotidiens et un suivi de leur état de santé au cours des 14 jours précédant leur départ pour le Japon. Un test PCR négatif au moins 72 heures avant leur arrivée était requis. Un contrôle supplémentaire a été réalisé à leur sortie de l'avion, avant de quitter l'aéroport.

" Nous ne sommes pas autorisés à sortir de nos chambres, où nous devons rester en permanence à l'exception des moments à la piscine. Aucune sortie en extérieur, pas la moindre interaction humaine. Pas facile à vivre. Mais il est important que tout se passe bien", a indiqué l'Américaine Sarah Bacon, interrogée par les médias derrière une paroi vitrée. Comme l'Allemand Patrick Hausding qui n'a pas caché sa frustration de ne pas avoir eu l'opportunité de visiter Tokyo. Il n'en aura sans doute pas plus l'occasion dans moins de trois mois au moment des Jeux olympiques. À l'échauffement de l'épreuve préliminaire, samedi, les officiels de la compétition ont été contraints de hausser le ton pour rappeler les plongeurs à l'ordre. Ils se tenaient

trop près les uns des autres, au pied du tremplin à 3 mètres, sans respect des règles de distanciation.

Dispositif moins lourd pour la rencontre de volley-ball entre le Japon et la Chine, disputée à l'Ariake Arena de Tokyo. Mais les joueurs chinois ont été soumis aux mêmes contraintes sanitaires. Ils n'ont pas pu quitter leur bulle. " Dès notre arrivée au Japon, tout a été pris en charge par les organisateurs, notamment les repas et l'hébergement. Je me suis senti en parfaite sécurité", a expliqué le capitaine de l'équipe chinoise, Guo Cheng. Le prochain test sera l'athlétisme où six athlètes étrangers seulement, participeront au semi-marathon de Sapporo, prévu mercredi dans la préfecture d'Hokkaido. Parmi eux, le Néerlandais Bart van Nunen et l'Allemand Katharina Steinruck, tous deux qualifiés pour le marathon des Jeux de Tokyo. Tous les coureurs étrangers engagés sont déjà présents à Sapporo. Eux aussi sont testés à un rythme quotidien. L'événement a été intégré à la liste des épreuves pré-olympiques. Il devait initialement être organisé dans le cadre d'un festival de la course sur route, mais les organisateurs ont dû revoir leur dispositif à la baisse, annulant les épreuves de masse.

## Les infirmières japonaises vent debout contre les Jeux de Tokyo

Plusieurs infirmières japonaises ont exprimé sans nuance leur hostilité au projet du Comité d'organisation des Jeux olympiques de Tokyo, de recruter 500 infirmières pour la période des joutes, affirmant ne pas être des "pions jetables" qui peuvent être déplacés pour un événement "non essentiel".

Cette réaction des infirmières japonaises est un nouvel obstacle qui se dresse sur la route des organisateurs, selon les médias locaux, à 84 jours de la cérémonie d'ouverture, et leurs efforts pour lutter contre la propagation du virus pourraient bien être perturbés par une absence de bras et de ressources.

Le directeur général du comité d'organisation, Toshiro Muto avait mis les formes, en expliquant qu'il serait important de "trouver une solution réaliste pour garantir la présence" d'environ 500 infirmières afin d'assurer la sûreté des Jeux de Tokyo. Il avait, surtout précisé que les besoins

de l'événement en personnel médical ne devraient en aucun cas conduire à détériorer le niveau de service au sein des communautés locales. " Nous allons devoir trouver un moyen de coexister", avait expliqué Toshiro Muto, suggérant que la solution pourrait passer par la "flexibilité des heures de travail et des équipes".

Selon la presse, le fait d'accueillir plusieurs dizaines de milliers de visiteurs étrangers - athlètes, entraîneurs, médias, officiels, partenaires - présente des risques sanitaires réels et sérieux, ce qui a rendu légitime que le comité d'organisation souhaite s'entourer d'un personnel médical important. Mais l'annonce de Toshiro Muto intervient à un moment très délicat dans la crise sanitaire au Japon, avec un nombre de cas quotidiens en forte hausse, et un système de santé au bord de la rupture. A Okinawa, 77 infirmières de l'hôpital d'Urasoe ont démissionné au cours des douze derniers

mois, contre une embauche de seulement 35 recrues dans le même temps, à un moment aussi où l'Université de médecine des femmes de Tokyo aurait enregistré le départ d'au moins 400 infirmières et d'une centaine de médecins pendant la même période. Selon la NHK, les autorités de la commune japonaise d'Ichinomiya, dans la préfecture de Chiba et qui abrite la plage de Tsurigasaki, site des épreuves de surf des Jeux de Tokyo, ont refusé de répondre favorablement à la demande du comité olympique brésilien de mettre en place un dispositif de tests contre le COVID-19. La délégation brésilienne a prévu de loger son équipe de surfers à Ichinomiya avant et pendant les Jeux. Elle a réservé plusieurs chambres d'hôtel sur place. " Au début du mois d'avril, le comité olympique brésilien a demandé à la ville de mettre en place un système de dépistage du COVID-19 et de traitement des cas éven-

tuels. Mais les autorités municipales ont répondu par la négative, expliquant qu'elles ne disposaient pas de structures médicales adaptées à un tel scénario", a ajouté la même source. En cause, les nouvelles règles sanitaires préparées par le comité d'organisation des Jeux de Tokyo. La deuxième version du "playbook" à destination des athlètes, publiée mercredi dernier, prévoit un durcissement des règles. Les tests anti-COVID-19, initialement effectués tous les quatre jours, seront désormais quotidiens, au moins pendant les 14 premiers jours de présence au Japon. A Ichinomiya, comme dans plusieurs villes japonaises appelées à recevoir des délégations, avant ou pendant les Jeux, la contrainte serait devenue trop lourde. A moins de trois mois de l'ouverture, les autorités ne veulent pas s'engager à pouvoir garantir des tests de dépistage quotidiens.

## ALGÉRIE Réunion de travail jeudi président de la FAF - clubs de Ligue 1

Le nouveau président de la Fédération algérienne de football (FAF) Amara Charaf-Eddine, tiendra jeudi, en soirée, une réunion de travail à Alger, avec les présidents de clubs de la Ligue 1 professionnelle de football, a annoncé l'instance fédérale mercredi dans un communiqué.

Cette réunion de travail, la première depuis l'élection de Charaf-Eddine le 15 avril en remplacement de Kheïreddine Zetchi, sera précédée par un tour, organisé par la FAF, précise la même source. Au cours de cette réunion, "le président de la FAF va écouter les dirigeants de clubs qui devront faire part de leurs préoccupations et difficultés, notamment financières, toujours en pleine crise sanitaire liée à la pandémie de la Covid-19", souligne le communiqué.

"Cette réunion intervient à peine une semaine après la tenue du premier bureau fédéral et la demande pressante des clubs de rencontrer le nouveau président de la FAF afin d'échanger sur plusieurs sujets, et surtout débattre sur les solutions et autres résolutions à prendre pour la survie du football professionnel en Algérie", conclut la FAF. Le



président de la Ligue professionnelle de football (LFP) Abdelkrim Medouar, a tenu à la fin du mois d'avril dernier deux réunions conjointes LFP-présidents de club pour traiter divers points liés au professionnalisme et étudier les conclu-

sions de la commission de réflexion réunie le 24 avril. Cette dernière a été chargée d'élaborer un recueil des différents problèmes que traversent les clubs et de proposer des solutions en mesure de contribuer "à la sortie de crise dans la

quelle se débat le football professionnel". A l'issue de son élection, Amara Charaf-Eddine s'est engagé à revoir le mode du professionnalisme, en "améliorant le système de compétition", actuellement à 20 clubs, en vue de la saison prochaine.

## LIGUE 1 ALGÉRIENNE (20E JOURNÉE) L'Entente reste leader, le Chabab s'éveille



L'Entente de Sétif a conservé le leadership de la Ligue 1 Algérienne de football malgré son nul à domicile contre l'USM Alger (1-1), concédé dans la nuit de mardi à mercredi, pour le compte de la 20e journée, ayant vu le champion sortant, le CR Belouizdad, réagir de fort belle manière après sa précédente défaite à domicile, en atomisant l'AS Aïn M'lila (5-1).

C'est cependant le cas de dire que l'Aigle noir Sétifien l'y a échappé belle, car il avait commencé par concéder l'ouverture du score devant Billel Benhamouda (56e), avant d'arracher l'égalisation grâce à Houssem-Eddine Ghacha, ayant transformé un penalty à la (81e).

Un résultat qui arrange beaucoup plus les affaires de l'Entente, qui reste bien accrochée à son fauteuil de leader, avec quatre longueurs d'avance sur son premier poursuivant au classement général, la JS Saoura, qui de son côté a assez facilement dominé l'Olympique de Médéa (2-0), grâce notamment au doublé de Billel Messaoudi, aux 27e et 29e.

Pour sa part, l'USMA, qui restait sur une importante victoire chez le CR Belouizdad (0-1) a laissé filer une

bonne opportunité de se relancer dans la course aux premiers rôles, et reste finalement septième au classement général, avec 32 points au compteur. Les plus grandes surprises de cette 20e journée ont probablement été la victoire du NC Magra chez l'ASO Chlef (0-1), grâce notamment à l'inusable Hadj Bouguèche (ire), et surtout le nul (1-1), concédé par la JS Kabylie chez la lanterne rouge, le CA Bordj Bou Arréridj.

Les Canaris étaient en effet irrésistibles avant ce mardi, aussi bien en championnat qu'en Coupe de la Confédération africaine, dont ils animeront prochainement les quarts de finale face au représentant tunisien, le Club Sportif Sfaxien.

Ils étaient donc favoris face aux Criqueux, même si derniers avaient l'avantage du terrain. Mais à la fin, il semble que ce soit « la volonté de survivre du CABBA » qui a pris le dessus.

De son côté, le MC Alger a terminé son match contre l'USM Bel-Abbès avec la peur au ventre, car après avoir mené assez confortablement (2-0), il a concédé un but à environ cinq minutes de la fin (ndlr, temps additionnel inclus) ce qui l'a un peu fait douter.

Ce qui a été également le cas pour le Mouloudia d'Oran face au NA Hussein-Dey, qu'il a difficilement battu (3-2), alors que le duel WA Tlemcen - CS Constantine a été le seul de cette 20e journée à s'être terminé sur un score vierge (0-0).

Un peu plus tôt dans l'après-midi, la JSM Skikda et le Paradou AC, qui avaient tous les deux à domicile, évolaient respectivement dominé l'US Biskra (2-0) et le RC Relizane (2-1).

### Résultats complets et classement

Résultats complets et classement de la Ligue 1 algérienne de football, à l'issue de la 20e journée, disputée mardi :

- JSM Skikda - US Biskra 2-1
- Paradou AC - RC Relizane 2-0
- CR Belouizdad - AS Aïn M'lila 5-1
- MC Alger - USM Bel-Abbès 2-1
- ES Sétif - USM Alger 1-1
- ASO Chlef - NC Magra 0-1
- MC Oran - NA Hussein-Dey 3-2
- WA Tlemcen - CS Constantine 0-0
- CA Bordj Bou Arréridj - JS Kabylie 1-1
- JS Saoura - Olympique Médéa 2-0

Classement :	Pts	J
1. ES Sétif	43	20
2. JS Saoura	39	20
3. CR Belouizdad	36	20
→. MC Oran	36	20
5. JS Kabylie	35	20
6. MC Alger	34	20
7. O. Médéa	32	20
→. USM Alger	32	20
9. AS Aïn M'lila	31	20
→. CS Constantine	31	20
11. Paradou AC	30	20
12. RC Relizane	24	20
13. WA Tlemcen	21	20
14. ASO Chlef	20	20
15. NA Hussein-Dey	19	20
→. US Biskra	19	20
→. NC Magra	19	20
18. USM Bel-Abbès	15	20
19. JSM Skikda	14	20
20. CABB Arréridj	6	20.

## LIGUE 1 - USM ALGER Le Ghanéen Opoku Kwame qualifié par la LFP (club)

L'attaquant international ghanéen Opoku Kwame (21 ans), recruté par l'USM Alger lors du dernier mercato, a été officiellement qualifié par la Ligue de football professionnel (LFP) et pourra prendre part dès ce mardi au match en déplacement face à l'ES Sétif, pour le compte de la 20e journée de championnat de Ligue 1, a annoncé le club algérois.

"La direction tient à informer les supporters du club qu'Opoku Kwame est officiellement qualifié par la LFP et pourra faire ses débuts dès ce soir face à l'ES Sétif", a indiqué le club algérois sur sa page officielle Facebook.

Auteur de huit buts cette saison, toutes compétitions confondues, l'ex-attaquant d'Asante Kotoko s'est engagé le 10 mars dernier avec les Rouge et Noir contre la somme de 350.000 dollars et un salaire mensuel de 15.000 dollars. Au terme de la phase aller, l'USMA occupe la 7e place avec 31 points, en compagnie du MC Alger et de l'AS Aïn M'lila.

## LIGUE 1 (21E JOURNÉE) Le match JSK-MCO avancé au 11 mai

Le match JS Kabylie - MC Oran, comptant pour la 21e journée du championnat de Ligue 1, a été avancé au mardi 11 mai au stade du 1er-Novembre de Tizi-Ouzou, a annoncé la Ligue de football professionnel (LFP) mardi sur son site officiel.

Prévue initialement le 15 ou 16 mai, cette rencontre a été avancée "sur demande de la JS Kabylie et après accord du MC Oran", précise la même source.

"La LFP a pris cette décision pour permettre à notre représentant de préparer le match des 1/4 de finale (aller) de la coupe de la Confédération de la CAF en déplacement contre le CS Sfaxien (Tunisie), prévu le 16 mai, dans de très bonnes conditions", souligne l'instance dirigeante de la compétition. La 20e journée de championnat, marquant le début de la phase retour de la compétition, se joue ce mardi, avec au menu notamment le choc entre l'ES Sétif et l'USM Alger (22h30). Au terme de la première partie de la saison, la JSK occupe la 3e place au classement avec 34 points, alors que le MC Oran suit derrière à la 4e position en compagnie du CR Belouizdad, avec 33 points chacun.

## LIGUE DES CHAMPIONS (1/4 DE FINALE - ALLER) CRB - ES Tunis fixé au 14 mai au stade du 5-juillet (club)

Le match CR Belouizdad - ES Tunis, comptant pour les quarts de finale (aller) de la Ligue des champions d'Afrique de football, se jouera le vendredi 14 mai au stade olympique du 5-juillet (20h00), a annoncé le club algérois mardi dans un communiqué.

La seconde manche est programmée, quant à elle, le samedi 22 mai au stade Hamadi Agrbi à Radès (20h00, algériennes), précise la même source. En cas de qualification pour les demi-finales (aller : 18-19-20 juin, retour : 25-26-27 juin), le CRB sera opposé au vainqueur de la double confrontation entre Al-Ahly du Caire (Egypte) et Mamelodi Sundowns (Afrique du Sud). L'autre représentant algérien dans cette prestigieuse épreuve le MC Alger, affrontera les Marocains du Wydad de Casablanca. Le match aller aura lieu à Alger, alors que la seconde manche se jouera à Casablanca. Le "Doyen" déferait, dans le dernier carré, le vainqueur des deux manches entre Kaizer Chiefs (Afrique du Sud) et Simba SC (Tanzanie).

## SUPER LIGUE La FIFA préfère le dialogue aux sanctions

La FIFA a exprimé, par le biais de son président, son souhait au dialogue tous azimuts avec les douze clubs qui ont tenté de lancer une Super Ligue européenne pour réformer le football, au lieu de prononcer des sanctions, selon le journal l'Equipe.

Dans une interview mercredi au quotidien français, le président de la FIFA l'a clairement clarifié et n'est pas favorable à des sanctions. "Certaines actions devraient avoir des conséquences, et chacun doit assumer ses responsabilités", a indiqué le patron du foot mondial, jugeant "inacceptable" et "inimaginable" la création d'un tournoi fermé "en dehors" des instances.

"Mais... il faut toujours faire attention quand on parle de sanctions (...) C'est vite dit qu'il faut punir.

C'est même populaire - ou populiste - parfois", ajoute Gianni Infantino, régulièrement soupçonné d'avoir encouragé en sous-main les projets des clubs mutins.

Pour lui, si d'éventuelles sanctions doivent venir "en premier lieu" des instances nationales, puis de l'UEFA et enfin de la Fifa, "en punissant par exemple un club, vous punissez aussi des joueurs, des entraîneurs, des fans, qui n'y sont pour rien".

"Je préfère toujours privilégier le dialogue ou conflit, même dans les situations les plus délicates", explique-t-il, appelant à "écouter tout le monde" pour comprendre "pourquoi on en est arrivé là".

Parmi de multiples pistes, il a insisté sur la réforme en cours du marché des transferts, passant par un plafonnement des commissions des agents et un rétablissement de leur licence, que la Fifa prévoit d'adopter d'ici l'été.

Mais pour favoriser "la stabilité économique" et "l'équilibre compétitif" du football, il a aussi évoqué "l'introduction de plafonds salariaux, de plafonds sur les indemnités de transfert", "d'une limitation du nombre de joueurs par équipe, ainsi que de l'obligation d'avoir un certain nombre de joueurs formés localement" ou encore "d'une période de repos minimum" - autant d'idées qui restent à concrétiser et rencontrent parfois des obstacles juridiques.

Concernant le calendrier international, sujet particulièrement délicat tant les joueurs finissent cette saison exténués alors qu'ils doivent encore disputer Euro ou Copa America, il a appelé à avoir "moins de matches, mais de meilleure qualité".

Sans prendre clairement position, Gianni Infantino s'est contenté de promettre "des discussions intéressantes" sur les récentes propositions du Français Arsène Wenger, directeur du développement du football mondial à la Fifa, qui préconise une Coupe du Monde et un Euro tous les deux ans. Il a en revanche réaffirmé son intention d'élargir à 24 équipes le Mondial des clubs, sans échéance précise pour l'instant, promettant que ce projet contesté par les confédérations deviendrait "la meilleure épreuve de clubs au monde".

APS

## LIGUE DES CHAMPIONS Mahrez : "Manchester City mérite d'aller en finale"

Le milieu offensif algérien de Manchester City, Riyad Mahrez, double buteur lors de la victoire 2-0 contre le Paris SG mardi soir en demi-finale retour de la Ligue des champions, a estimé que son équipe méritait d'accéder en finale, sa première de l'histoire.

"Je pense que c'est mérité sur les deux matches, on mérite de passer, on a su être efficace au moment où il le fallait et on a fait la différence. Aujourd'hui en première période on était moyen. En deuxième période, on a su relever notre niveau, et on aurait pu mettre trois ou quatre buts de plus.

Après, (les Parisiens) ont un peu perdu leurs nerfs et ils ont pris un rouge, ça nous a facilité la tâche.

Sur les deux matches, c'est mérité et on mérite d'aller en finale", a déclaré Mahrez au micro de RMC Sport après le match.

"Marquer dans les grands matches c'est ce qu'on veut, c'est ce dont on rêve, j'ai réussi à marquer trois buts sur les deux matches, c'est bien pour l'équipe, on a été très solides sur les deux matches et on mérite de passer", a-t-il encore ajouté.

Déjà buteur décisif à l'aller (2-1), Riyad Mahrez a été le bourreau du PSG mardi en demi-finale retour de Ligue des champions, secouant les



filets à deux reprises pour envoyer City en finale.

La première fois pour reprendre une frappe contrée de Kevin de Bruyne, pour glisser le ballon sous le gardien, à angle fermé (1-0, 11e).

Et en seconde période, sur

une contre-attaque sublime, il a reçu une offrande de Phil Foden sur laquelle il n'a pas retenu sa frappe au moment de la mettre au fond et de valider un peu plus le billet pour la finale d'Istanbul fin mai (2-0, 63e). Avec 10 buts en C1, il

est le meilleur réalisateur algérien dans l'histoire de la compétition, dépassant Yacine Brahimi. Mahrez est devenu aussi le deuxième Algérien à avoir atteint la finale de la prestigieuse compétition après Rabah Madjer avec le FC Porto.

## Riyad Mahrez encensé à grands coups par la presse britannique

La presse britannique a encensé, dans sa livraison de mercredi, l'international algérien Riyad Mahrez, auteur d'un doublé lors de la demi-finale retour de Ligue des Champions Manchester City - Paris Saint Germain (2-0) et comparé à un "super-héros" outre-Manche.

"Nous allons à Istanbul", s'amuse le Manchester Evening News. Un billet pour la Turquie acquis grâce au doublé de Mahrez. Déjà buteur à l'aller, l'international algérien est encensé de "Mah-vels !" (Daily Telegraph), "Magic Mahrez" (i Sports), "Marvel" (Daily Mirror) et autres Unes qui

le comparent à un "super-héros". Il s'agit d'une revanche pour le natif de Sarcelles, près de Paris, qui a longtemps eu du mal à s'imposer dans l'équipe type de Pep Guardiola avant de devenir un titulaire indiscutable, ce qui pousse The Guardian à le qualifier joliment de "génie sous-coté".

Côté espagnol enfin, plus que le match en lui-même, c'est la possibilité de retrouvailles entre le technicien catalan et le Real en finale qui fait la Une de Marca, avec un message clair envoyé aux Merengues : "Pep vous attend à Istanbul !".

Manchester City s'est qualifié pour la première fois de son histoire en finale, après avoir déjà battu le club parisien à l'aller (2-1).

Grâce à un doublé de Riyad Mahrez (11e, 63e) déjà auteur du but vainqueur au Parc des Princes, Pep Guardiola atteint la finale à sa cinquième saison sur le banc des Sky Blues et prive les Parisiens d'une deuxième finale consécutive.

Manchester City affrontera en finale le vainqueur de la deuxième demi-finale opposant un autre club anglais, Chelsea, au Real Madrid.

## PREMIER LEAGUE

### Chelsea autorise des supporters aux réunions du conseil d'administration

Le FC Chelsea va permettre à trois représentants des supporters d'assister aux réunions de son conseil d'administration à partir de juillet, a annoncé le club londonien mardi.

Le rôle de ces représentants sera "de faire en sorte que le sentiment général des supporters soit pris en compte dans les processus de prise de décision du club", explique Chelsea.

Ces trois conseillers seront désignés par un vote et une procédure de sélection qui doit encore être discutée avec "le forum des fans (de Chelsea) et plusieurs groupes de supporters non officiels", a ajouté Chelsea. Chelsea avait fait partie avec onze autres clubs européens, dont cinq anglais, des promoteurs d'un projet de compétition européenne concurrente de la Ligue des Champions actuelle, avec vingt équipes, dont quinze places auraient été réservées tous les

ans aux fondateurs. Cette idée avait été accueillie par un tollé, aussi bien de la part des supporters que des instances ou du monde politique et les six clubs anglais avaient fait machine arrière moins de 48 heures plus tard.

Les supporters de Chelsea avaient été particulièrement virulents en manifestant devant Stamford Bridge avant un match contre Brighton et en bloquant le bus de l'équipe, quelques heures avant que le club renonce à participer au projet.

Les trois représentants des supporters seront nommés pour une année seulement et devront être représentatifs de la population des supporters des Blues, qui est "diversifiée



et inclusive", souligne encore le club.

Ils devront s'engager à respecter la confidentialité des échanges au cours de la réunion, comme tous les administrateurs, mais ils n'auront pas de droit de vote au moment

de la prise de décision. Ils participeront au moins à quatre réunions par an, mais seront tenus à l'écart de certaines rencontres portant sur les joueurs, le staff, le centre de formation ou d'autres questions relatives à ces thèmes là.

**Martinez quitte le Bayern en fin de saison**

Javi Martinez et le Bayern Munich, c'est une aventure terminée. Le joueur espagnol, champion du monde en 2010, a annoncé son départ du club bavarois. Le milieu de terrain est resté neuf saisons en Allemagne. Le champion du monde espagnol 2010 Javi Martinez quittera le Bayern à l'issue de son contrat en fin de saison, après y avoir remporté deux Ligues des champions et huit Bundesliga en neuf saisons, a annoncé mardi le club munihois. À 32 ans, le milieu de terrain et le club « se sont mis d'accord pour ne pas prolonger le contrat, qui échoie au 30 juin ». Aucune indication n'a été donnée sur la suite de sa carrière.



**ARSENAL : PARTEY RENVOYÉ À MADRID ?**

Thomas Partey pourrait être autorisé à quitter Arsenal après une seule saison à l'Emirates Stadium, selon des informations en Espagne. Le milieu de terrain a rejoint Arsenal le jour de la date de fin du mercato estival 2020 après avoir décliné sa clause de libération de 50 millions d'euros. Le Ghanaïen a quitté l'Atletico Madrid, tandis que Lucas Torreira est allé dans l'autre sens en prêt. Mais aucun de ces mouvements n'a particulièrement fonctionné pour les deux clubs. Jusqu'à présent, le joueur de 27 ans a réussi 20 apparitions en Premier League, dont 15 comme titulaire. Il a fourni deux passes décisives dans ces matches. Bien trop peu pour le prix payé il y a moins d'un an et la frustration est grande du côté de Mikel Arteta qui avait demandé à ses dirigeants de faire un effort pour lui offrir le joueur l'été dernier. Selon le média local Todofichajes, les Gunners envisagent maintenant de revendre Thomas Partey juste un an après son arrivée alors qu'il dispose d'un contrat qui court encore jusqu'en 2025. Étant donné que Torreira ne reste pas avec l'Atletico, on suppose que Partey pourrait également être renvoyé à l'expéditeur. Arsenal essaiera de récupérer les frais de 50 millions d'euros qu'ils ont dépensés. Et Diego Simeone ne serait pas contre le retour d'un joueur qu'il a vu partir avec regrets.

**KANE UNE OFFRE EN PRÉPARATION**

**Manchester United aurait la volonté de recruter Harry Kane lors du mercato estival 2021. Une offre importante serait en préparation au sein du club entraîné par Ole-Gunnar Solskjaer.**

Les dirigeants de Manchester United vont tenter de calmer la colère de leurs supporters en leur offrant un grand nom du football européen. Selon des informations du Sun, Harry Kane devrait faire l'objet d'une offre dans les prochains jours. Celle-ci serait d'un montant avoisinant les 100 millions d'euros croit savoir le journal anglais. Depuis quelques semaines, l'avenir de l'attaquant de Tottenham est sujet à une spéculation intense. Devant l'absence de titre et probablement de qualification européenne, Harry Kane pourrait demander un bon de sortie l'été prochain. Outre Manchester United, Liverpool ou encore Manchester City pourraient également se montrer intéressés. Cette saison, le buteur anglais est à 31 réalisations et 16 passes décisives. Agé de 27 ans, il est sous contrat jusqu'en juin 2024 avec les Spurs.



**FERDINAND S'INCLINE DEVANT FODEN**

Devenu incontournable à Manchester City, Phil Foden (20 ans, 12 matchs et 3 buts en LdC cette saison) poursuit sa progression affolante. Auteur d'une double confrontation intéressante contre le Paris Saint-Germain (2-1, 2-0), en demi-finales de la Ligue des Champions, le milieu offensif anglais a été largement encensé par Rio Ferdinand. "Sur la forme du moment, Phil Foden est le meilleur jeune joueur du monde", a soutenu le consultant pour BT Sport. Un bel hommage.

**Le Real Madrid étudie la piste Raheem Sterling**

En manque de temps de jeu cette saison à Manchester City, Raheem Sterling pourrait rebondir cet été au Real Madrid. Longtemps considéré comme l'homme fort de Pep Guardiola, Raheem Sterling n'est désormais plus qu'un remplaçant de luxe à Manchester City. L'ancien joueur de Liverpool a perdu sa place sur l'aile gauche au profit du talentueux Phil Foden. En manque de temps de jeu et avec des statistiques nettement inférieures aux années précédentes, Sterling n'est plus que l'ombre de lui-même à Manchester. Malgré une saison compliquée, l'Anglais garde une très belle cote en Europe et pourrait se relancer dans un club prestigieux : le Real Madrid. Selon les informations de Football Insider, les Citizens pourraient se pencher sur Jack Grealish pour remplacer Sterling et laisser partir le joueur de 26 ans. Le journal anglais explique également que les Skyblues laisseraient partir l'international anglais (26 sélections pour 14 buts inscrits) pour 85 millions d'euros. Le Real Madrid pourrait sauter sur l'occasion et casser sa tirelire et s'offrir les services d'un joueur capable de faire beaucoup de différences et qui a énormément progressé sur la finition. L'arrivée de Sterling résoudrait les problèmes devant le but que peuvent rencontrer Rodrygo ou Vinicius Junior sur les côtés. Réponse lors du prochain mercato.



**Everton : Kean cinq ans au PSG ?**

Content des prestations de Moise Kean, les dirigeants du PSG souhaitent conserver l'attaquant italien. Leonardo aurait débüté des discussions avec l'entourage du joueur avant de contacter Everton pour le transfert. Convoité par la Juventus si Massimiliano Allegri redevenait l'entraîneur du club italien, Moise Kean est également sollicité par son club actuel pour y rester définitivement. Selon le journaliste italien, Nicola Schira, Leonardo, le directeur sportif du PSG aurait entamé des discussions avec l'entourage du joueur conseillé par Mino Raiola. Le club parisien offrirait un contrat de cinq ans à Moise Kean pour qu'il accepte de rester dans la capitale française à l'issue de la saison actuelle. Concernant le transfert, le PSG serait prêt à débours la somme de 45-50 millions d'euros pour convaincre Everton de lui vendre l'international italien.

## ALGÉRIE-ITALIE

### Le Président de la République reçoit un appel téléphonique du Premier ministre italien

Le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a reçu, mardi, un appel téléphonique du Premier ministre italien, Mario Draghi, lors duquel ont été passées en revue les relations entre l'Algérie et l'Italie et les perspectives de leur promotion, a indiqué un communiqué de la Présidence de la République.

"Le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a reçu, mardi, un appel téléphonique cordial du Premier ministre italien, Mario Draghi, avec lequel il a passé en revue les relations entre l'Algérie et l'Italie sur tous les plans et les perspectives de leur promotion et élargissement dans divers domaines", a



précisé le communiqué. "L'entretien téléphonique a porté, également, sur les questions régionales et internationales d'intérêt commun, principalement la situation en Libye, au Sahel et au Sahara occidental, reflétant la convergence traditionnelle des vues entre les deux pays", a conclu le communiqué.

## ALGÉRIE-KOWEÏT

### M. Boukadoum reçoit son homologue koweïtien

Le ministre des Affaires étrangères, Sabri Boukadoum, a reçu mercredi au siège du ministère, son homologue koweïtien, Cheikh Ahmed Nasser Al-Mohammed Al-Sabah, qui effectue une visite officielle en Algérie. Le ministre koweïtien des Affaires étrangères, envoyé spécial de l'émir du Koweït, le

Cheikh Nawaf Al-Ahmad Al-Jaber Al-Sabah, a entamé, dans la nuit de mardi, une visite officielle en Algérie pour remettre une lettre au président de la République, Abdelmadjid Tebboune. M. Boukadoum avait indiqué mardi soir sur son compte Twitter : "Bienvenu à mon cher frère son Altesse Cheikh le

Docteur Ahmed Nasser Al-Mohammed Al-Sabah, ministre des Affaires étrangères de l'Etat du Koweït, qui effectue une visite officielle en Algérie pour remettre au président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, une lettre de la part de son frère son Altesse Cheikh Nawaf Al-Ahmad Al-Jaber Al-Sabah".

## ALGÉRIE-CUBA

### M. Boukadoum s'entretient avec son homologue cubain

Le ministre des Affaires étrangères, Sabri Boukadoum s'est entretenu mardi avec son homologue cubain, Bruno Rodriguez Parrilla sur les relations bilatérales et les questions internationales d'intérêt com-

mun. "J'ai eu un riche entretien avec mon homologue cubain, Bruno Rodriguez Parrilla. Nous avons passé en revue les relations historiques liant nos deux pays, et les moyens de les élargir à tous les domaines. L'entre-

tien a porté également sur les questions internationales et régionales d'intérêt commun et d'autres liées à la coopération internationale pour la lutte contre la Covid-19", a écrit le ministre sur son compte Twitter.

## BILAN DES OPÉRATIONS DE L'ANP

### Plusieurs opérations menées par l'ANP dans le cadre la lutte antiterroriste, la criminalité organisée et l'immigration clandestine (MDN)

Plusieurs opérations ont été menées en une semaine par des unités et des détachements de l'Armée nationale populaire (ANP) dans le cadre de la lutte antiterroriste, la criminalité organisée et l'immigration clandestine, ce qui témoigne de l'engagement des Forces armées à préserver la quiétude et la sécurité du pays", indique mercredi un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN).

"Dans le cadre de leurs nobles missions de défense et de sécurisation du territoire national contre toute forme de menaces, des détachements et des unités de l'ANP ont mené, durant la période du 28 avril au 04 mai 2021, plusieurs opérations qui témoignent de l'engagement infaillible de nos Forces armées à préserver la quiétude et la sécurité dans notre pays", précise la même source.

Ainsi, dans le cadre de la lutte antiterroriste, "un détachement de l'ANP a arrêté, à Khenchela, (03) éléments de soutien aux groupes terroristes, tandis que (06) casemates pour terroristes et (02) bombes de confection artisanale ont été découvertes et détruites à Médéa et Boumerdes", relève le communiqué du

MDN. Dans le cadre de la lutte contre la criminalité organisée et "en continuité des efforts soutenus visant à contrecarrer le fléau du narcotrafic dans notre pays, des détachements combinés de l'ANP ont intercepté, en coordination avec les différents services de sécurité dans diverses opérations exécutées à travers les différentes Régions militaires (RM), (12) narcotrafiquants et saisi de grandes quantités de kif traité s'élevant à 8 quintaux et 20,5 kilogrammes, que les bandes criminelles ont tenté d'introduire à travers les frontières avec le Maroc". A ce titre, des détachements de l'ANP et les services de la Gendarmerie nationale et des Garde-frontières ont arrêté, lors d'opérations distinctes au niveau des territoires des 2<sup>ème</sup> et 3<sup>ème</sup> RM, "8 narcotrafiquants et saisi deux 2 pistolets mitrailleurs de type Kalachnikov, une quantité de munitions et 8 quintaux et un kilogramme de kif traité, alors que "4 autres narcotrafiquants ont été interceptés et 19,5 kilogrammes de la même substance et 13 865 comprimés psychotropes ont été saisis dans diverses opérations menées dans les autres RM". Par ailleurs, des détachements de l'ANP "ont arrêté à Ta-

manrasset, In Guezzam, Bordj Badji Mokhtar et Djanet, 199 individus et saisi 27 véhicules, 136 groupes électrogènes, 81 ma rdeaux-piqueurs, des outils de détonation et d'autres équipements utilisés dans des opérations d'orpaillage illicite, ainsi que 268 sacs de mélange d'or brut et de pierres et 27,5 quintaux de denrées alimentaires destinées à la contrebande". La même source a relevé que "5 individus ont été arrêtés et 4 fusils de chasse, 6,6 quintaux de tabacs et 29 604 unités d'articles pyrotechniques ont été saisis lors d'opérations distinctes menées à Béchar, Constantine, Sétif, Oum El Bouaghi, Tébessa et Oran", alors que les Garde-frontières "ont déjoué des tentatives de contrebande de grandes quantités de carburants s'élevant à 28000 litres à Tébessa, El-Tarf, Souk Ahras, Adrar et Tindouf".

Dans un autre contexte, "les Garde-côtes ont mis en échec des tentatives d'émigration clandestine de 13 individus qui étaient à bord d'une embarcation de construction artisanale à Annaba, alors que 125 immigrants clandestins de différentes nationalités ont été appréhendés à Tlemcen, Ouargla, Djanet et In Amenas".

## INTEMPÉRIES À MÉDÉA

### Goudjil présente ses condoléances aux familles des victimes

Le président du Conseil de la nation, Salah Goudjil a présenté, mardi, ses sincères condoléances aux familles des victimes des intempéries survenues, lundi, dans la wilaya de Médéa. "J'ai appris avec profonde affliction les pertes humaines et matérielles enregistrées, lundi, suite aux intempéries survenues dans la commune de Beni Slimane à Médéa", a écrit M. Goudjil dans son message de condoléances, priant Le Tout Puissant, en ces dix derniers jours bénis du mois sacré de Ramadhan, d' "accueillir les victimes en Son vaste paradis aux côtés des chouhadas". "Je partage votre douleur et votre peine en cette douloureuse épreuve. Je vous présente à vous tous, et à travers vous, aux familles des victimes et des blessés, au nom des membres du Conseil de la nation et en mon nom personnel ma profonde compassion, priant Le Tout Puissant de vous prêter réconfort et souhaitant un prompt rétablissement aux blessés", a-t-il ajouté. Ces dernières 24 heures, cinq (05) décès ont été enregistrés dans les wilayas de Médéa et de M'sila suite aux intempéries enregistrées dans certaines wilayas du pays.

## ESSAIS NUCLÉAIRES FRANÇAIS EN ALGÉRIE

### Thème d'un reportage du dernier numéro du magazine d'AI "La Chronique"

Le magazine d'Amnesty International "La Chronique" a consacré le reportage de son dernier numéro de mai 2021 aux essais nucléaires français en Algérie, en publiant les témoignages poignants de victimes, non sans épinglez au passage l'historien français, Benjamin Stora, dont le rapport sur "la réconciliation des mémoires ne consacre qu'une page et demie" à ces essais nucléaires. Sous le titre "France-Algérie : Essais nucléaires, un secret bien enfoui", le magazine a consacré toute sa Une (page de garde) à ce dossier qui est toujours d'actualité, en écrivant en gros caractère : "Depuis 60 ans, la France refuse d'assumer les conséquences sanitaires et environnementales des essais nucléaires au Sahara".

Le reportage de ce mensuel, illustré par des photos qui reflètent tout le drame causés par ces essais nucléaires, est également soutenu par des extraits du rapport "Sous le sable la radioactivité" réalisé en 2020 par Jean-Marie Collin, expert en désarmement nucléaire et porte-parole de l'ICAN (International Campaign to Abolish Nuclear Weapons) et Patrice Bouveret directeur de l'Observatoire des armements.

Le rapport relève en substance que "dès le début des expérimentations nucléaires, la France a pratiqué une politique d'enfouissement de tous les déchets dans les sables et n'a jamais dévoilé où étaient enfouis ces déchets ni leur quantité". Dans un des témoignages des habitants des régions touchées par ces essais nucléaires, le magazine rapporte celui de Salah Mohamed (Tamanrasset) qui raconte en ces termes : "J'avais 6 ans à l'époque. J'étais berger et je gardais des brebis. J'étais sur le plateau, et les militaires étaient venus nous récupérer en hélicoptère en abandonnant les bêtes. Arrivés au village, on nous a mis dans des camions pour nous évacuer. Le même jour, j'ai perdu mon père, ma

mère et un frère. J'ai été récupéré avec ma sœur par mon oncle". Le magazine a aussi interviewé le seul scientifique indépendant à s'être rendu sur place pour prélever des échantillons et les analyser, en l'occurrence Roland Desbordes qui est porte-parole de la CLIRAD (Commission de recherche et d'information indépendantes sur la radioactivité, apportant un démenti catégorique à l'armée française laquelle a prétendu que "les essais nucléaires au Sahara ont eu un impact très limité sur l'environnement".

Dans un autre article, le magazine qui est revenu sur le rapport de l'historien français, Benjamin Stora, a relevé qu'une page et demie sur un rapport qui en compte 160, a été consacrée à ces essais nucléaires. "Remis au président Macron le 20 janvier dernier, le rapport sur la réconciliation des mémoires entre la France et l'Algérie ne consacre que très peu de place aux conséquences environnementales et sanitaires qui entourent les 17 essais nucléaires orchestrés par la France dans le Sahara algérien", est-il écrit, relevant que le magazine (La Chronique) "avait interrogé Stora sur cet aspect, lequel n'avait pas donné suite". Pour rappel, le 13 février 1960, la France faisait exploser sa première bombe atomique, opération baptisée "Gerboise bleue", dans le ciel de Reggane, au Sahara, causant un désastre écologique et humain qui continue de générer des maladies dont des cancers radio-induits.

Le premier essai effectué à Reggane, avec une puissance variant entre 60.000 et 70.000 tonnes de TNT explosif, équivalait à une bombe cinq fois plus puissante que celle lancée sur Hiroshima, selon des experts. Non seulement les sites où les essais ont été effectués n'ont pas été totalement décontaminés, mais les effets des radiations demeurent toujours dévastateurs et tragiques.

APS

## JUSTICE

### Tribunal de Cheraga : Amira Bouraoui condamnée à deux ans de prison ferme

L'activiste Amira Bouraoui a été condamnée mardi par le tribunal de Cheraga (deux) ans de prison ferme dans deux affaires distinctes. Dans ces deux affaires, Amira Bouraoui est poursuivie pour "outrage à un fonctionnaire dans l'exercice de ses fonctions, atteinte à la personne du président de la République, diffusion de publications susceptibles de porter atteinte à l'ordre public et atteinte aux préceptes de l'Islam et au Prophète (QSSSL)".